

عنوان الأناجيل



Le Monde

TÉLÉVISION
RADIO-MULTIMÉDIA

■ Premiers pas
dans le monde
virtuel



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16205 - 7 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLMIBANI

Accord entre deux syndicats de médecins et l'assurance maladie

LES CAISSES d'assurance-maladie et deux syndicats médicaux sont parvenus, vendredi 28 février, à un accord permettant au plan de réforme de la Sécurité sociale de franchir une nouvelle étape.

Majoritaire chez les généralistes, MG-France a approuvé la convention en faveur de cette catégorie, tandis que l'UCCSF (chirurgiens) a donné son accord au texte sur les spécialistes. En revanche, la Confédération des associations professionnelles de médecins (CSMP), premier syndicat de médecins, est opposée à un accord dans lequel elle voit l'annonce d'un « rationnement des soins », et ne se prononcera que le 8 mars. Sa signature n'est pas nécessaire, mais un rejet de la CSMP rendrait l'application du texte difficile dans les départements.

Lire page 5

Les promesses et les dangers du clonage

● Débat sur une législation mondiale après la création de la brebis Dolly ● Le clonage de mammifères permettrait des progrès dans l'alimentation, la pharmacie, la médecine ● Son application éventuelle à l'homme suscite de graves inquiétudes

LA RÉVÉLATION par la revue britannique *Nature* de la naissance d'une brebis créée par clonage à partir du génome d'un animal adulte a suscité une vive polémique. Baptisée Dolly, l'agneau née dans un laboratoire proche d'Edimbourg est l'aboutissement des travaux d'une équipe de chercheurs dirigés par le docteur Ian Wilmut.

Pour la première fois dans l'histoire de la biologie, des scientifiques ont réussi à démontrer qu'il était possible de reproduire un individu à partir d'une seule de ses cellules. Ces travaux sont la conclusion d'une longue quête des biologistes commencée dans les années 50.

Cette technique de clonage est largement utilisée en agriculture pour multiplier, par exemple, des plants de pomme de terre. Le clonage des mammifères, s'il ouvre des perspectives d'application dans les domaines de l'élevage, de la pharmacie et de la médecine, inquiète les politiques et les cher-



cheurs de tous les pays. Ils redoutent des applications éventuelles de cette technique à l'espèce humaine.

Après Bill Clinton qui a manifesté son trouble, le Vatican qui a exprimé son hostilité, Jacques Chirac a saisi le Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé afin que ses membres tracent au plus vite les frontières, non pas de ce qui est possible, mais de ce qui doit être permis.

Des voix se sont élevées pour demander une législation au niveau mondial. Seule une coopération internationale pourrait permettre de prévenir des dérives dangereuses pour l'homme. C'est notamment l'avis du Britannique Ken Collins, président, au Parlement européen, de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs.

Lire pages 18, 19
et notre éditorial page 11

M. Le Pen affirme que M. Chirac est « tenu par des organisations juives »

DANS un ouvrage à paraître le 6 mars, *Roméo d'un président* (éditions Plon), Jean-Marie Le Pen, président du Front national, répond aux questions des journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafran sur l'hostilité dont Jacques Chirac fait preuve envers lui. Il affirme sa « certitude » que le chef de l'Etat « est tenu » [...] par des organisations juives, notamment le fameux B'nai Brith » et qu'« en échange d'énormes sommes d'argent, [...] il a accepté de perdre l'élection présidentielle de 1988 plutôt que de s'entendre avec [lui] ».

Le B'nai Brith, fratrielle juive américaine inspirée de la franc-maçonnerie, est accusée régulièrement par les publications antisémitiques d'exercer un pouvoir occulte.

Lire page 26

Sida : mortalité en baisse

Après les Etats-Unis, c'est au tour de la France d'enregistrer une baisse sensible (-20 % au second semestre 1996) du nombre de décès dus au VIH. p. 21

Un entretien avec Hervé de Charette

« L'Europe est pour ses membres un formidable amplificateur de puissance », déclare au Monde le ministre des affaires étrangères. p. 2

Zaïre : progression des rebelles

Avec la chute très probable de Kinshasa aux mains des rebelles, c'est désormais la capitale du Haut-Zaïre, base arrière de l'armée, qui est menacée. p. 4

McDonald's casse les prix

Le géant de la restauration rapide va diviser par quatre le prix du Big Mac pour tenter de regagner des parts sur le marché américain, toujours plus concurrentiel. p. 12

Superphénix hors-la-loi

Le Conseil d'Etat a annulé le décret de 1994 qui permettait le redémarrage de la centrale nucléaire transformée en installation de recherche. p. 21

Grand Jury

Charles Pasqua est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 2 mars à 18 h 30.

Abonnement : 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 16 KRON ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2.500 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 9 F ; Suède, 800 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0146 - 302 - 7.00 F

Le beau rêve des taureaux espagnols

MADRID de notre correspondante

Les taureaux se prennent à rêver, ces temps-ci, en Espagne. A la veille de l'ouverture de la grande saison tauromachique, qui commence le 2 mars par la feria de Castellón, la Confédération des associations professionnelles taurines (CAPT), qui regroupe toutes les professions concernées par la corrida, vient de décider un arrêt de travail général et illimité. Autant dire que si le ministre de l'Intérieur, qui réglemente la profession, ne revient pas sur les lois drastiques de contrôle vétérinaire avant et après chaque corrida, il n'y aura pas de saison taurine. Les aficionados n'auront plus qu'à se rabattre sur le football, l'autre grande passion espagnole, et les touristes front chercher des sensations fortes dans les musées.

En un mot, l'heure est grave. Si grave que cela ? Peut-être pas, car les spécialistes, qui dans ce domaine sont légion, vous diront que de mémoire de chroniqueur taurin on n'a jamais connu de grève bien sévère. Plutôt des menaces, des passes, des veroniques pour faire pirouetter les différents gouvernements et les amener à fonder tête la première dans les musées.

la muleta agitée par les éleveurs. Car ce sont eux, surtout, les mécontents.

Certains estiment que 40 % de leurs taureaux de combat ne pourront pas satisfaire aux exigences des arènes de première catégorie, ce qui fait chuter le prix du taureau parfois de moitié. De plus, observent-ils, les contrôles sont une excellente chose à condition qu'ils aient une réelle valeur scientifique. Les lois adoptées en 1992 et 1996 prévoient notamment l'examen des cornes pour savoir si elles ont été limées. Or, il arrive que les taureaux, en se battant ou en se frottant sur des pierres, se les soient abimés. L'éleveur, dans ce cas, n'y est pour rien et s'indigne que son taureau soit écarté comme « non présentable » pour « cornes douteuses ».

Où leurs revendications, qui portent essentiellement sur le droit de « nettoyer » ouvertement et devant les contrôleurs les esquilles des cornes qui se seraient produites accidentellement avant la corrida. Ils demandent surtout la formation de commissions scientifiques aptes à réaliser les vérifications requises, avec des techniques plus fiables. Les toréadors, eux, appuient les éleveurs discrètement, l'air de ne pas y toucher.

Car le combat mené par la profession n'est pas toujours populaire.

Pour un spécialiste indigné, qui affirme que rien n'est truqué, on en trouvera facilement deux pour répondre (parfois un peu vite) que la corrida n'est plus ce qu'elle était, et que certains matadors ont su convaincre des éleveurs pour que les cornes soient limées, ce qui change la perception des distances de l'animal. On a vu aussi le cas de taureaux en partie « drogués ». Et tout le monde reconnaît qu'à force de croisements sélectifs et la combativité des taureaux a beaucoup changé en trente ans. Les plus critiques précisent même que de nombreux, tout en musclés et élanés, ils sont devenus plus lourds, « placides » et, surtout, moins habiles à se déplacer.

Quoi qu'il en soit, la faena (ensemble de passes) des discussions se poursuit. Le CAPT a peut-être trouvé une feinte supplémentaire, face au gouvernement, en négociant directement avec les régions autonomes où, comme au Pays basque, le règlement taurin est totalement indépendant.

Marie-Claude Decamps

Le « bon juge » de Château-Thierry

EN INVOQUANT « l'état de nécessité » pour relaxer une mère de famille qui avait volé de la viande pour ses enfants, le tribunal de Poitiers s'est inspiré d'une jurisprudence célèbre, celle du « bon juge » de Château-Thierry. Républicain et anticlérical, le président Magnaud, qui devait son surnom à Georges Clemenceau, relaxait, à la fin du XIX^e siècle, les mendiants et condamnait les patrons dans les affaires d'accidents du travail.

Aujourd'hui, face à l'augmentation des vols, les parquets mènent des politiques pragmatiques : certains poursuivent à partir d'un seuil - souvent 500 francs -, tandis que d'autres ne font comparaitre que les récidivistes. Un quart des personnes qui entrent en prison ont été condamnées pour vol.

Lire page 6

Vient de paraître

Michèle Manceaux

L'amie

Albin Michel

DURAS INTIME

L'immobilier fait souffrir le privé comme le public

L'UNE EST publique, l'autre pas. La première, le GAN, une compagnie d'assurances nationalisée, mortellement touchée par sa filiale bancaire immobilière, l'UTC, survivra grâce à une recapitalisation massive de l'Etat, son actionnaire. La seconde, la banque Pallas-Stern, ferme ses portes. Elle a été mise en liquidation judiciaire, vendredi 28 février, pour avoir, elle aussi, trop joué au casino de l'immobilier au cours de la période de grande euphorie, à la fin des années 80. Ses actionnaires, privés, n'ont pas voulu la renflouer.

Ainsi, ce sont 20 milliards de francs, pas moins, que les contribuables vont devoir apporter au GAN pour tirer un trait sur dix ans d'errements incontrôlés. Ceux-ci risquaient non seulement de mettre en péril les assurés de la compagnie mais aussi de faire sauter sa filiale bancaire, le CIC, et d'enclencher un dangereux jeu de dominos sur la place de Paris.

En égrenant les raisons pour lesquelles l'Etat-actionnaire se trouve, aujourd'hui, contraint d'assumer les conséquences de son inconscience passée, le ministre des finances, Jean Arthuis, affichait, jeudi 27 février, l'air las de ceux qui sont préposés aux mauvaises nou-

La caricature du show-biz



AL HIRSCHFELD

On l'a surnommé le « Fred Astaire du crayon ». Depuis un demi-siècle, Al Hirschfeld est le caricaturiste de la section Arts et spectacles du *New York Times*. Agé de 93 ans, cet ancien sculpteur né à Saint Louis (Missouri), qui vécut dans le Montparnasse des années 20, a signé plus de 15 000 croquis de stars du cinéma et du show-business américains. Il est l'un des illustrateurs les plus célèbres du monde.

Lire page 9

International	2	Finances/placements	15
France	5	Annonces	18
Société	6	Jour	19
Horizons	9	Météorologie	21
Entreprises	12	Culture	22
Carrel	14	Géographie	24
Abonnements	14	Radio-télévision	25

Babette Stern
Lire la suite page 11

DIPLOMATIE La controverse se poursuit sur le respect des critères de Maastricht, sur la date de lancement et sur le nombre de pays qui pourront participer à la monnaie unique. Dans

l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, le ministre français des affaires étrangères appelle à une stricte application du traité. © HERVÉ DE CHARETTE reprend, d'autre part, la proposition

franco-allemande visant à mettre en place des « coopérations renforcées » entre les membres de l'Union européenne souhaitant avancer plus vite sur la voie de l'intégration. Au cas où

les Britanniques bloqueraient cette idée, Paris et Bonn sont d'accord pour développer ces « coopérations renforcées » en dehors du cadre communautaire. © LA CONTROVERSE entre

Allemands et Italiens sur la capacité de Rome à respecter les critères a ramené la lire à son plus bas niveau depuis son retour dans le Système monétaire européen.

Des incertitudes pèsent sur le calendrier et la liste des participants à l'euro

Les rumeurs sur un report de la monnaie unique ont fait chuter la lire. Les déclarations du président du Conseil italien, Romano Prodi, sur les intentions prêtées aux Allemands ont provoqué un démenti de Bonn

DANS L'ENTRETIEN qu'il a accordé au *Monde*, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, réaffirme la position officielle défendue par les gouvernements de l'Union européenne concernant la monnaie unique et les pays appelés à y participer dès le 1^{er} janvier 1999 : application du traité de Maastricht « tel qu'il est » et souhait que le « maximum de pays » soient présents dès le premier jour.

C'est aussi le discours tenu publiquement à Bonn, mais il ne suffit ni à faire taire les rumeurs ni à limiter leurs effets. Les marchés réagissent avec une extrême sensibilité au moindre signe laissant entendre que le calendrier pourrait être bouclé ou que tel ou tel Etat membre pourrait ne pas faire partie du groupe de tête. Jusqu'au moment où la liste des pays considérés comme satisfaisant aux critères de convergence de Maas-

tricht sera établie (au premier trimestre de l'année prochaine ou au début du second), les coups de tabac risquent d'être de plus en plus fréquents.

L'Italie se trouve aujourd'hui en première ligne et les bruits venant de Bonn selon lesquels l'Allemagne pourrait demander un report de la monnaie unique, a, vendredi 28 février, ramené la lire à son plus bas niveau depuis que la devise italienne a réintégré, en novembre, le système monétaire européen (SME). Romano Prodi n'a rien arrangé en donnant l'impression que les intentions prêtées au gouvernement de Bonn avaient quelque consistance. A la question : « Est-il possible que l'Allemagne demande un report de la troisième phase de l'Union monétaire ? », le président du conseil italien a répondu : « Cela est son affaire. C'est possible. Nous, nous devons être prêts. Nous, nous ne

pouvons pas nous permettre de demander un report. » Romano Prodi ajoutait toutefois : « Kohl a tout mis sur l'Union économique et monétaire et sur l'unification allemande, et il n'a pas de carrière politique à tout ça. »

Avant même la diffusion de l'émission télévisuelle, qui avait été enregistrée peu de temps auparavant, la présidence du conseil

a tenté de donner l'interprétation des propos de M. Prodi. L'Italie « exclut toute hypothèse d'un report du calendrier pour la monnaie unique européenne », a affirmé le porte-parole. Mais le mal était fait.

En Allemagne, le ministère des finances et la Bundesbank ont démenté les rumeurs qui avaient couru la veille, réaffirmant le calen-

drier de l'UEM. Outre leurs conséquences sur le marché monétaire, ces péripéties témoignent d'une susceptibilité persistante entre les Allemands et les Italiens, comme si les uns et les autres cherchaient à tirer parti des difficultés du partenaire pour soutenir leur propre cause.

Dans un entretien accordé au quotidien *Il Corriere della Sera*, Karl Lamers, porte-parole de la démocratie chrétienne allemande, pour les affaires européennes, tente d'apaiser les esprits : « Je peux comprendre une certaine Schadenfreude [joie maligne] pour les difficultés que l'Allemagne éprouve à respecter les critères de convergence. Mais chacun devrait essayer de la garder pour soi et de ne pas la manifester trop ouvertement. Si tout le monde en Allemagne ne s'est pas montré prudent face aux difficultés de nos partenaires, et objectif dans le jugement

porté sur leurs efforts parfois extraordinaires, comme c'est le cas de l'Italie, ce n'est pas une raison pour rendre coup pour coup. »

Ni la récente rencontre entre Helmut Kohl et Romano Prodi, qui avait été précédée par un entretien entre le chancelier et Massimo D'Alema, secrétaire général du PDS (Parti de la gauche démocratique, ex-communiste), principal parti de la coalition au pouvoir à Rome, ni le plaidoyer du chef du gouvernement italien devant des banquiers et des hommes d'affaires réunis à Francfort, n'ont suffi à lever les préventions des Allemands à l'égard du « club Med ». C'est ainsi qu'on surnomme maintenant dans l'UE ces pays du Sud qui font des efforts désespérés pour ne pas être laissés à l'écart de la monnaie unique, si celle-ci voit le jour en 1999.

D. V.

Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères

« L'Europe est, pour ses membres, un formidable amplificateur de puissance »

« Quelles sont les priorités du Quai d'Orsay ? »

« Trois. La première est l'engagement européen parce que l'Europe est la condition de tout le reste. C'est un formidable amplificateur de puissance pour chacun des pays membres, c'est vrai sur le plan économique, ainsi que pour le rayonnement international. La deuxième est d'assurer la stabilité de l'environnement régional de l'Europe. Enfin, il nous appartient de faire valoir notre vision de la communauté internationale. »

« Nous avons un très grand intérêt à développer de façon patiente et vigoureuse notre présence en Asie et en Amérique latine. Nous voulons un monde ouvert, respectueux des différences, organisé sur une base multilatérale et équilibré entre des pôles d'influence. Nous voulons non pas un monde dominé par une puissance unique, mais organisé autour des pôles de la multipolarité. La France a raison de vouloir être présente partout, d'être engagée dans tous les grands débats du monde et d'être un acteur majeur de la vie internationale, de façon réaliste et dans la limite de nos moyens. »

« Nos partenaires européens ont-ils les mêmes ambitions que la France pour l'Europe ? Va-t-on vers un petit noyau de pays décidés à se faire entendre ? »

« Il est clair que, dans l'Europe de



HERVÉ DE CHARETTE

demain, il y aura un rôle particulier pour les pays qui veulent afficher une détermination plus forte que les autres. La France est au nombre de ces pays. Nous développons des relations privilégiées avec l'Allemagne, y compris sur le terrain de la politique étrangère, avec mon ami Klaus Kinkel. Cela n'empêche pas, naturellement, que nous ayons des relations étroites avec d'autres pays : l'Espagne, l'Italie et beaucoup d'autres.

« Dans l'Europe de demain, il y aura des pays qui entraîneront les autres. Nous avons pu l'observer dans les affaires du Moyen-Orient, et notamment à propos de la crise du Liban. La France était engagée en première ligne ; après quelques débats, son action a été soutenue par nos partenaires européens, et elle a porté ses fruits : la désignation d'un envoyé spécial de l'Europe a marqué une volonté commune d'être enga-

gés dans ce processus. Au départ, nous étions un peu seuls ; mais, en réalité, nous portons une idée partagée. »

« L'un des débats de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions européennes tourne autour des « coopérations renforcées », permettant à un petit nombre de pays de l'Union européenne (UE) d'aller plus vite sur la voie de l'intégration. Londres s'y refuse. Comment passer outre ? »

« En matière de coopération renforcée, l'attitude de la France et de l'Allemagne est la suivante : nous proposons à nos partenaires que ces coopérations soient organisées dans le cadre de l'Union européenne. A cet effet, nous avons des propositions cohérentes comprenant des règles que nous sommes prêts à respecter. Mais je n'accepterai pas qu'une clause nous impose de ne rien pouvoir faire sans l'accord unanime des autres. Dans ce cas, ces coopérations s'effectueront en dehors de l'UE et des traités. »

« Finalement, quelles sont les priorités de la CIG ? »

« La priorité est très claire et très simple : faire en sorte que nos institutions soient adaptées à l'élargissement de l'Union. Nous voulons que le poids respectif des différents pays soit ajusté en fonction des réalités. »

« Au fur et à mesure des élargissements, le poids relatif d'un pays comme la France s'est réduit dans le mécanisme institutionnel. Nos compatriotes pensent peut-être que l'idée du vote à la majorité qualifiée serait contraire à nos intérêts parce qu'il constituerait une sorte de transfert de souveraineté. Je pense que, dans la Grande Europe qui s'organise, il ne doit plus y avoir de transfert de souveraineté. Mais le mécanisme de vote à la majorité qualifiée est un processus qui peut permettre, au contraire, à la France et aux autres pays d'être assurés de n'être pas bloqués par une petite poignée d'Etats qui, pour des raisons diverses, ne souhaiteraient pas progresser. »

« La Commission doit évoluer ? »

« La Commission est une institution absolument essentielle à l'UE. Bien entendu, la volonté des nations est la base même du progrès de l'Union, mais en même temps le rôle de la Commission, comme mécanisme d'indication, vecteur d'imagination, est extrêmement important. »

« Pour cela, il faut réduire le nombre de commissaires en considération des fonctions à remplir et faire en sorte que le mode de désignation de la Commission accroisse sa responsabilité. Nous avons proposé que la Commission comprenne définitivement dix à douze commissaires. Nous avons dressé une liste des fonctions en conséquence. Nous avons suggéré que ces commissaires soient, en

quelque sorte, détachés de leurs sensibilités nationales et, enfin, que la Commission soit désormais responsable non seulement devant le Parlement, mais aussi devant le Conseil européen. »

« Est-ce que l'intérêt politique d'avoir l'Italie et l'Espagne dans le groupe de tête de l'Union européenne, sur les incertitudes de l'avenir de la lire et la peseta dans la monnaie unique, même si les critères ne sont pas respectés à la lettre ? »

« Dans le monde qui va venir pas

« La France a pris une initiative importante en proposant que l'identité européenne de défense se développe au sein de l'Alliance atlantique et non pas à l'extérieur de celle-ci »

« Premièrement, nous allons appliquer le traité sur l'Union économique et monétaire tel qu'il est ; les règles seront les mêmes pour tous. Deuxièmement, nous souhaitons que le maximum de pays participent à la monnaie unique dès le premier jour pour des raisons qui sont évidentes : le marché unique édifie la monnaie unique, et ce qui est vrai pour les uns est vrai pour les autres. »

« Si l'euro à sa naissance n'est pas une monnaie aussi forte que certains le souhaiteraient, la France pourrait, elle, s'en accommoder puisque Jacques Chirac dit que l'euro permettra d'accroître la compétitivité face à la permanente sous-évaluation du dollar. »

« Les observateurs internationaux, notamment aux Etats-Unis, prennent conscience que la création de l'euro est un phénomène d'une très grande importance. Au-

Une tournée au Proche-Orient

M. de Charette, qui se rend au Proche-Orient (Israël, Syrie, Liban) du 4 au 6 mars, entend maintenir l'effort fourni par la France pour que l'Europe soit de plus en plus présente dans cette région. Dans l'entretien accordé au *Monde*, il indique notamment : « J'ai demandé à Jean-Claude Cousseran, directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au Quai d'Orsay, que j'ai désigné comme mon représentant personnel, de donner dans son action une priorité spéciale au processus de paix. » « Il a constitué ainsi, poursuit le ministre, une équipe spécifiquement chargée de suivre au jour le jour la situation au Proche-Orient et de formuler des propositions pour une contribution plus active de la France au Proche-Orient. »

d'un bon œil l'arrivée de cet intrus dans la vie financière internationale. Ceux qui ont dirigé le destin monétaire mondial vont devoir partager le pouvoir. L'euro, un élément stratégique : c'est la plus grande décision que les Européens auront prise pendant cette génération. »

« Où en est la querelle américaine-française sur le commandement sud de l'OTAN ? »

« Nous proposons une Alliance atlantique nouvelle dans son organisation interne qui fasse plus de place au partage des responsabilités entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Il n'y a pas de querelle franco-américaine. Cela intéresse l'ensemble des pays européens. Nous avons très clairement dit que, si nous n'aboutissons pas sur cette question, nous ne rentrerions pas dans l'OTAN (dans les structures militaires intégrées de l'Organisation). Nous ne cherchons pas à en faire un sujet de querelle, ni entre l'Europe et les Etats-Unis ni, a fortiori, entre les Etats-Unis et la France. »

« La France a pris une initiative importante en proposant que l'identité européenne de défense se développe au sein de l'Alliance atlantique et non pas à l'extérieur de celle-ci. Des progrès importants ont été accomplis en ce sens. »

« Reste la question du partage des responsabilités, c'est-à-dire notamment celle du partage des grands commandements. La France, dans cette négociation, ne demande rien pour elle. Ce qu'elle demande, c'est pour les Européens. D'autre part, nous n'avons jamais demandé un changement dans le commandement de la VI^e flotte - laquelle n'est d'ailleurs pas incluse dans l'OTAN. Elle est dirigée par un amiral américain, et il n'est pas question d'y changer quoi que ce soit. Il y a des intérêts vitaux américains en Méditerranée, mais il y a aussi des intérêts vitaux de l'Europe en Méditerranée. Désormais, d'ailleurs, nos préoccupations majeures de sécurité

seront sans doute moins vers l'Est que vers le Sud. »

« Sur le Proche-Orient, peut-on faire le bilan de la manière dont l'Europe participe aux négociations israélo-palestiniennes ? »

« En 1996, nous avons fait deux progrès importants : tout d'abord, la présence de la France et de l'Union européenne dans le processus de paix s'est affirmée. La France assure, avec les Etats-Unis, la présidence du Conseil de sécurité, qui a permis d'éviter une nouvelle confrontation au Liban sud. »

« D'autre part, la conférence de Barcelone, c'est-à-dire l'élaboration d'un projet euro-méditerranéen de grande couverture pour la génération qui vient. »

« La justice allemande instruit le procès d'un quadruple assassinat politique à Berlin, et l'enquête du parquet indique que ces meurtres ont été directement commandités par le pouvoir iranien au plus haut niveau. Faut-il poursuivre le « dialogue critique » avec l'Iran ? »

« Le vrai problème est sans doute du côté de l'Iran. La politique européenne de dialogue critique - auquel je suis personnellement attaché, car je l'ai vu fonctionner positivement - suppose, de la part de l'Iran, le choix délibéré de se réinsérer dans la communauté internationale. Sinon, cela perd son sens. Et, de ce point de vue, il est clair que la récente décision d'une institution iranienne d'augmenter la prime à l'assassinat de Salman Rushdie est un signe négatif. »

« La conférence internationale sur le Zaïre, vous la prévoyez pour un avenir proche ? »

« Les choses évoluent. Il y a eu à Paris, il y a quelques jours, une réunion où étaient présents notre directeur d'Afrique avec le directeur d'Afrique américain et quelques pays européens directement concernés. Cette réunion a marqué une convergence des analyses sur la base du respect de l'intégrité territoriale du Zaïre, l'absence de toute intervention des pays voisins en territoire zaïrois, l'organisation des élections au Zaïre et l'organisation de cette conférence. Comme les Américains, nous pensons que cette conférence doit être sérieusement préparée. »

« Avez-vous le sentiment que le président Mobutu est à peu près le seul à pouvoir garantir l'intégrité territoriale du Zaïre ? »

« Il est incontestablement, aujourd'hui, la seule personnalité capable de contribuer à la solution de ce problème. Mais, puisqu'il a été convenu qu'il y aurait des élections, ce sera aux Zaïrois d'en décider, pas à la France. »

Propos recueillis par Alain Frachon et Daniel Vernet

Une nouvelle adresse de prestige



200 m² pour découvrir l'univers de

Bang & Olufsen

Bang & Olufsen Center

222, Bd Saint-Germain - 75007 Paris

Tél : 01 42 22 92 10

Ouvert tous les jours jusqu'à 21H

Bang & Olufsen Center

Grenoble

17, Cours Bernart - Tél : 04 76 56 22 21

Bang & Olufsen Center

Marseille

118, rue Paradis - Tél : 04 91 81 39 30

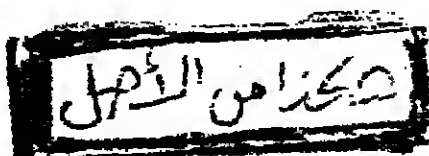
nement
contre le
ment en

Il a été constaté que l'aide militaire a, comme prévu, été supprimée, mais elle était in-

général, les attentats à la bombe sont autorisés dans une zone de

gagne de bonne conduite. Les réul-

مجلس النواب



Le Conseil de sécurité turc met en garde le gouvernement contre les dérives islamistes

Un communiqué demande au premier ministre, Necmettin Erbakan, de « prendre des mesures »

A l'issue d'une réunion qui a duré neuf heures, le Conseil national de sécurité, qui réunit les autorités civiles et militaires, a publié, vendredi

28 février, un communiqué invitant le gouvernement à « prendre des mesures » à l'encontre des groupes radicaux qui œuvrent contre la laïcité et

a affirmé qu'« aucune concession ne sera faite sur l'application des principes (laïcs) contenus dans la Constitution ».

ISTANBUL

de notre correspondant

Les sources sur les visages du premier ministre Necmettin Erbakan et du vice-premier ministre Tansu Ciller, lorsqu'ils ont quitté le palais présidentiel de Cankaya après la réunion du Conseil national de sécurité, en disaient long sur les résultats de la rencontre : le gouvernement civil a, pour l'instant du moins, évité un affrontement avec le pouvoir militaire. Depuis que l'armée a ouvertement signalé son mécontentement face à la montée de l'islamisme, notamment en faisant défilé, le 4 février, un convoi de tanks dans la municipalité de Sincan (proche d'Ankara) - où des radicaux avaient organisé une « nuit de Jérusalem » dirigée contre le gouvernement israélien -, la presse turque a multiplié les rumeurs d'un coup d'Etat.

Cette réunion mensuelle du Conseil national de sécurité, à laquelle participaient le président, le premier ministre et les ministres principaux du cabinet, ainsi que le

chef de l'état-major et les généraux de l'armée et de la gendarmerie, est intervenue après les avertissements à peine voilés du président de la République, Süleyman Demirel, qui avait envoyé une lettre au premier ministre exprimant son inquiétude pour la laïcité de l'Etat.

MARCHE ARRIÈRE

Ces derniers jours, l'affaire avait pris l'allure d'une véritable confrontation entre le gouvernement et l'armée, qui, à trois reprises depuis 1960, est intervenue pour remettre le pays sur les rails d'un régime laïc et autoritaire dont elle se porte garante. Les services de renseignement ont présenté au Conseil des rapports sur les groupes radicaux islamistes, le rôle de l'Iran, et les sectes et confréries musulmanes, qui, bien qu'officiellement interdites, ont pris une importance considérable au cours des dernières années.

Au cours de la rencontre, le premier ministre a été sérieusement averti de ne pas utiliser la religion

comme outil électoral. Confronté à l'opposition de la population et des institutions républicaines, après qu'il eut proposé de lever l'interdiction sur le port du voile et de construire une grande mosquée sur la place Taksim, à Istanbul, M. Erbakan a fait marche arrière sur plusieurs points. Son gouvernement a notamment suspendu et arrêté le maire de Sincan. Après le départ de l'ambassadeur iranien, qui avait participé à la « nuit de Jérusalem », et du consul à Istanbul, qui avait tenu des propos trop radicaux, un troisième diplomate iranien - le consul à Erzurum - devra quitter le pays, ayant été décrit « persona non grata », en dépit des liens d'amitié que le premier ministre entendait forger avec Téhéran.

Le communiqué final du Conseil rappelle qu'« aucune concession ne sera faite sur l'application des principes contenus dans la Constitution et les lois de la République, qui garantissent le système démocratique », y compris la laïcité, et invite le gouvernement à « prendre

des mesures », contre les groupes radicaux qui œuvrent contre la laïcité. Le Conseil, dont les recommandations sont généralement adoptées automatiquement par le cabinet, a également affirmé que la place de la Turquie sur la liste des pays éligibles pour l'adhésion à l'Union européenne était « un but prioritaire » et que « toutes les spéculations qui pourraient porter atteinte à l'image de la Turquie à l'étranger, et causer des doutes sur sa démocratie... doivent prendre fin ».

Si le danger immédiat d'un coup d'Etat est écarté, le gouvernement aura cependant fort à faire pour regagner la confiance des institutions républicaines. Le premier ministre Erbakan devra, pour cela, se démarquer clairement des radicaux au sein de son parti. Est-il prêt à le faire ? Au cours des jours à venir, les résultats de cette rencontre du Conseil national de sécurité seront décryptés et analysés dans les milieux politiques.

Nicole Pope

Drogue : Washington épargne le Mexique et sanctionne la Colombie

BOGOTÁ. Comme chaque année, les Etats-Unis ont publié, vendredi 28 février, la liste des pays producteurs de drogue qui, selon eux, ont coopéré ou non pour combattre le trafic de stupéfiants. Pour la deuxième année consécutive, la Colombie se retrouve sur la liste des pays « défectueux », aux côtés de pays comme l'Afghanistan, la Birmanie, l'Iran, le Nigeria et la Syrie. Les Etats-Unis, qui ont lancé une sévère mise en garde, ont finalement maintenu le Mexique sur la liste de leurs alliés dans la lutte contre la drogue. La décision américaine de maintenir la Colombie sur la liste des parias a été vivement critiquée à Bogotá. Le président Ernesto Samper a affirmé, d'un ton inhabituellement ferme envers les Etats-Unis, que les programmes de coopération anti-droque entre les deux pays seraient tous « réexaminés » et que la Colombie « chercherait de nouveaux alliés ». Toutefois, comme l'an passé, les Etats-Unis ne devraient pas prendre de sanctions commerciales contre la Colombie et ont même déjà annoncé que leur aide militaire ne serait pas suspendue. - (Corresp.)

Les mutins centrafricains devraient être désarmés avant fin mars

BANGUI. Le désarmement des mutins de l'armée doit se faire entre le 20 et le 29 mars, a annoncé, vendredi 28 février, le général Idriss Ngari, ministre gabonais de la défense et membre du Comité interafricain de médiation dans la crise centrafricaine. Dans une déclaration radiodiffusée, le général Ngari a fait état d'un calendrier en sept points, s'étendant du 5 mars au 15 mai, pour l'application des accords de Bangui, dont la conclusion, fin janvier, a permis de mettre fin à la mutinerie qui durait depuis le 15 novembre. Il prévoit notamment, entre le 5 et le 10 mars, l'armistice par l'Assemblée nationale, l'adoption et la promulgation de la loi d'amnistie pour les faits liés à cette mutinerie, la troisième qui a connue le pays depuis avril 1996. Le désarmement des mutins, qui ont conservé leurs armes et occupent toujours plusieurs positions dans la capitale, devrait être accompagné de leur regroupement dans les casernes. Enfin, une Conférence de réconciliation nationale devrait se tenir entre le 10 et le 15 mai. - (AFP)

Séismes de forte magnitude en Iran et au Pakistan

TÉHÉRAN. Plus de deux cents personnes ont été tuées dans un tremblement de terre qui a frappé, vendredi 28 février, la région montagneuse d'Ardebil, dans le nord-ouest de l'Iran, selon un bilan officiel mal provisoire. Le séisme, d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle de Richter, a totalement détruit ou sérieusement endommagé une cinquantaine de villages. Ce séisme est le deuxième en moins de trois semaines dans le nord de l'Iran. Le sud-ouest du Pakistan, proche de l'Iran et de l'Afghanistan, a lui aussi été touché par un séisme de forte magnitude, qui a fait au moins soixante morts et des milliers de sans-abri. Une reconnaissance aérienne de la région touchée a montré que plus de 500 maisons ont été détruites. L'armée a été envoyée pour secourir l'administration civile dans les opérations de secours. - (AFP)

EUROPE

■ RUSSIE : Boris Eltsine a chargé le gouvernement de préparer l'abolition de la peine de mort, vendredi 28 février. Le président russe a autorisé le ministère des affaires étrangères à ratifier le protocole à la convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit l'abolition de la peine capitale par les Etats signataires. « Il reste maintenant un an à la Russie » pour adopter la loi abolissant la peine de mort, a indiqué un responsable du ministère de la justice. Selon les chiffres officiels, 53 prisonniers ont été fusillés au cours du premier semestre 1996 et plus aucun depuis. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : un nouveau patriarche grec-orthodoxe a été élu, le 21 février, au siège d'Alexandrie et pour toute l'Afrique. Il s'agit de Pierre VII (Papapetrou), quarante-sept ans, qui était métropolitain d'Accra. Il succède à Parthenios III, décédé le 23 juillet, dont il était le proche collaborateur. L'Eglise grecque orthodoxe d'Alexandrie compte environ 300 000 fidèles. - (Corresp.)

ASIE

■ AFGHANISTAN : un porte-parole des talibans, au pouvoir à Kaboul, a assuré, vendredi 28 février, aux organisations humanitaires occidentales qu'aucun mal ne sera fait aux deux Français d'Action contre la faim (ACF) emprisonnés, depuis le 22 février, dans la capitale afghane. Les deux Français, Frédéric Michel et José Daniel Linrente, ont été accusés de « crime moral » après avoir assisté à un déjeuner en présence d'une soixantaine de femmes afghanes. Le responsable du ministère de la justice des talibans avait affirmé, mercredi, que les deux détenus devaient être traités selon les principes de la charia, la loi islamique. - (AFP)

■ CHINE : le premier ministre, Li Peng, a appelé les Chinois, samedi 1^{er} mars, à préserver la stabilité du pays en s'unissant autour du président Jiang Zemin, l'héritier de Deng Xiaoping. Le porte-parole du Parlement avait, la veille, insisté sur la nécessité d'introduire des réformes politiques dans le but d'accompagner le développement économique. - (AFP)

■ CORÉE DU NORD : le vice-ministre de la défense nord-coréen est décédé, à l'âge de soixante-neuf ans, de suites d'une « maladie incurable », a rapporté, vendredi 28 février, l'agence de presse centrale sud-coréenne. La mort de Kim Kwang-jin, qui fait suite à celle de son supérieur hiérarchique, le ministre de la défense Choe Kwang, décédé il y a moins d'une semaine, accélérera l'arrivée d'une nouvelle génération aux commandes des forces armées nord-coréennes, estiment les analystes. - (AFP)

AFRIQUE

■ SOMALIE : plus de soixante personnes ont été tuées dans des combats entre factions rivales en Somalie, selon des informations parvenues, vendredi 28 février, à Mogadiscio. Les chefs de clans ont annoncé que les diverses forces en présence se sont affrontées dans le sud et le centre du pays, ainsi que dans la capitale. - (AFP)

La croissance américaine révisée en baisse

Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a crû de 3,9 % en rythme annuel au quatrième trimestre et non de 4,7 %, comme estimé il y a un mois, a annoncé, vendredi 28 février, le département du commerce. Cette baisse reflète une bien moins forte augmentation des stocks des entreprises, partiellement compensée par une révision à la hausse des exportations. La faible progression des stocks va certainement pousser la production à la hausse au début de 1997, mais pourrait également nourrir des pressions inflationnistes. L'économie américaine a connu une croissance de 2,4 % pour l'ensemble de 1996 (contre 2,5 % précédemment annoncés), après une progression 2 % en 1995, et de 3,5 % en 1994. Une ultime révision du PIB sera publiée le 28 mars prochain. - (AFP/AP)

De violentes émeutes ont fait neuf morts en Albanie

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS ont attaqué, vendredi 28 février, une caserne de l'armée albanaise à Vlorë (sud de l'Albanie) et se sont emparés de centaines d'armes. Les officiers et soldats qui se trouvaient dans les bâtiments, situés sur les hauteurs de la ville, n'ont opposé aucune résistance.

Après, des affrontements entre manifestants et membres de la police secrète (SHIK) ont fait, au même endroit, au moins neuf morts et plus de vingt blessés. Vingt-sept camions transportant des dizaines de personnes armées ont participé à l'assaut contre le bâtiment du SHIK, qui a été incendié à l'aide de grenades. Les membres du SHIK ont riposté en ouvrant le feu sur les assaillants, précise un communiqué, diffusé, à Tirana, par l'agence officielle albanaise ATA.

Trois manifestants, dont un adolescent de quatorze ans, touché à la poitrine, et six membres du SHIK ont été tués par balles. Une vingtaine de personnes ont été blessées aux cours de cette fusillade et souffrent de lésions provoquées à l'arme blanche ou par balles, selon des sources hospitalières citées par des habitants de Vlorë.

PLAINTES CONTRE LES GRÉVISTES DE LA FAIM

A l'aube, des camions remplis d'hommes armés tiraient des rafales d'armes automatiques contre la ville. Les manifestants ont installé une mitrailleuse de calibre 127 devant l'université, à l'intérieur de laquelle une quarantaine d'étudiants observent une grève de la faim depuis le 20 février. Une rumeur, selon laquelle le SHIK aurait projeté d'évacuer de force

les grévistes de la faim retranchés à l'université, est à l'origine de ces émeutes sans précédent à Vlorë, où des manifestations antigouvernementales ont lieu quotidiennement depuis plus de trois semaines.

Vendredi soir à Tirana, le gouvernement avait indiqué avoir déposé une plainte en justice contre les grévistes de la faim et précisé que l'affaire serait jugée, samedi, devant un tribunal de la capitale albanaise. La foule a grossi au fil des heures pour atteindre dix mille personnes lorsque le bruit a couru que le gouvernement venait de décréter l'état d'urgence à Vlorë. Le ministre de l'intérieur, Haki Shkëmbi, a démenti cette rumeur. Le Parlement albanaise a été convoqué, samedi, en session extraordinaire pour décider des mesures à prendre, a annoncé la radio albanaise. - (AFP)

Belgrade et Pale enterrent la souveraineté de la Bosnie

Ils ont conclu un accord instaurant des « relations spéciales »

SARAJEVO

de notre correspondant

La République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) et la République serbe (RS, entité serbe de Bosnie-Herzégovine) ont signé un accord établissant des « relations spéciales ». Belgrade et Pale ont fini par profiter de cette disposition de l'accord de Dayton, qui permet à une entité bosniaque d'entretenir des liens étroits avec un pays voisin, « dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine ».

Invocant les « intérêts séculaires du peuple serbe », l'accord, signé, vendredi 28 février, à Belgrade, instaure des « relations spéciales parallèles » qui concernent les domaines de la culture, l'éducation, la science, la technologie, l'information, le sport, la production industrielle, le transport d'énergie, les communications, le tourisme, « dans le but de créer un marché unique ». Les signataires coopéreront également en matière de « sécurité régionale » et « harmonise-

ront » leur politique étrangère. La RFY et la RS concluent, enfin, un pacte de non-agression et promettent que leurs ressortissants franchiront la frontière commune sans visa ni taxes.

« TOUTS NOS EFFORTS SAUFOUTÉS »

Un Conseil de coopération est créé, dont le président sera le chef de l'Etat yougoslave, Zoran Djindjic, et le vice-président l'élu de la RS à la présidence collégiale bosniaque, Momcilo Krajcinovic. Le Conseil devra se réunir au moins une fois par trimestre, et « obligatoirement » en cas de menace à la paix et à la sécurité internationale.

La signature de cet accord de coopération n'a donné lieu qu'à un bref communiqué de l'agence officielle yougoslave Tanjug et n'a provoqué aucune réaction à Sarajevo ni dans les capitales occidentales. Dans le camp serbe, seul Zoran Djindjic s'en est félicité. Ni Slobodan Milosevic ni le pouvoir de Pale n'ont commenté la nouvelle. Le contenu de l'accord recèle, pourtant, de quoi satisfaire tous les partisans

d'un rapprochement entre la Serbie et la RS concluent, enfin, un pacte de non-agression et promettent que leurs ressortissants franchiront la frontière commune sans visa ni taxes.

Alors que le fonctionnement des institutions bosniaques est paralysé par la mauvaise volonté de Pale, l'accord entre Pale et Belgrade entérine la résolution sur le respect de la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Les mesures sur les visas et les taxes sont d'ailleurs une violation de Dayton, puisqu'elles privent le gouvernement central bosniaque du contrôle de ses frontières internationales.

« Les Croates de Bosnie et leur République d'Herzég-Bosna sont déjà ouverts, puisqu'ils s'approprient même à voter aux élections parlementaire et présidentielle en Croatie au printemps », note un diplomate occidental. Tous nos efforts pour une réunification de la Bosnie-Herzégovine sont tranquillement bafoués. La

désintégration du pays continue sous nos yeux... », conclut-il.

Pour le président Slobodan Milosevic, la signature du document intervient à un bon moment. Destabilisé par trois mois de contestation, il montre qu'il n'a pas oublié les « frères » serbes de Bosnie. Son opposition, bien que combattant clairement pour des réformes démocratiques, joue en permanence sur le registre du nationalisme et des valeurs serbes traditionnelles et a obtenu le soutien de l'Eglise orthodoxe et du régime de Pale. Pour Slobodan Milosevic, le thème des « intérêts séculaires du peuple serbe » sera électoralement plus utile que les négociations de paix continues avec la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, même si la population de Serbie reste très anxieuse de voir écartée l'éventualité d'une nouvelle guerre. « Pourquoi s'attarder sur un nouveau sujet d'écartement ? », s'interrogeait un journaliste à Sarajevo. Notre pays est vraiment fichu... »

Rémy Ourdan

Mobilisation en Allemagne au passage d'un convoi nucléaire

BONN

de notre correspondant

Les militants antinucléaires allemands se sont, une nouvelle fois, donné rendez-vous à Gorleben, au nord du pays (Land de Basse-Saxe). Un important convoi de déchets nucléaires doit, en effet, atterrir, mercredi 5 mars, ce site de stockage qui est devenu le point de ralliement des irréductibles du mouvement contre l'atome. Pour forcer le passage de ce convoi à travers des manifestations qu'on prévoit importantes, les autorités ont mis en place un dispositif qui mobilise 30 000 membres des forces de l'ordre, appuyés par des colonnes de véhicules blindés, des hélicoptères et des camions lanceurs d'eau. Il s'agit de l'opération de po-

lice « la plus importante de l'histoire de la RFA », dont le coût est exceptionnel (plus de 250 millions de francs).

VINGT ET UNE CENTRALES

« Stoppez le Castor » : ce cri de ralliement traditionnel rassemble, pour la troisième année consécutive, des milliers de personnes sur le trajet qui mène à Gorleben. Les actions de saut sur les voies de chemin de fer se sont multipliées à l'approche du train spécial Castor - Cask for Storage and Transport of Radioactive Materials. Les déchets proviennent de trois sites : la centrale nucléaire de Neckarwestheim (Bade-Wurtemberg), celle de Gundremmingen (Bavière) et l'usine française de retraitement

de la Hague. Chaque élément de stockage (il y en a six en tout) pèse 120 tonnes et contient 19 barres de combustible irradié.

Sur place, à Gorleben, des comités civiques très actifs mobilisent l'ensemble de la population - y compris beaucoup d'enfants -, avec le soutien de pasteurs protestants. Une véritable « culture antinucléaire » s'est développée dans la région. Phénomène d'autant plus étonnant qu'un autre site de stockage, à Ahlbeck, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, reçoit régulièrement des déchets sans provoquer de tels soulèvements.

L'Allemagne a renoncé, en raison de l'opposition de l'opinion publique, à se doter de capacités de retraitement des déchets, d'où l'obli-

gation qui lui est faite aujourd'hui de reprendre des déchets vitrifiés en provenance de la Hague. Les six conteneurs Castor doivent être stockés provisoirement à Gorleben avant que l'Allemagne décide du site de stockage définitif. Ce choix fait l'objet de discussions interminables entre la coalition au pouvoir (CDU/CSU et FDP) et l'opposition du SPD.

Les sociaux-démocrates entendent toujours obtenir que le pays renonce à l'atome civil. Or, malgré l'opposition d'une majorité d'Allemands au nucléaire, le pays en tire aujourd'hui près du tiers de son électricité et possède vingt et une centrales nucléaires.

Lucas Delattre

34 / LE P

In

par A

LEQ
Parvie
de fer
foi d'
deux
ils on
près l
mém
mais
Elle
pout
frate
ans.
haut
gean
paiss
guel
« L'i
qui
« U
fair
être
frèr
du
qu
nu
La
cri
C
au
é
ce
vc
he
isl

Les rebelles zairois s'emparent de Kindu et menacent Kisangani, capitale du Haut-Zaïre

Le secrétaire général de l'ONU relance l'idée d'une intervention internationale

Malgré des déclarations contradictoires, il semble que la ville de Kindu soit tombée aux mains des rebelles. La radio de ces derniers l'a annoncé, samedi 1^{er} mars, en indiquant que « des combats sporadiques » avaient encore lieu dans la localité. Désormais, Kisangani, capitale du Haut-Zaïre et base ar-

rière de l'armée régulière, est menacée. Selon l'AFP, des délégués d'organisations humanitaires l'ont déjà évacuée, pour des « raisons de sécurité ».

LES REBELLES zairois sont arrivés à 100 kilomètres à l'est de Kisangani et s'approchent du camp de réfugiés hutus rwandais de Tingi-Tingi, a annoncé, vendredi 28 février, le département des affaires humanitaires de l'ONU à Nairobi. « Nos troupes pourchassent, dans les rues de Kindu, les derniers soldats ennemis », a précisé la radio des rebelles, samedi 1^{er} mars, dans la matinée. Kindu est située à 400 kilomètres au sud de Kisangani.

Vendredi soir, le gouvernement de Kinshasa avait démenti la chute de Kindu, en réagissant à une déclaration d'un représentant de l'ONU à Nairobi (Kenya) qui affirmait que les rebelles contrôlaient déjà la ville et ajoutait que quelque 2 000 soldats zairois avaient fui sans combattre, après s'être livrés au pillage. A Kigali (Rwanda), un dirigeant de la rébellion a déclaré à l'agence Reuters que les rebelles avaient arrêté leur progression vers

le camp de Tingi-Tingi, à 260 kilomètres au nord-est de Kindu, pour permettre l'évacuation des quelque 170 000 réfugiés rwandais qui s'y trouvent. Un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que 22 employés étrangers avaient quitté Tingi-Tingi. « Nous ne savons pas si les réfugiés partent, parce que tout notre personnel est parti, a-t-il ajouté, mais il se pourrait qu'ils soient en cours de déplacement ».

Le sort des réfugiés inquiète également le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui a parlé d'une « situation humanitaire très grave ». Il a déclaré à l'issue d'un entretien à Paris avec le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, qu'il espérait convaincre le Conseil de sécurité d'envisager à nouveau l'envoi d'une force multinationale dans l'est du Zaïre. La France avait été le premier pays à proposer une

telle force, dont l'idée avait été acceptée avec réticence par les pays occidentaux avant d'être avaisée, le 15 novembre 1996, par le Conseil de sécurité.

Ce même Conseil devait y mettre fin le 23 décembre, après le retour au Rwanda de quelque 600 000 réfugiés hutus qui se trouvaient dans l'est du Zaïre.

SOMMET RESTREINT

D'autre part, la réunion ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a décidé, à Tripoli (Libye), qu'un sommet restreint de chefs d'Etat africains se tiendrait à Lomé, capitale du Togo, le 26 mars. En Afrique du Sud, des discussions préliminaires se poursuivent. L'envoyé spécial du président zairois, Honoré Ngbanda Nzambo, devait reprendre, samedi, avec ses interlocuteurs sud-africains, les discussions sur la recherche d'une solution négociée au Zaïre. Le chef de

la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, arrivé en Afrique du Sud mardi, a en revanche quitté le pays. Les discussions, qui durent depuis dix jours, ont impliqué les Sud-Africains, l'envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun - qui est parti pour Paris -, et le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, George Moose.

Les Etats-Unis, par la voix du porte-parole du département d'Etat, ont appelé, vendredi, le gouvernement de Kinshasa et les rebelles « à éviter de nombreuses actions militaires dans les prochains jours » pour ne pas « saper les premiers pas entrepris en Afrique du Sud pour trouver une solution pacifique à la crise dans l'est du Zaïre ». Le ministre zairois des affaires étrangères, Gérard Kamanda wa Kamanda, a indiqué, vendredi, qu'il allait se rendre à Paris à l'issue de la réunion ministérielle de l'OUA. (AFP Reuters)

Le meurtre d'un journaliste mobilise les Argentins

Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays pour réclamer la vérité sur la mort d'un reporter qui enquêtait sur des affaires de corruption

BUENOS AIRES

de notre correspondante

Un mois après le meurtre du jeune reporter argentin José Luis Cabezas, qui enquêtait sur des affaires de corruption impliquant la police et la classe politique, plusieurs manifestations ont eu lieu dans toute l'Argentine pour réclamer que la vérité soit faite sur cet assassinat. Mardi 25 février, la capitale, Buenos Aires était en deuil : les autobus, les taxis et les trains se sont immobilisés, les radios et les chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes, beaucoup de commerçants ont fermé leurs boutiques et, à l'appel des syndicats, les ouvriers ont suspendu leurs activités dans les usines, alors que les cloches des églises et les sirènes des pompiers retentissaient dans la ville pour annoncer une minute de silence. Les slogans des manifestants, « contre l'impunité » et « contre l'oubli », ont ravié

les fantômes du passé en reprenant les consignes des associations de défense des droits de l'homme en faveur des milliers de disparus lors de la dernière dictature militaire.

Depuis la découverte du cadavre calciné de M. Cabezas, le 26 janvier, les auteurs du meurtre n'ont toujours pas été arrêtés. Les mobiles du crime demeurent une énigme et l'enquête a pris les allures d'un vaudeville inquiétant avec le limogeage d'une quinzaine de policiers de la province de Buenos Aires, soupçonnés d'avoir brouillé les pistes et qui pourraient être impliqués dans l'assassinat.

Jusqu'à présent, à la suite d'une dénonciation d'un informateur de la police, cinq délinquants, dont une femme, ont été arrêtés. Margarita di Tullio, dite « Pepita la Pistolera », qui a toujours eu de bonnes relations avec la police de la province de Buenos Aires, est la propriétaire de plusieurs cabarets sur la côte atlantique. Elle avait été emprisonnée, il y a quelques années, pour un triple assassinat, trafic de drogue et attaques à main armée. De sa prison, Pepita clame son innocence. « C'est un horrible crime politique, mais ils cherchent un bouc émissaire qui ait des antécédents pénaux comme moi ». La question est de savoir qui avait intérêt à tuer Cabezas. Selon le ministre de l'Intérieur, Carlos Corach, les enquêteurs suivent « plus de cinquante pistes ».

IMPUNITÉ

Un sondage, publié mardi, révèle que 71 % des Argentins estiment que le crime ne sera jamais éclairci. L'absence de confiance dans la police et la justice s'explique par le fait qu'au cours des dernières années plusieurs crimes et délits graves n'ont jamais été élucidés. C'est le cas, notamment, des attentats sanglants commis contre l'ambassade d'Israël, en 1992, et contre le siège de l'Association mutuelle Israélite argentine (AMIA), en 1994, mais aussi des nombreux scandales de corruption qui éclatent régulièrement sur la scène politique. Les circonstances brutales du meurtre de Cabezas sont venues renforcer ce sentiment d'impunité.

Le crime qui a dévoilé la fragilité de la sécurité policière dans la province de Buenos Aires constitue un dur revers politique pour le gouverneur Eduardo Duhalde. Aspirant à succéder à Carlos Menem à la présidence de la République en 1999, il se vantait, il y a encore peu, d'avoir la meilleure police du pays. Or, le journaliste a été tué dans sa province, à Pinamar, la station balnéaire où le gouverneur passait ses vacances. Cabezas a été enlevé à quelques centaines de mètres de la demeure estivale du gouverneur, et son cadavre a été retrouvé sur un chemin de terre que M. Duhalde empruntait quotidiennement pour aller à la pêche.

Patrice Claude

Mouna Naïm

Christine Legrand

Yasser Arafat tente de refaire l'unité palestinienne avant les prochaines négociations avec Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Parallèlement à l'absence de tout cas la direction « intérieure » du mouvement islamiste - est contraint d'admettre que les accords d'Oslo ont créé une réalité nouvelle sur le terrain. Les Palestiniens ne contrôlent que 5 % des territoires occupés par Israël depuis 1967, mais ils ont un gouvernement et une Assemblée législative élus, une police et d'autres symboles d'une souveraineté en devenir. Rentabilisons ce que nous avons déjà pour obtenir plus, dit en substance M. Arafat. Son message commence à passer.

La réunion du « dialogue national » ne pouvait pas ignorer ce que les participants ont appelé « la dernière provocation en date d'Israël », c'est-à-dire la construction prochaine d'une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est. Les protestations organisées jusqu'à présent par le « comité de lutte contre la colonisation » ont été plutôt modérées et n'ont réuni que quelques centaines de personnes.

Même la prière du vendredi à la mosquée El Aqsa de Jérusalem-Est, dont les Israéliens craignent le pire, s'est déroulée sans incident. Il est vrai que sur ordre de M. Arafat, les militants du Fatah, qui sont à la fois les plus nombreux et les plus puissants, ont veillé, avec la police, dont la majorité des membres appartient au même parti, à ce qu'il n'y ait ni débordement ni manifestations massives.

ACCORD SECRET ?
Il n'en sera peut-être pas toujours de même - notamment lorsque les bulldozers entrent en action d'ici deux semaines -, mais M. Arafat sera reçu la semaine prochaine à la Maison Blanche. Les Américains lui

ont expressément demandé de contenir la protestation à l'arène diplomatique internationale. C'est ce qu'il fait. Des informations de presse selon lesquelles sa modération serait motivée par « un accord secret » avec Benjamin Nétanyahou sont démenties de part et d'autre.

Selon plusieurs dirigeants des colonies juives et aussi certains élus palestiniens ukérés, M. Nétanyahou aurait proposé au chef de l'OLP une sorte d'échange, en vertu duquel si la nouvelle colonie pouvait être construite sans protestation violente, Israël se retirerait prochainement d'une partie plus importante que prévue de Cisjordanie occupée. Le gouvernement israélien doit se réunir la semaine prochaine pour décider des lieux et portions de territoires qui, aux termes des récents accords d'Oslo, doivent pas-

ser, « avant le 7 mars », sous contrôle partiel ou total des Palestiniens. Il est question, pour cette phase, de 5 % à 10 % de la Cisjordanie occupée.

La « commission de dialogue national palestinien » n'était pas parvenue, vendredi soir, à unifier les différentes factions derrière les choix tactiques toujours contestés de M. Arafat, mais elle a lancé « un appel à tous les dirigeants du monde pour qu'ils aident les Palestiniens à annuler la décision israélienne de construire une nouvelle colonie sur notre terre ». Les signataires exhortent aussi « la communauté internationale à imposer des sanctions politiques et économiques à Israël pour le contraindre à respecter la légalité internationale ».

Le crime qui a dévoilé la fragilité de la sécurité policière dans la province de Buenos Aires constitue un dur revers politique pour le gouverneur Eduardo Duhalde. Aspirant à succéder à Carlos Menem à la présidence de la République en 1999, il se vantait, il y a encore peu, d'avoir la meilleure police du pays. Or, le journaliste a été tué dans sa province, à Pinamar, la station balnéaire où le gouverneur passait ses vacances. Cabezas a été enlevé à quelques centaines de mètres de la demeure estivale du gouverneur, et son cadavre a été retrouvé sur un chemin de terre que M. Duhalde empruntait quotidiennement pour aller à la pêche.

Saddam Hussein contre « Le Nouvel Observateur »

SADDAM HUSSEIN a pris le mors aux dents. Pour la première fois, il intente un procès à un organe de presse français, en l'occurrence l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, et son directeur, Jean Daniel, pour un article jugé insultant et diffamatoire à son égard. Intitulé « L'insoutenable survie d'un bourreau », cet article a été publié dans le numéro 1661, daté 5-11 septembre 1996. Le procès s'ouvre lundi 3 mars devant la 17^e chambre correctionnelle, à Paris.

L'originalité de la démarche ne tient pas au seul fait que c'est une « première » irakienne, mais aussi à ce qu'« il est très rare qu'un chef d'Etat attaque un organe de presse » d'un autre pays, indique-t-on de source judiciaire. Les avocats des deux parties ne sont pas d'accord sur l'interprétation de la loi qui interdit la diffamation d'un chef d'Etat étranger. Selon M. Patrick Brunot, l'avocat de Saddam Hussein, ce dernier porte plainte pour diffamation en tant que simple citoyen, ne pouvant pas le faire, selon lui, « vu la

nature des relations entre la France et l'Irak ».

Les relations diplomatiques entre les deux pays sont rompues depuis février 1991 à l'initiative de l'Irak. Les intérêts irakiens en France sont représentés par le Maroc et ceux de la France en Irak par la Roumanie, mais ce sont des diplomates des deux pays qui président les sections d'intérêts respectives.

« CRÉTIN », « MONSTRE »

L'avocat du *Nouvel Observateur*, M^{re} Sylvie Couturon, conteste la thèse de son vis-à-vis, un chef d'Etat ne pouvant, selon elle, « agir en tant que particulier ». Selon une source judiciaire, la rupture des relations diplomatiques ne devrait d'autre part avoir aucune incidence sur la qualité du plaignant.

Dans son article, Jean Daniel, dans un langage pour le moins très sévère à l'égard du président irakien, faisait un rappel historique des faits mettant l'accent sur trois aspects : la situation des Kurdes, la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988 et surtout la ten-

tative de François Mitterrand, en septembre 1990, d'éviter la guerre et de donner une dernière chance au président irakien de sauver la face, en annonçant son intention de se retirer du Koweït. M^{re} Brunot relève que le directeur du *Nouvel Observateur* traitait notamment le président irakien de « pauvre benêt », de « crétin » et de « monstre ».

M. Daniel n'est ni le premier ni le dernier journaliste à dénoncer les méthodes de M. Hussein. Alors, pourquoi ce recours en justice ? Pour donner un coup d'arrêt à ce qui devient une dérive des journalistes, affirme M^{re} Brunot. Il a égayé son dossier d'articles de presse et de « témoignages » de personnalités qui lui ont écrit - tels Claude Cheysson, ancien ministre des affaires étrangères, ou Gilles Munier, secrétaire général de l'Association franco-irakienne d'échanges économiques - ou dont il a puisé les opinions dans certains de leurs ouvrages...

Mouna Naïm

Christine Legrand

Le président algérien Liamine Zeroul se dote d'un parti à sa dévotion

A GRANDS FRAIS, le « parti du président » est en train de naître. Depuis quelques jours, la presse algérienne francophone aussi bien qu'arabophone publie sur de

ANALYSE

Avec la création du RND, le régime joue la carte du vrai-faux renouvellement

plumes pages de publicité la « proclamation » du tout nouveau Rassemblement national démocratique (RND).

La profession de foi affichée est à la fois vague et ambitieuse : « construire une Algérie, forte, debout, résistante, tournée vers l'avenir », le ton aussi grandiloquent qu'obscur - le RND « refuse de renier son appartenance civilisationnelle », et la ligne politique incertaine - le RND aura « à se déterminer et se positionner sur la base des intérêts

suprêmes de la Patrie et de la Nation ».

Pourtant, derrière ces mots creux et le flou du programme se devine la manœuvre politique. Avant les élections législatives qui doivent avoir lieu le 29 mai ou le 5 juin, le président Liamine Zeroul veut se doter, avec le RND, d'un parti à sa dévotion. Depuis l'indépendance, le Front de libération nationale (FLN) a traditionnellement joué ce rôle. Mais, symbole de l'échec du pays, l'ancien parti unique est aujourd'hui démonétisé aux yeux de l'opinion publique et son équipe dirigeante - inféodée au pouvoir - apparaît contestée.

DONNER LE CHANGE

Plutôt que de s'appuyer sur un FLN usé jusqu'à la corde, le régime a donc préféré donner le change en jouant la carte du vrai-faux renouvellement. Encore le fait-il avec précaution. Pour remplacer à la tête du Rassemblement l'ancien syndicaliste Abdelhak Benhamouda, assassiné fin janvier, le pouvoir a choisi

un homme dénué du moindre charisme. Tout en rondou, Abdelkader Bensalah, 56 ans, est un pur produit du système ancien qu'il a servi tout au long de sa carrière de diplomate et d'homme politique. Mais davan-

tage que sur l'homme, ce sont sur les organisations du Rassemblement que le régime mise. Sous la bannière du RND, il a réussi à réunir les plus puissantes d'entre elles, celles capables de mobiliser des bataillons d'Algériens : l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le principal syndicat, l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM), les anciens combattants, leurs enfants (ONEC), les retraités de l'Armée nationale populaire (ANP). Bref, comme l'observe le bulletin *Algérie confidentielle*, le parti du président regroupe « le sous-bassement politico-idéologique » traditionnel du régime.

Ses adversaires ne sont pas dupes. Le RND, c'est « le parti de la nouvelle dictature », a ironisé Hocine Ait-Ahmed, le président du

Front des forces socialistes (FFS) sur une chaîne de télévision saoudienne. « L'annonce de ce parti [...] signifie que le pouvoir ne fait même pas confiance aux partis qu'il a fabriqués », a fait observer Mahfoud Nahoua, le chef du Hamas, le parti islamique « modéré » qui participe au gouvernement. Placé en porte-à-faux, le FLN n'a pas réagi officiellement. Sa direction s'est contentée de prévenir les militants tentés par le Rassemblement qu'entre le RND et le FLN, il leur faudrait choisir.

A trois mois des élections législatives, le paysage politique commence donc à s'éclaircir. L'enjeu peut sembler modeste. Les futurs 380 députés, quelle que soit la couleur de la prochaine chambre, ne pourront disposer au président Zeroul les pouvoirs exorbitants que lui confère la nouvelle Constitution, approuvée par référendum en novembre 1996. Mais ils pourront utiliser la fonction tribunaire de la Chambre des députés. Dans un pays où l'accès à la télévision d'Etat est réservé aux alliés

du régime, l'enjeu n'est pas sans importance.

Ainsi, il est probable que le FFS d'Abderrahmane Felfel optera pour une participation aux législatives. Ses électeurs le demandent. La situation l'exige, sauf à vouloir se mettre en marge de la vie politique pour des années. D'autant que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le parti concurrent de Saïd Saadi, lui aussi fortement implanté en Kabylie, sera présent, avec comme objectif de rassembler « les démocrates républicains ».

LE ZÈLE DU HAMAS

Si, malmené par le Rassemblement, le FLN risque d'être le grand perdant des prochaines législatives, les islamistes du Hamas ont tout à y gagner. Forts du score de leur candidat à la présidentielle (officiellement 25 % des suffrages, sans doute davantage dans les faits), Mahfoud Nahoua, qui a su rallier sur son nom nombre d'anciens électeurs du FFS, ils peuvent espérer devancer le RND et dominer la fu-

ture chambre. De là leur zèle à se mettre en conformité avec la loi électorale en gestation au prix d'un changement de dénomination pour leur parti. Le Hamas - Mouvement pour la société islamique - pourrait devenir le Parti de la nation algérienne (PNA).

La probable domination du Hamas - épaulé par l'autre parti islamique, Ennahda - dans la future chambre inquiète d'ores et déjà une partie de la société civile algérienne. Un collectif d'associations féminines a notamment lancé une campagne nationale de signatures pour obtenir une modification du code de la famille par le Conseil national de transition (CNT), qui fait office, pour peu de temps encore, de Parlement (non élu). Le code en vigueur est un modèle d'iniquité (il autorise la polygamie et fait peu de cas des femmes privées de la tutelle légale de leurs enfants). Le risque est grand de voir la future chambre renforcer cette inégalité.

Jean-Pierre Tuquoi



شكرام الله

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

SÉCURITÉ SOCIALE Les caisses de sécurité sociale, le syndicat MG-France (généralistes) et l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français ont conclu, vendredi

28 février, un accord pour quatre ans sur deux conventions séparées, l'une pour les soixante-six mille généra-

listes et l'autre pour les cinquante mille spécialistes. ● CES TEXTES se

substitueront à la convention de 1993, dénoncée par les caisses faute d'accord avec les syndicats de mé-

decins sur son adaptation au plan Juppé de novembre 1995 pour la Sécuri-

L'assurance-maladie et les médecins parviennent à un accord fragile

Principal syndicat de praticiens libéraux, la CSMF reste hostile aux deux conventions séparées - généralistes et spécialistes - sur lesquelles l'accord s'est fait entre les caisses et deux autres syndicats. Elle se prononcera le 8 mars

LE GRAND PUZZLE du « plan Juppé » se met en place, même si certaines pièces manquent encore, comme l'instauration d'une « assurance-maladie universelle » ou la réforme des cotisations patronales. Les trois caisses d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants), le syndicat de généralistes MG-France et l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF) sont parvenus, vendredi 28 février, à un accord permettant d'adapter l'exercice libéral à la réforme de la Sécurité sociale. Globalement hostile aux deux conventions proposées, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a réservé sa réponse jusqu'à son assemblée générale extraordinaire, le 8 mars, à Paris.

Pour la première fois depuis la création du système actuel, en 1971, les partenaires ont décidé, après six mois de difficiles négociations, de signer deux conventions séparées : l'une pour les soixante-six mille généralistes, l'autre pour les cinquante mille spécialistes.

Cette séparation entraîne des différences de pratiques de plus en plus grandes entre les deux catégories et, au sein de la seconde, entre ceux qui ont besoin d'un plateau technique (chirurgiens, radio-

logues, etc.) et les autres. Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, et le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, se sont félicités d'un accord qui marque, selon eux, « une étape importante » dans la mise en œuvre du plan Juppé. « L'accord ouvre plusieurs chantiers importants qui vont donner un nouvel élan au système de Sécurité sociale », a souligné, pour sa part, le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Jean-Marie Spaeth (CFDT), qui préside la CNAMTS depuis juillet, a déclaré que la CSMF, par son accord pour associer la légitimité de sa confédération à la tête de la première caisse du régime général. Quant aux médecins, ils échappent au règlement minimal conventionnel, rigoureux pour eux, qui leur aurait été imposé par l'Etat en cas d'échec des négociations.

■ **RATIONNEMENT DES SOINS** ■ Boudé par la CSMF, la Fédération des médecins de France (FMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML), qui y voient la porte ouverte au « rationnement des soins », cet accord relance le système conventionnel, en panne depuis l'annonce du plan Juppé en novembre 1995. Les deux conventions, signées pour

quatre ans, comportent un socle de dispositions communes, des objectifs de dépenses assortis d'un mécanisme de sanction en cas de dépassement, et des mesures propres aux généralistes et aux spécialistes. Elles ne devraient pas, dans l'immédiat, avoir de conséquences directes sur les assurés sociaux.

Dispositif financier. L'évolution des dépenses de médecine de ville est fixée à 261,8 milliards de francs pour 1997, dont 208,4 milliards pour les honoraires et les prescriptions des médecins libéraux, 52,4 milliards pour les autres (dentistes, prescriptions des praticiens des hôpitaux, réalisées en ville) et 1 milliard pour les antitrovaux (traitement du sida). Les dépenses des généralistes ne devront pas augmenter de plus de 1,5 % (2,4 % pour les honoraires, 1,3 % pour les prescriptions), celles des spécialistes de 1,08 % (respectivement 1,4 % et 0,5 %).

Au cours des négociations, les caisses ont consenti un effort, insuffisant aux yeux de la CSMF, le principal syndicat de médecins. Les provisions pour revalorisation d'honoraires (en cas de respect des objectifs) ont été portées de 350 à 850 millions de francs pour les généralistes, et à une enveloppe identique pour les spécialistes, soit une

hausse de 4 à 5 francs des consultations. Si pénalisés il y a, elles seront calculées (à titre exceptionnel) sur deux ans (1997-1998), ce qui signifie qu'elles ne seraient pas versées par les médecins avant 1999. Enfin, les jeunes installés depuis moins de trois ans en seront exonérés, et elles seront limitées les trois années suivantes.

Un socle commun généralistes-spécialistes. Plusieurs dispositions sont communes et ne pourront être modifiées sans l'accord des généralistes et des spécialistes. Ils devront respecter les références médicales

opposables (normes de bonne pratique), dont le contrôle sera renforcé. Les règles de la formation continue, désormais obligatoire, leur seront communes, de même que le niveau de l'indemnisation (1 650 francs par jour pour un généraliste). Généralistes et spécialistes devront aussi s'engager à partir de 1998, grâce à la carte à puce (projet Sesam-Vitale), à « télétransmettre » aux caisses les informations jusqu'à présent consignées sur la feuille de soins. Les avantages sociaux accordés aux médecins et le mécanisme de réversion

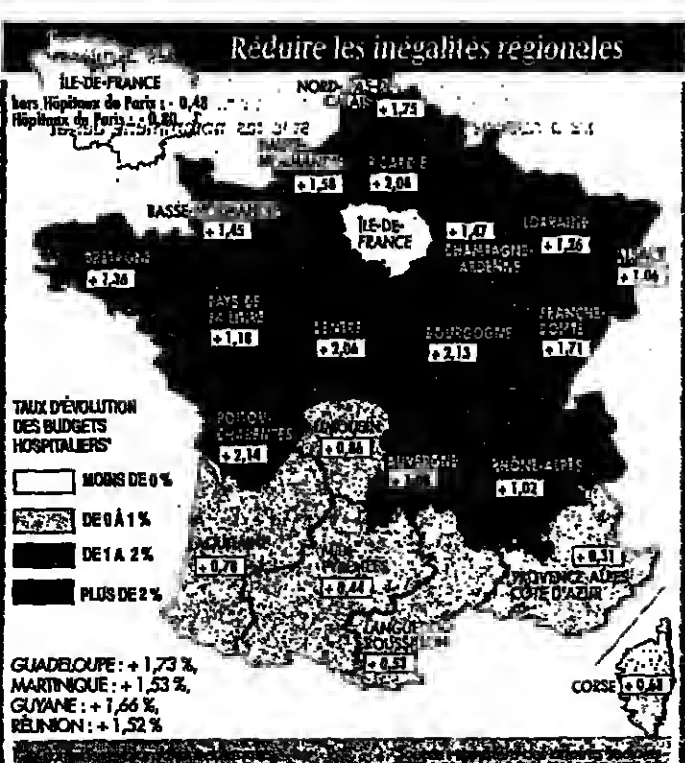
d'honoraires font aussi partie de ce socle commun.

Les conventions spécifiques. Chaque catégorie a obtenu une avancée significative. Les généralistes doivent négocier avant le 1^{er} juillet un dispositif facultatif renforcant leur rôle d'« aiguilleur » dans le système de soins (lire ci-contre). Les spécialistes ont obtenu une refonte de la nomenclature des actes médicaux, mal adaptée aux évolutions médicales : une commission sera chargée, sous le contrôle de l'Etat, du travail scientifique, mais les caisses ont obtenu que la valeur des actes soit désormais de leur responsabilité (en concertation avec le corps médical).

En dépit de l'avancée que représente cet accord, une question demeure sans réponse : que valent des conventions signées par un seul syndicat, et, surtout, comment les appliquer sur le terrain ? Si le texte sur les généralistes a reçu l'approbation d'un syndicat réellement représentatif, MG-France, celui qui va encadrer l'exercice des spécialistes n'a été approuvé que par une organisation représentant surtout les chirurgiens et qui n'a guère d'expérience de la vie conventionnelle.

Jean-Michel Bezat

Les restrictions budgétaires provoquent l'inquiétude dans les hôpitaux



■ **REDUIRE LES INÉGALITÉS RÉGIONALES** ■ Les dépenses de santé par habitant sont les mêmes partout. Or, dans les régions du Nord (de la Bretagne à l'Alsace) que les populations de santé publique se posent avec le plus d'acuité.

CE N'EST pas encore un incendie, mais le feu couve depuis plusieurs semaines dans les hôpitaux publics avec, ici ou là, des embrasements sporadiques qui en disent long sur l'inquiétude ou l'exaspération des agents et des médecins. De mémoire de « blouse blanche », c'est la première fois, en effet, que les établissements publics vont voir leurs dotations budgétaires (255 milliards de francs) aussi chichement comptées dans le cadre d'une politique de répartition des crédits destinée, selon le gouvernement, à corriger les inégalités qui se sont creusées entre les régions.

La Fédération hospitalière de France (FHF), qui représente notamment les maires, présidents du conseil d'administration de l'hôpital de leur commune, a dénoncé ces restrictions. Les directeurs d'hôpital, qui « se refusent à jouer les bouffes », soulignent que la situation risque de devenir « intenable ». Les organisations des personnels non médicaux et de médecins, encore divisées sur la marche à suivre, ont commencé à se mobiliser dans de nombreux établissements. Le mois de mars pourrait donner une bonne indication de la fièvre réelle.

Le 6, les fédérations de fonctionnaires (Etat, collectivités locales, hôpitaux) organisent une journée

d'action. Le 14, la Coordination médicale hospitalière (CMH), qui revendique un tiers des praticiens, appelle à des actes de travail. La CGT, qui vient de remporter les dernières élections dans les hôpitaux, passant ainsi devant la CFDT, s'est associée à ce mot d'ordre. Son secrétaire général, Louis Vianet, a prévenu, le 27 février, que « les luttes pour la défense et l'amélioration du système de santé et le développement de l'hôpital public allient grand ». Son organisation, a-t-il ajouté, « saura porter les initiatives pour leur donner un caractère large et unitaire ».

De son côté, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a assuré, le même jour, que la confédération appuiera les actions de sa fédération de la santé, au cours de la semaine du 10 au 14 mars, avec un temps fort le 13. « On a 3,2 millions de chômeurs, a-t-il souligné. Si l'hôpital se met à être un pourvoyeur de chômeurs, où allons-nous ? » Les restrictions budgétaires prouvent, selon lui, que « la contre-réforme Juppé arrive dans sa phase pratique ». Seule la CFDT, critique sur le gel des crédits, mais embarrasée par son soutien à la réforme de l'assurance-maladie, est restée en retrait, au niveau national du moins.

Alain Juppé a commencé à

prendre la mesure du danger, même si la mobilisation demeure modeste. Mi-février, il a tenté de calmer le jeu en assurant qu'il avait demandé aux directeurs des agences hospitalières - instances créées pour restructurer les hôpitaux - de se montrer diplomates. « Avant de parler restructurations, réfléchissons et discutons ! », a-t-il déclaré, le 17 février, alors que des actions dures commencent à se multiplier. En 1997, la priorité doit être donnée, selon lui, à un « vrai travail de réflexion et de concertation avec tous les responsables hospitaliers ».

■ **MAINTIEN DE L'EMPLOI** ■ Trois jours plus tard, le ministre des affaires sociales recevait l'ensemble des directeurs d'agence pour leur répéter le message. Jacques Barrot recevait, lundi 3 mars, plusieurs syndicats d'agents hospitaliers. Les arrières-pensées électorales ne sont pas étrangères à la prudence du gouvernement, qui est à la merci d'un conflit majeur quelques mois avant les élections législatives de 1998. Ces propos apaisants n'ont pas gommé la rigueur : les dépenses des mille établissements publics et des quelques deux mille établissements privés à but non lucratif ne devront pas pro-

gresser de plus de 0,51 % en 1997 (hors revalorisations salariales), avec des dotations variables selon les régions.

Depuis le début de l'année, les directeurs ont répété les décisions arrêtées par les préfets, et ces mauvaises nouvelles ont mis le feu aux poudres dans plusieurs centres hospitalo-universitaires (Strasbourg, Caen ou Nice), dans des hôpitaux généraux, des centres anticancéreux (Gustave-Roussy) et des établissements psychiatriques (Ile-de-France et de Bretagne). Aux Hospices civils de Lyon, deuxième CHU de France, le conseil d'administration a voté une motion dans laquelle il s'inquiète de la baisse des crédits. Peu habitués aux coups de force, certains agents sont allés jusqu'à séquestrer leurs dirigeants, comme à Ales et à Caen, où, mi-février, le directeur général et quatre de ses collaborateurs ont été retenus quarante-huit heures dans leurs bureaux. D'autres oppositions pourraient se manifester dans les semaines à venir.

Le maintien de l'emploi et de la qualité des soins est au centre des revendications des syndicats. La masse salariale représentant 70 % des dépenses hospitalières, c'est en effet sur elle que les économies les plus importantes devront être réalisées. Plus de quinze mille postes sont menacés dans les hôpitaux publics (sur 750 000) et plus de deux mille cinq cents dans les cliniques à but non lucratif, ont calculé les syndicats. Ils soulignent que les agents non protégés par le statut de fonctionnaire (contrats à durée déterminée, CES, etc.) seront les premiers touchés. L'annonce de la création d'une « cellule emploi » dans chaque région n'a pas calmé les esprits.

C'est dans ce climat social dégradé que le gouvernement doit convaincre le monde hospitalier du bien-fondé de sa réforme : évaluation des structures et des besoins ; contrats entre les hôpitaux et les agences régionales chargées de verser les dotations à partir de 1998 ; accréditation des établissements sur des normes de qualité, etc. Il n'y est pas parvenu. Les partisans de la réforme, comme la CFIC, la CGC, la CFDT et l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers, qui ont réclamé en vain un fonds d'accompagnement des restructurations, s'interrogent : le traitement de choc imposé à l'hôpital ne va-t-il pas tuer le malade au lieu de le guérir ?

Olivier Biffaud

J.-M. B.

Alain Juppé hésite à organiser une élection législative à Lyon

DÉPÊCHES ■ **SYNDICATS** : le tribunal administratif de Paris a rendu, vendredi 28 février, des jugements contrastés sur la représentativité de syndicats en autorisant certains à se présenter aux élections et les refusant à d'autres (Le Monde du 28 février). Le syndicat SUD-Données pourra se présenter en partie aux élections au ministère des finances, le 25 mars, tandis que la demande de SUD-Equipement a été rejetée. « Contrairement à ce qu'avait proposé le commissaire du gouvernement », le tribunal administratif de Paris a décidé « qu'il appartient de se prononcer directement sur la représentativité des sections syndicales ». SUD compte faire appel.

■ **MAITIGNON** : Gérard Rameix, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, devrait être nommé prochainement conseiller économique du premier ministre en remplacement de Jean de Courcel, qui était directeur adjoint du cabinet d'Alain Juppé (Le Monde du 12 février). Il a conclu, le 28 février, un accord avec les médecins sur la maîtrise des dépenses de santé.

Le premier ministre, qui est aussi président du RPR, pèse le pour et le contre : doit-il ou non organiser une élection législative partielle dans la 2^e circonscription du Rhône, celle qui avait élu Michel Noir en 1993 ? L'ancien maire de Lyon a avancé le Conseil constitutionnel, qui devait prononcer sa déchéance de son mandat de député après la confirmation par la Cour de cassation, le 6 février, de sa condamnation dans l'affaire Botton, en annonçant, le même jour, son retrait de la vie politique. Le lendemain, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a rendu officielle cette vacance (Le Monde du 8 février). Privée de représentant, cette circonscription pouvait, dès lors, faire l'objet d'une partielle.

Trois semaines après la démission de M. Noir, Alain Juppé s'interroge encore sur la nécessité - et l'intérêt politique - d'appeler les électeurs aux urnes à peine plus d'un an avant le renouvellement général de mars 1998. Sur le plan juridique, deux thèses s'affrontent. La première assure que le gouvernement a, en droit, compétence liée, c'est-à-dire qu'il ne peut s'affranchir de ce scrutin dès lors qu'il a le temps matériel de l'organiser. La seconde soutient, au contraire, qu'en donnant trois mois de délai au gouvernement pour décider une consultation partielle le législateur lui a laissé une certaine lati-

tude et signifié que la compétence n'est pas totalement liée. Le code électoral dispose, s'agissant des députés, qu'« il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale », ce qui arrivera, pour celle qui a été élue en 1993, le 7 avril 1998. La consultation partielle, si elle devait avoir lieu, devrait donc se dérouler avant le 7 avril 1997, c'est-à-dire au plus tard dimanche 6 avril. Le code stipule aussi que « les élections ont lieu le cinquième dimanche qui suit la publication du décret convoquant les électeurs », c'est-à-dire, en la circonstance, que ce décret devrait être impérativement publié au Journal officiel avant le 9 mars. Faute de quoi, la partielle ne pourrait plus avoir lieu. Au-delà des aspects juridiques, c'est donc sur l'opportunité politique que portent les interrogations de M. Juppé.

■ **TROP PLEIN DE CANDIDATS** ■

Est acquis, dans la majorité, que cette circonscription doit être défendue par le RPR. Le parti néogaulliste souffre plutôt d'un trop-plein que d'une carence de candidats. Cinq peuvent prétendre se lancer dans la course, mais la compétition, en réalité, se réduit à deux : Henri Chabert et Marc Frayssse. Adjoint au maire de Lyon Raymond Barre, le premier est un ancien « nohiste », qui a quitté le RPR en 1991 avant de

le réintégrer en décembre 1996 après un passage chez les centristes. Il dispose de son propre groupe au conseil municipal. élu à l'Assemblée en 1993, le second - secrétaire départemental du RPR - est député de la 6^e circonscription du Rhône (Villeurbanne), dont on s'accorde à dire qu'elle est perdue pour la droite. Il ne verrait donc pas d'un mauvais œil une nouvelle implantation en un lieu plus sûr.

Secrétaire général du Front national, dont il est le chef de file en Rhône-Alpes, Bruno Gollnisch a compris tout le profit qu'il peut tirer de cette situation. Il a adressé des sommations d'huissiers au préfet et au premier ministre pour exiger la convocation des électeurs. Bien qu'il n'envisage pas de se présenter lui-même, il compte saisir, dès le 3 mars, le tribunal administratif, le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel pour ouvrir un contentieux. Le lendemain, la candidate d'extrême droite, déjà présente en 1993, devrait tenter de faire enregistrer sa candidature à la préfecture.

Confronté à une situation de vacance comparable en février 1977 - un député de Paris était mort alors que son suppléant était déjà décédé -, le premier ministre d'alors, M. Barre, n'avait pas organisé de partielle à un an des élections générales, bien qu'il disposât du temps nécessaire.

Le rémède en décembre 1996 après un passage chez les centristes. Il dispose de son propre groupe au conseil municipal. élu à l'Assemblée en 1993, le second - secrétaire départemental du RPR - est député de la 6^e circonscription du Rhône (Villeurbanne), dont on s'accorde à dire qu'elle est perdue pour la droite. Il ne verrait donc pas d'un mauvais œil une nouvelle implantation en un lieu plus sûr.

Secrétaire général du Front national, dont il est le chef de file en Rhône-Alpes, Bruno Gollnisch a compris tout le profit qu'il peut tirer de cette situation. Il a adressé des sommations d'huissiers au préfet et au premier ministre pour exiger la convocation des électeurs. Bien qu'il n'envisage pas de se présenter lui-même, il compte saisir, dès le 3 mars, le tribunal administratif, le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel pour ouvrir un contentieux. Le lendemain, la candidate d'extrême droite, déjà présente en 1993, devrait tenter de faire enregistrer sa candidature à la préfecture.

Confronté à une situation de vacance comparable en février 1977 - un député de Paris était mort alors que son suppléant était déjà décédé -, le premier ministre d'alors, M. Barre, n'avait pas organisé de partielle à un an des élections générales, bien qu'il disposât du temps nécessaire.

Le meurtre d'un journaliste mobilise les Argentins

Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays pour réclamer la vérité sur la mort du journaliste et pour enquêter sur des affaires de corruption.

Le meurtre d'un journaliste a provoqué une vague de manifestations dans tout l'Argentine. Les Argentins réclament la vérité sur la mort du journaliste et pour enquêter sur des affaires de corruption.

Relations avec Israël

Les relations entre Israël et l'Argentine ont été marquées par des tensions et des controverses. Les Argentins réclament la vérité sur la mort du journaliste et pour enquêter sur des affaires de corruption.

Art à sa dévotion

Le monde de l'art a été marqué par des événements importants. Les Argentins réclament la vérité sur la mort du journaliste et pour enquêter sur des affaires de corruption.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

JUSTICE Le parquet de Poitiers a fait appel du jugement de relaxe rendu, le 5 février, en faveur d'une mère de famille qui avait volé de la nourriture pour ses enfants. Le par-

quet récusé l'état de nécessité invoqué par le tribunal. ● **FACE AUX VOLS À L'ÉTALAGE**, les parquets ont mis en place des politiques pragmatiques. Certains poursuivent à partir

de seuils chiffrés - souvent 500 francs -, tandis que d'autres ne font comparaître que les récidivistes. ● **LE TRIBUNAL DE POITIERS** s'est inspiré d'une jurisprudence cé-

lèbre, celle du « bon juge » de Château-Thierry. Invoquant l'état de nécessité, le président Magnaud avait relaxé, en 1898, une voleuse de pain, estimant que la faim « amoindris-

saît » la notion du bien et du mal. ● **L'ÉTAT DE NÉCESSITÉ** est également invoqué en matière de droit au logement, notamment face aux squatters.

Face aux vols liés à la pauvreté, les tribunaux se montrent pragmatiques

Un juge de Poitiers a invoqué l'« état de nécessité » pour relaxer une mère qui avait dérobé de la nourriture pour ses enfants. Certains parquets poursuivent à partir d'un certain seuil, tandis que d'autres ne font comparaître que les récidivistes

LE PARQUET de Poitiers (Vienne) a été assailli de coups de téléphone, vendredi 28 février. Des anonymes se sont glissés entre les journalistes pour faire savoir de vive voix tout le mal qu'ils pensaient des magistrats du lieu. De ceux, du moins, qui, non seulement, ont traduit en correctionnelle une femme qui avait volé de la nourriture pour ses enfants mais ont fait appel du jugement de relaxe rendu, le 5 février, au nom de l'« état de nécessité » dans lequel elle se trouvait au moment des faits (Le Monde du 28 février).

Pourtant, Isabelle Tauveneau ne regrette aucune des décisions qui lui valent de s'entendre qualifier d'« infâme réactionnaire ». C'est elle, en tant que substitut du procureur, qui a interjeté appel, le 6 février. « Non parce que les en-

fants mangent à la cantine, explique-t-elle, mais parce que le droit n'a pas été dit dans cette affaire. Voler à trois reprises au cours de la même journée pour 1 500 francs de nourriture, j'appelle cela un délit. » Ce montant l'avait convaincue de poursuivre la mère de famille, puis de requérir une peine de deux mois de retrait de permis de conduire. « La politique du parquet de Poitiers est de poursuivre systématiquement tous les vols supérieurs à 500 francs, ajoute-t-elle. La situation de cette personne n'est pas aussi dramatique qu'on l'a relayé. Le RMI a été créé pour que les plus démunis ne se retrouvent pas en état de nécessité. Cette femme gagnait presque le double. »

« DEUX PRINCIPES DE PÉNURIE »

L'application de la loi n'est pas toujours aussi mécanique. Certains parquets jouent davantage avec la dialectique du droit et de la morale, sans doute parce que leur situation sociale les expose davantage au choc entre « deux principes de pénurie », selon l'expression du procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier : pauvreté des voleurs contre misère de la justice, qui ne peut se permettre, sous peine d'asphyxie, de juger tous ceux qui ont commis ce type de délit. En 1993, 60 000 « vols simples » ont été jugés en France. Le code pénal, qui ne distingue pas ces actes en fonction du montant, ne connaît que cette classification, accompagnée ou non de circonstances aggravantes. A la fin des années 70, le législateur avait envisagé de créer un délit de larcin, qui aurait regroupé les vols commis le plus souvent en grand commerce et inférieurs à 500 francs, mais l'idée a finalement été abandonnée.

Face aux vols, et notamment aux vols à l'étalage, les parquets ont donc adopté une attitude pragmatique, utilisant avec souplesse le principe de l'opportunité des poursuites. « Cette notion, poursuit M. de Montgolfier, ne signifie pas seulement qu'il faut classer ce que l'on ne peut poursuivre, mais aussi qu'il faut renoncer à poursuivre ce



qui ne vaut pas sanction. Dans le cas des vols à l'étalage, j'évite de plaquer des seuils chiffrés. Il s'agit moins d'un problème de montant que de circonstances. On ne peut adopter les mêmes critères de poursuite envers le délinquant et envers celui qui est à l'abri du besoin. »

Ainsi, la mère de famille de Poitiers n'aurait sans doute pas comparu en correctionnelle à Valenciennes, Créteil ou Bobigny, où un petit voleur sans casier judiciaire qui n'a pas fait l'objet d'un signalement de la part d'un supermarché subit un simple avertisse-

ment. A Bobigny, la saisine du tribunal intervient au deuxième, voire au troisième délit. A Créteil, en cas d'infraction grave ou de récidive, l'autorité est poursuivie mais le parquet ordonne une enquête de personnalité afin de comprendre ce qui a conduit l'auteur à commettre l'infraction. « La poursuite n'est pas forcément une mauvaise chose, car elle peut amener à déceler un problème complexe et lui apporter une réponse : une orientation sur des aides sociales ou une aide de recherche d'emploi », explique un

magistrat. Confrontés à ces petits larcins, les juges uniques qui statuent en correctionnelle appréhendent le dossier au cas par cas. Si la personne ne présente pas d'antécédent et si l'objet a été restitué, ils font preuve d'indulgence. « Dans ce genre de cas, je condamne sur le principe mais je dispense de peine », explique Franck Lapeyrière, qui siège à Créteil.

La plupart du temps, les situations ne sont pas aussi claires. « On condamne alors d des peines peines d'emprisonnement avec sursis ou d des travaux d'intérêt général », note Sabine Mariette, juge au tribunal de Lille. En général, on essaie de reculer le moment de l'incarcération, surtout quand ce sont des jeunes majeurs. Environ 20 % des condamnations françaises sanctionnent des vols simples. Un quart des entrants en prison ont commis cette infraction.

« MARQUER UNE LIMITE »

Pour éviter d'en arriver à la comparution en correctionnelle, voire à l'incarcération, les parquets font parfois appel aux symboles, notamment avec les adolescents. « Des directeurs de supermarché m'ont demandé récemment s'ils avaient le droit de refuser l'entrée à des mineurs récidivistes, raconte Eric de Montgolfier. Je le leur ai déconseillé, même si c'est légal. En revanche, j'ai donné des instructions pour que la police se rende sur place si un mineur est pris pour la pre-

mière fois pour vol, même si les grandes surfaces ne tiennent pas à cette intervention pour des raisons commerciales. Il faut marquer d'emblée une limite, ne serait-ce que par la remontrance d'un policier, pour éviter que l'adolescent ne pense que l'absence de sanction équivaut à une permission implicite de voler. »

Confronté quotidiennement à la misère d'une région en crise profonde, le procureur de Valenciennes croit davantage à la capacité d'adaptation du parquet qu'à l'extension de l'usage de l'« état de nécessité ». « C'est une notion à manier avec précaution parce qu'il s'agit aussi d'un droit de vote, note-t-il. Nous nous rendons compte que certaines personnes ont moins que d'autres et nous agissons en conséquence. Mais qui peut garantir que quelqu'un était en état de nécessité au moment précis où il a commis un vol ? Dans ce cas, a-t-il le droit de voler des pâtes bas de gamme ou des pâtes de marque ? » A Poitiers, il aura fallu la conjonction de deux obstacles pour suspendre, le temps d'une audience, ces interrogations. L'entêtement de la direction du supermarché, qui a persisté dans sa plainte alors que les produits dérobés lui avaient été rendus, s'est ajouté à l'application sans nuances, par le parquet, des règles qu'il s'est fixées.

Jérôme Fenoglio et Cécile Prieur

Moins d'un vol sur trois signalé au parquet

Cent mille vols sont déclarés chaque jour, pour une somme globale annuelle de 25 milliards de francs dans l'ensemble de la distribution française. Frédéric Ocqupetau, juriste et sociologue, chargé de recherches au CNRS, note la croissance « des vols alimentaires basiques, liés à la paupérisation de la société ». « Le vol des personnes qui ont faim réapparaît. On voit aussi de plus en plus de gens qui consomment dans les rayons. »

Auteur, avec Marie-Lys Potier, de *Vigilance et sécurité dans les grandes surfaces*, M. Ocqupetau souligne qu'entre 1989 et 1993 moins d'un quart des vols à l'étalage sur quatre a été signalé aux services de police, le parquet étant informé dans un peu moins d'un tiers des cas. Le degré de coopération avec les services officiels va croissant avec la taille du magasin mais aussi avec le temps : en 1993, le taux moyen de recours à la justice était de 32,7 %, contre 30,9 % en 1989.

La « valeur constitutionnelle » du droit au logement

LE 2 SEPTEMBRE 1996, l'association Droit au logement (DAL) saluait comme une victoire importante pour les plus démunis une décision du tribunal de grande instance de Paris. Pour la première fois, la justice donne raison à dix familles de squatters qui occupent un immeuble de la Ville de Paris, rue Marcadet (18^e), et refuse la demande d'expulsion. En soulignant l'absence de projet précis d'utilisation de l'immeuble, le tribunal estime que le droit au logement, « qui a une valeur constitutionnelle, constitue un devoir de solidarité nationale qui méritait protection au même titre que le droit de propriété ». La Ville fait appel du jugement.

Depuis l'adoption, en mai 1990, de la loi Beson instaurant le « droit au logement », avocats et magistrats s'efforcent de lui forger un cadre juridique. En vertu d'un arrêt du Conseil constitutionnel du 19 janvier 1995, « la possibilité pour toute personne de disposer d'un logement décent » est devenue « un principe à valeur constitutionnelle ». Quant à la jurisprudence sur l'« état de nécessité », légalisée en 1994 par le nouveau code pénal, elle a, de longue date, été utilisée par les juristes pour tenter de justifier

les infractions liées aux squats, comme le souligne Sylvia Lausnotte, avocate au barreau de Paris, dans un article intitulé « Droit au logement et état de nécessité » (Droit ouvrier, février 1994).

En 1956, deux ans après l'appel de l'abbé Pierre, un conseiller à la cour d'appel de Colmar, Claude Laplatte, tentait déjà de qualifier juridiquement l'occupation de logements vides. Tout en critiquant les « déclarations humanitaires, bonnes pour la réunion publique », du « bon juge » de Château-Thierry (lire ci-dessous), il s'appropriait - déjà - sur l'« état de nécessité » invoqué en 1898 par le président Magnaud. Il allait jusqu'à évoquer l'« abus de droit » commis par les propriétaires de logements vides, réclamaient que l'on traite les squatters en « gérants d'affaires ». « Pourquoi pas ? écrivait-il. Le squatteur gère un bien selon sa destination. Il le gère en le protégeant. La colère du pauvre est le leçon du mauvais riche. Une maison inoccupée est une provocation permanente. Si des squatters viennent l'occuper, ils la mettent à l'abri : son propriétaire ne risque plus de la voir flamber au brasier d'une émeute, leur présence est une sauvegarde. »

Le juge de Colmar ne convaincra pas immédiatement ses pairs. Il faudra attendre la loi Beson et la médiatisation des actions spectaculaires du DAL pour voir certains magistrats changer d'attitude. Le 24 août 1993, la Ville de Paris, sans attendre l'appel, fait évacuer par la police vingt-trois familles qui occupent un immeuble vide, avenue René-Coty (15^e), sur décision du juge des référés. Le 17 septembre, la cour d'appel estime que l'occupation est « contraire à la loi » mais précise qu'elle est « dictée par l'état de nécessité ». Sans ordonner la réintégration des familles, la Cour de cassation rejette le pourvoi de la Ville de Paris, en 1995.

A la même époque, le tribunal de grande instance de Paris ordonne l'expulsion des squatters de la rue du Dragon mais leur accorde six mois de délai en évoquant le caractère « constitutionnel » du droit au logement. En affirmant explicitement, pour la première fois, que le droit au logement et le droit de propriété sont équivalents, le jugement dans l'affaire de la rue Marcadet a enfoncé un coin supplémentaire.

Christine Garin

Le « bon juge » de Château-Thierry

LE JUGEMENT de relaxe du tribunal de Poitiers s'inspire d'une jurisprudence célèbre, celle du « bon juge » de Château-Thierry. Le 4 mars 1898, Louise Ménard, qui a

PORTRAIT

Le président Magnaud prononça des attendus célèbres, au XIX^e siècle, en faveur des démunis

dérobé un pain de six livres, se présente à l'audience correctionnelle. Faute d'argent, son fils, sa mère et elle n'ont pas mangé depuis trente-six heures. Au terme d'une audience présidée par M. Magnaud, le tribunal relaxe la voleuse. « Attendu, note le tribunal, qu'il est regrettable que, dans une société bien organisée, un des membres de cette société, surtout une mère de famille, puisse manquer de pain, autrement que par sa faute ; que lorsqu'une pareille situation se présente, et qu'elle est, comme pour Louise Ménard, très nettement établie, le juge peut et doit interpréter humanement les inflexibles prescriptions de la loi. Attendu que la faim est susceptible d'enlever à tout être humain une

portée de son libre arbitre et d'amoindrir en lui, dans une grande mesure, la notion du bien et du mal, qu'on octe, ordinairement répréhensible, perd beaucoup de son caractère foudroyant lorsque celui qui le commet n'agit que poussé par l'impérieux besoin de se procurer un aliment de première nécessité, sans lequel la nature se refuse à mettre en œuvre notre constitution physique. »

Le « bon juge », selon l'expression de Georges Clemenceau dans *L'Aurore*, est né. Ce qui aurait pu rester une curiosité jurisprudentielle se poursuit, le juge Magnaud rendant une à une des décisions qui cisèlent, avec le temps, son image. Il décline sa jurisprudence sur tous les fronts : protection de la femme, de l'ouvrier, du vagabond... En 1899, il relaxe un mendiant. « Attendu, écrit-il, que celui qui, poussé par les inéluctables nécessités de l'existence, demande et obtient un morceau de pain dans le but de s'alimenter ne commet pas le délit de mendicité. » La loi du 9 avril 1898, qui permet, après quinze ans de débats, l'indemnisation des ouvriers victimes d'accidents du travail, lui donne à nouveau l'occasion de faire œuvre d'audace : il condamne systématiquement les employeurs et les compagnies d'assurances à indemniser les ouvriers accidentés. « Attendu, écrit-il, que c'est l'ouvrier seul qui produit et qui expose sa santé ou sa vie au profit exclusif du patron, lequel ne peut compromettre que son capital. »

montrant très indulgent pour celle à qui il avait promis de donner son nom, a poussé l'infamie jusqu'à tenter de la faire passer pour une fille de mauvaises mœurs, alors que le maire de la commune atteste au contraire qu'elle mène une vie des plus régulières. »

Le juge Magnaud est républicain, anticlérical, issu d'une bonne famille, adepte d'équitation, de chasse et de pêche et rétif aux conventions. En 1893, il refuse d'aller présenter ses vœux traditionnels au préfet : dans une lettre aux juges de paix, il leur demande de supprimer « toute formule de politesse plus ou moins servile et obséquieuse actuellement en usage, formule qui n'a d'autre résultat que d'obscurcir la dignité humaine ». Sa hiérarchie écrivit de lui : « M. Magnaud est un président autoritaire et passionné qui n'a pas le sentiment de ses devoirs. Confondant l'entêtement avec l'indépendance, il ne tient aucun compte de la jurisprudence de la cour. »

David Bénéchou

* Le Bon Juge, d'André Rosset, L'Arbre-Vivoyant Éditions, coll. « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? », Diffusion Armand Colin.

ARACHNÉE PRODUCTION et LE LEMURIEN PRODUCTIONS

TOM NOVEMBRE

CLIENT SUIVANT : LA SALLE D'ATTENTE

THÉÂTRE GRÉVIN

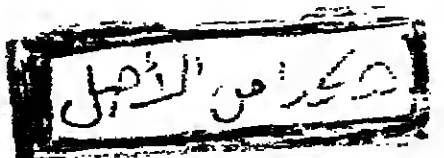
10 Bd Montmartre 75009 PARIS

M^e Rue Montmartre / Richelieu-Drouot

Londres, dir. Bernard Hanon (140 min.)

Les héritiers

هكذا من الأهل



De violents affrontements éclatent à Bamako à bord d'un charter reconduisant des expulsés

Vingt policiers ont été blessés, dont deux sérieusement

De violents affrontements ont éclaté, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 février, à bord d'un charter qui reconduisait vers le Mali

soixante-dix étrangers en situation irrégulière. Vingt policiers ont été blessés, dont deux sérieusement. Le Syndicat national des policiers

en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police et la CFDT-Air France dénoncent les conditions de transport lors de ces expulsions.

Après une escale « technique » à Casablanca (Maroc) mais la révolte a réellement débuté lors de l'atterrissage à Bamako. Selon un policier, un coup de sifflet aurait donné le signal de la mutinerie.

DES BARRES DE FER

« On voyait que ça remuait dans l'avion », raconte un passager présent au moment de l'arrivée du charter à Bamako. Les expulsés sont sortis de l'avion motricité à la main. Lorsque l'avion s'est immobilisé, les expulsés se seraient rués sur la cabine de pilotage et auraient aggrégé les policiers. Ils auraient tenté de casser des hublots et saccagé les sièges. Sortis de l'appareil, ils se seraient emparés de barres de fer et de projectiles récupérés sur les chariots d'aéroport, ainsi que des haches de sécurité qui équipaient l'avion. Puis ils auraient à nouveau pénétré dans le Boeing pour mettre à sac la cabine et s'en prendre aux policiers. Ces derniers ont été finalement évacués par les forces de l'ordre maliennes.

Les expulsés ont été interpellés par le Groupement mobile de sécurité malien et placés en garde à vue. D'après un témoignage, la révolte aurait démarré au moment où les policiers libéraient de leurs liens les expulsés attachés à leurs sièges. Au total, les incidents auraient duré plus d'une heure. « Je

n'avais jamais vu une telle violence de la part d'Africains, raconte un voyageur présent à l'aéroport. Ils disaient qu'ils voulaient tuer tous les Blancs, qu'ils en avaient marre d'être traités comme des malotrus, d'être romossés et attachés. Ils voulaient mettre le feu mais les policiers leur avaient confisqué leurs briquets ».

« Les paroles étaient violentes, ils criaient "les Français dehors !" », « la France nous a jetés ! », mais ils ne se sont pas attaqués aux membres de l'équipage », raconte Madeleine Guyon, une militante du MRAP qui a assisté à leur arrivée dans l'enceinte de l'aéroport. « La police malienne les a canalisés, sans les frapper », poursuit-elle. Selon ce témoin, les policiers français sont repartis dans l'avion Corsair de Nouvelles Frontières et ont été débarqués à Marseille pour y être hospitalisés d'urgence. « Selon le steward, l'un avait un œil arraché, l'autre souffrait de fractures multiples à l'épaule et au bras ; il aurait été poussé de la carlingue de l'appareil sur le tarmac », poursuit Madeleine Guyon. Les syndicats

de policiers ont vivement réagi. Evoquant une « violence quasi insurrectionnelle », la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) « condamne le choix de ce mode de transport qui multiplie les risques d'explosion de violence et expose nos collègues inutilement » et réclame « un débat serein et adulte sur la politique des flux migratoires ».

Le syndicat CFDT d'Air France a, de son côté, protesté contre l'utilisation d'avions de la compagnie nationale. Le MRAP a dénoncé les « charters de la honte » tandis que les sans-papiers de Saint-Bernard, majoritairement Maliens, estiment que « les malheurs des policiers français à Bamako sont un juste retour des choses » et appellent au boycott d'Air France. Le ministère de l'Intérieur a toujours justifié le recours aux « vols groupés » en affirmant que ce mode de transport permettait d'éviter les perturbations liées aux refus d'embarquement.

Philippe Bernard

André Guelfi placé en garde à vue dans l'affaire Elf

L'HOMME D'AFFAIRES André Guelfi a été placé en garde à vue, jeudi 27 février, à Paris, dans les locaux de la brigade financière. M. Guelfi, relâché à l'issue de cette garde à vue, a été interrogé dans le cadre de l'instruction menée par le juge Eva Joly sur son rôle auprès de Loïc Le Floch-Prigent, alors président d'Elf Aquitaine, lors du rachat de la compagnie pétrolière libérienne Ertol, en 1991. A l'époque, le groupe pétrolier français s'était porté acquéreur de cette société de raffinage mise en vente par ses propriétaires koweïtiens. Cette opération avait nécessité, semble-t-il, l'intervention de nombreux intermédiaires, parmi lesquels apparaît André Guelfi.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Alain Dominici, petit-fils de Gaston Dominici, condamné à mort, puis gracié, pour le meurtre d'un couple de Britanniques et de leur fille dans le sud de la France, a déposé une nouvelle demande en révision, vendredi 28 février. Cette démarche s'appuie sur des informations récemment publiées dans un livre de William Raymond, Dominici non coupable, les assassins retrouvés (Le Monde du 25 janvier). L'auteur de l'ouvrage affirme que le crime serait l'œuvre d'un groupe de quatre hommes, conduit par un Allemand, Wilhelm Barkowski, la victime étant un agent des services secrets britanniques. Une requête en révision avait été déclarée irrecevable en juillet 1995.

■ **PITBULLS** : l'office HLM de Colombes (Hauts-de-Seine) a modifié son règlement intérieur afin d'interdire à ses 4 000 locataires la détention d'animaux dangereux, dont les pitbulls. L'office HLM de Montreuil (Hauts-de-Seine) avait été le premier, en France, à agir de la sorte. Il avait été suivi par l'office départemental des Hauts-de-Seine (60 000 habitants, 5 % de la population du département). Un règlement identique doit être appliqué dans les immeubles HLM de la Ville de Paris (165 000 logements sociaux).

■ **EDUCATION** : une « sobriété » de parents d'élèves et enseignants ont envahi, vendredi soir 28 février, l'inspection académique de Guéret (Creuse), qu'ils entendaient occuper jusqu'au samedi matin pour dénoncer le « futur décret scolaire creusois ». Soutenus par des élus, dont André Lejeune, maire (PS) de Guéret, les manifestants protestent contre « la fermeture de neuf postes dans le primaire programmée pour la rentrée 1997, alors que huit l'avaient déjà été en 1996 ».

■ **DISPARITION** : le portrait de Marion, la fille de dix ans disparue le 14 novembre 1996 à Agen (Lot-et-Garonne), a été affiché sur quatre millions de packs de lait vendus dans toute la France du 1^{er} au 15 mars.

Des élèves de Saint-Ouen-l'Aumône protestent contre la présence d'ouvrages d'extrême droite dans leur lycée

du droit au règlement

SUR DES PANNEAUX en carton fixés près du portail, les élèves du lycée Edmond-Rostand, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), ont écrit : « Transparence », « confiance », « Luttons contre les idées racistes. La haine dans les livres, et après... », « Non aux pressions idéologiques ». Dans cet établissement neuf équipé de caméras de surveillance, les lycéens ont manifesté, vendredi 28 février, pour réclamer « la vérité sur l'affaire du centre de documentation et d'information (CDI) ». Une pétition circule « pour obtenir le retrait et du ministère de l'Éducation nationale une position claire et officielle vis-à-vis de ceux qui ont usé de leur autorité pour introduire des livres douteux dans le CDI » et « une réelle enquête administrative qui se fasse en toute transparence ».

L'« affaire » a éclaté au début du mois de décembre 1996. La nouvelle documentaliste découvre alors, dans les rayons du CDI, une série d'ouvrages qu'elle juge « soit dangereusement révisionnistes et xénophobes, soit défendant des thèses monarchiques, ultranationalistes et faisant l'apologie des crimes de guerre ». Elle s'étonne ainsi de trouver dans les rayons de la bibliothèque *Nature humaine* et *Révolution française*, de Xavier Martin, aux éditions DMM, *Petite Histoire des guerres de Vendée*, d'Henri Servien, aux éditions Pays et Terroirs, deux exemplaires de *La Nouvelle Peste*, d'Elizabeth Bourgeois, aux éditions Triomphes, *Petite Histoire de France*, de Jacques Bainville et Jean Tulard, aux éditions Valmonde, *Une histoire de France*, par Jean-François Chiappe, aux éditions Perrin, *La Montagne*, n° 0 pas voulu, de Saint-Loup, et, plus généralement, « un nombre étonnant de documents sur la Vendée et d'ouvrages publiés par des éditeurs proches de l'extrême droite ».

POUR LE PLURALISME

« Stupéfaits », une trentaine d'enseignants s'interrogent sur la provenance de ces livres et créent un collectif qui reçoit le soutien de plusieurs associations d'anciens résistants et de lutte contre le racisme. Une cinquantaine d'ouvrages sont retirés du CDI et placés dans le secrétariat du lycée. A la demande du recteur de l'académie de Versailles, Armand Pré-

mont, deux inspecteurs pédagogiques régionaux et un inspecteur général effectuent une enquête.

Au sein de l'établissement, l'affaire suscite une grande émotion, mais aussi une querelle sur la méthode employée par le collectif. Certains enseignants et administratifs regrettent que la presse locale ait été informée avant le proviseur et vont jusqu'à évoquer « une manipulation ». « On ne peut pas communiquer sainement avec l'administration », rétorque un enseignant. D'autres critiquent le fait que la liste des livres incriminés ait été élargie à tous les auteurs « de droite », de Jean-François Deniau à Alain Madelin en passant par Guy Sorman et Alain Peyrefitte. « Très émus par nos découvertes, nous avons tiré le CDI dans la précipitation, concède la documentaliste. Mais c'est cette masse d'ouvrages qui fait sens. Aucun livre d'une autre tendance politique n'est proposé dans la bibliothèque pour offrir un minimum de pluralisme ».

Pour toute réponse, le proviseur, Maysee Rigand, se défend de toute dérive raciste, faisant valoir « la présence de nombreux élèves d'origine étrangère ». Dans ce lycée d'enseignement général et professionnel, classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP), quelle drôle de conseil de discipline et nous avons de bons résultats au baccalauréat », affirme-t-elle.

Dans une lettre adressée au proviseur, le recteur souligne que « le fonctionnement du CDI doit être complètement revu ». « En ce qui concerne la politique d'achat, je recommande fermement que le critère fondamental de choix soit l'intérêt pédagogique à l'égard des élèves sur proposition des professeurs, étant rappelé que toute acquisition à caractère révisionniste, raciste ou contraire aux bonnes mœurs doit être prosaïque ». M. Frémont demande aussi que « les professeurs examinent les livres contestés ». « Ils pourront, le cas échéant, être définitivement retirés du CDI après avis du conseil d'administration de l'établissement ». La position du recteur ne satisfait que partiellement le collectif des enseignants et celui des élèves. « Qui est responsable de la commande de ces ouvrages ? », demandent-ils toujours.

Sandrine Blanchard

sanofi

Donner raison à la vie

Au cours de l'exercice, Sanofi :

- a connu une nouvelle croissance des ventes de ses grands médicaments internationaux, tant en direct qu'au travers de ses licenciés ;
- a poursuivi son effort de Recherche et notamment la fin des études cliniques sur deux grandes molécules au cours du premier semestre ;
- a enregistré un deuxième semestre satisfaisant dans le secteur Beauté en matière de rentabilité, dans un environnement toujours très difficile.

En millions de francs	1996	1995	VARIATION
Ventes	23 645	23 031	+ 3 %
Frais de Recherche	3 253	3 105	+ 5 %
Marge Opérationnelle	5 531	3 427	+ 5 %
Résultat Net	1 743	1 575	+ 11 %

AU NIVEAU DES ACTIVITÉS

Le secteur Santé a connu une progression de 5 % de son activité à 19,8 milliards de francs (à périmètre et change constants).

- L'activité pharmaceutique a poursuivi son développement dans toutes les zones géographiques, à l'exception des États-Unis du fait de la concurrence des génériques.
- Dans les Diagnostics, l'évolution des ventes (+ 4 %) a été freinée sur un marché très difficile.

Après prise en compte d'un effort de Recherche qui atteint 16 % du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle du secteur Santé s'établit à 3,696 milliards de francs (+ 5,5 %).

Dans la Beauté, le marché européen de la distribution sélective de luxe a souffert des conséquences du ralentissement général de la consommation.

Les ventes du secteur, sans lancement significatif nouveau, ont atteint 3,8 milliards de francs, en recul de 5 % à périmètre et change comparables.

Après un premier semestre en perte de 74 millions de francs, la marge opérationnelle du second semestre s'est rétablie pour atteindre un niveau proche de celui de la période correspondante de 1995. Sur l'ensemble de l'exercice, la marge opérationnelle est de 236 millions de francs contre 331 millions de francs en 1995.

La contribution des affiliés au résultat consolidé s'élève à 158 millions de francs contre 187 millions de francs en 1995.

Yves Rocher a connu une croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat net.

Nina Ricci, confrontée aux difficultés du secteur de la parfumerie de luxe, a enregistré un recul de ses ventes et de ses résultats.

Équilibres financiers et de bilan
La marge brute d'autofinancement est en croissance de 12 % sur 1995 à 3,1 milliards de francs.

Les investissements de l'exercice ont atteint 2,8 milliards de francs.

Le ratio d'endettement à fin 1996 s'établit à 11 % contre 13 % en 1995.

Résultat par action

Le bénéfice net par action est de 16,80 francs, en croissance de 8 % sur celui de 1995.

Croissance
satisfaisante
des résultats
+ 11 % en 1996

La contribution des affiliés au résultat consolidé s'élève à 158 millions de francs contre 187 millions de francs en 1995.

Yves Rocher a connu une croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat net.

Nina Ricci, confrontée aux difficultés du secteur de la parfumerie de luxe, a enregistré un recul de ses ventes et de ses résultats.

Équilibres financiers et de bilan

La marge brute d'autofinancement est en croissance de 12 % sur 1995 à 3,1 milliards de francs.

Les investissements de l'exercice ont atteint 2,8 milliards de francs.

Le ratio d'endettement à fin 1996 s'établit à 11 % contre 13 % en 1995.

Résultat par action

Le bénéfice net par action est de 16,80 francs, en croissance de 8 % sur celui de 1995.

Sanofi-Synthelabo

Sanofi-Synthelabo

Sanofi-Synthelabo

Sanofi-Synthelabo

Sanofi-Synthelabo

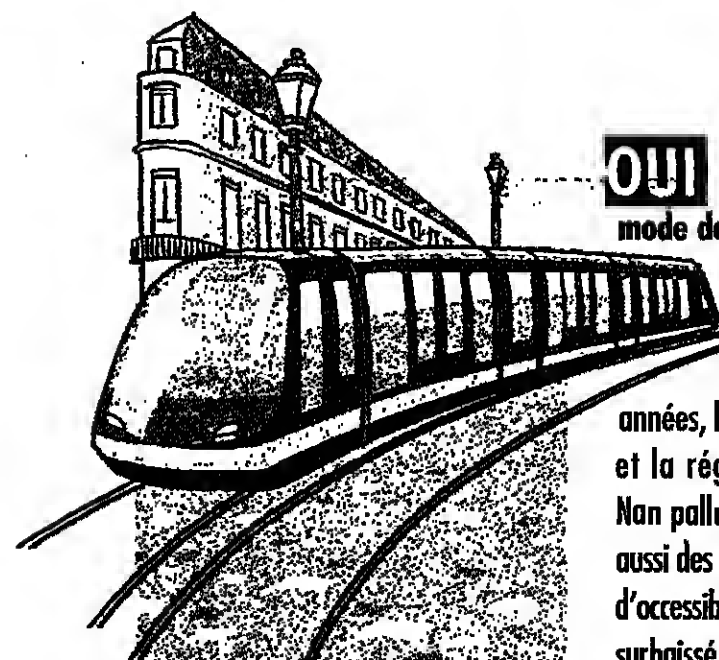
Sanofi-Synthelabo

Sanofi-Synthelabo



Oui au tramway !

Un mode de transport
au service d'un véritable projet urbain
pour la métropole bordelaise.



OUI à un tramway comme
mode de transport performant.

Grâce aux améliorations techniques dont il a bénéficié ces dernières années, le tramway garantit la rapidité et la régularité des déplacements. Non polluant et silencieux, il présente aussi des qualités de confort, d'espace et d'accessibilité à tous, grâce à un plancher surbaissé.

OUI à un projet urbain
qui intègre tous les modes
de déplacements

La Communauté Urbaine de Bordeaux s'engage dans un projet global d'amélioration des déplacements urbains qui facilitera la mobilité des habitants et l'accès aux différents pôles de l'agglomération. Il s'agit, à l'aube du XXI^e siècle de relancer les transports collectifs tout en jetant les bases d'une métropole moins encombrée et mieux desservie.

OUI à un système
de transport organisé en réseau

La desserte de différents secteurs de l'agglomération est conçue pour faciliter les déplacements des voyageurs grâce à des lignes indépendantes et des correspondances pratiques. En articulation avec l'ensemble des autres modes de transports urbains et péri-urbains, le tramway présente une souplesse d'exploitation adaptée à la croissance du trafic urbain.

OUI à la métropole
de demain

Le tramway associe la modernisation des transports collectifs et la qualité de la ville de l'an 2000. Son arrivée est porteuse d'opportunités d'aménagements et de mise en valeur des espaces publics.

OUI à la concertation
publique pour un projet d'envergure

Le tramway est l'épine dorsale d'un schéma des déplacements urbains communautaires, qui a fait l'objet d'une large concertation dans toutes les communes de l'agglomération et de nombreux conseils de quartiers.

Cette dernière se poursuivra dans les mois qui viennent, pour recueillir les avis et les suggestions de la population en vue de finaliser le projet du tracé.



BORDEAUX METROPOLE

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Photo : D. LE LANN

هكذا من الأهل

Henri Béhar
Dessins : Al Hirschfeld

Objectif Action directe

Il y a dix ans, des policiers d'élite donnaient l'assaut à une ferme du Loiret où se cachaient les assassins du PDG de Renault. Longtemps la chance avait souri à Jean-Marc Rouillan, leur chef. Retour sur une traque et ses dessous, qui sonna le glas du terrorisme à la française

La quatrième fois fut la bonne : le 21 février 1987, aux alentours de 20 heures, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Jodelle Aubron et Georges Cipriani étaient enfin arrêtés par les policiers du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), dans une ferme du Loiret, à Vitry-aux-Loges, à une vingtaine de kilomètres d'Orléans. Jean-Marc Rouillan avait maille à partir avec la justice depuis quinze bonnes années. Arrêté déjà à trois reprises, il avait chaque fois réussi à s'en sortir. Il ne le savait pas encore, mais, cette fois, la chance l'avait quitté. Il serait bientôt condamné à la détention à perpétuité.

L'arrestation du chef d'Action directe et de ses derniers fidèles fut annoncée à Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac, par un bref coup de téléphone, peu après 21 heures : « C'est d'as, monsieur le ministre. On les tient tous les quatre. Il n'y a aucun blessé. » Satisfait et soulagé, Charles Pasqua se tourna alors vers le planton : « Du champagne, et du meilleur ! Du Laurent-Perrier grand siècle ! » Tous les chefs de la police convoqués une heure plus tôt pour s'entendre annoncer l'imminence de l'opération se ruèrent sur les coupes.

Dès son arrivée Place Beauvau, en mars 1986, Charles Pasqua avait fait d'Action directe une cible prioritaire. Chef de la police mais, surtout, animateur d'un parti qui venait de porter Jacques Chirac à l'Hôtel Matignon, il désirait ardemment un succès qui puisse valoriser sa famille politique et symboliser la rupture avec l'ancienne majorité socialiste, volontiers qualifiée de laxiste par ses adversaires en matière de sécurité. Avec la vague d'attentats qui, à l'automne 1986, avait ensanglanté Paris, le ministre de l'Intérieur avait connu l'échec. Il lui fallait remonter la pente et il lui fallait s'en donner les moyens.

Son proche collaborateur, Philippe Massoni, fut bientôt bombardé directeur central des renseignements généraux avec pour tâche prioritaire la prise en charge d'Action directe. Des dizaines d'inspecteurs des renseignements généraux, placés sous les ordres du sous-directeur chargé de l'antiterrorisme, Claude Bardun, furent affectés à cet objectif exclusif. Hormis le coup de chance, les policiers ne pouvaient compter que sur le « tuyau » qui leur permettrait de remonter jusqu'à la cache où, depuis 1982, Action directe disparaissait ses coups accomplis. Des centaines de milliers de francs furent mis à la disposition des enquêteurs, pour leurs déplacements ou pour acheter d'éventuels renseignements. « Nous avions coffres ouverts », se souvient l'un d'eux, qui, avec ses collègues, démarcha des dizaines de sympathisants potentiels ou imaginaires d'Action directe, connaissances, anciens militants, anciens amis ou même anciens voisins, invités, par l'argent, la flagornerie, l'appel au civisme ou la menace à dire ce qu'ils pouvaient savoir. Quelques mois plus tard, le travail de fourmi paya : un informateur vendit — une fois l'affaire faite, il devait être payé un million de francs —, l'adresse de la ferme de Vitry-aux-Loges, où, pensait-il savoir, Jean-Marc Rouillan avait eu des habitudes.

Mais était-ce bien lui cet homme un peu enveloppé, vêtu d'un survêtement sombre, que des inspecteurs des renseignements généraux allaient aussitôt photographier au téleobjectif ? La comparaison avec d'autres clichés ne donnait pas de réponse certaine. Déguisé en chasseur, une nouvelle équipe fut aussitôt dépêchée sur les lieux. A peine arrivée, elle croisa dans un supermarché Nathalie Ménigon, son Caddie chargé de victuailles. On était le jeudi 19 février 1987 et, cette fois, aucun doute n'était permis : ce qui subsistait, encore en liberté,

du noyau fondateur d'Action directe était bien là. Moins de quarante-huit heures plus tard, les hommes du RAID investissaient la ferme, s'emparant de leurs « clients » sans tirer, ni encaisser un seul coup de feu. Dans la ferme, on retrouva des documents, mais aussi trente kilos d'explosifs, quatre-vingts détonateurs, du matériel d'écoute, des armes. Visiblement soulagé de n'avoir pas été tué, Jean-Marc Rouillan se livra à quelques fanfaronnades, assura qu'il était convaincu qu'il sortirait rapidement de prison en bénéficiant, comme les fois précédentes, d'une amnistie. Cette fois, il avait tort.

Jean-Marc Rouillan avait attiré pour la première fois l'attention de la justice française en 1973. Alors âgé de vingt et un ans, depuis quatre ans déjà militant libertaire du Mouvement ibérique de libération (MIL) en lutte contre la dictature franquiste, il avait été condamné par défaut, à Toulouse, à un an de prison pour vol, détention d'armes et de munitions, fal-

sification de documents administratifs. En même temps que lui, un militant espagnol, Salvador Puig Antich, avait été éclopé de six mois de prison. Quelques temps plus tard, au terme d'une fusillade qui coûta la vie à un policier, Salvador Puig Antich était arrêté en Espagne et

la police met alors en cause les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI) qui comptaient à leur actif l'enlèvement à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) d'un banquier espagnol, plusieurs hold-up pour financer leurs activités et quelques plast-

Les enquêteurs démarchèrent des dizaines de connaissances, anciens militants, anciens amis ou même anciens voisins, invités, par l'argent, la flagornerie, l'appel au civisme ou la menace, à dire ce qu'ils pouvaient savoir

condamné à mort. Les dizaines de milliers de manifestants qui défilèrent dans toute l'Europe ne purent arracher au gillot, le 2 mars 1974, l'un des derniers suppliciés du franquisme.

Quelques mois après la mort de son ami, Jean-Marc Rouillan est arrêté à Paris au volant d'une voiture lourdement chargée d'armes.

cages béniés contre des poteaux électriques ou des voitures dans le Sud-Ouest. Déféré devant la Cour de sûreté de l'Etat, Jean-Marc Rouillan restera en prison jusqu'en mai 1977, avant d'être libéré, sans avoir été jugé, au terme d'un embrouillamini judiciaire particulièrement touffu.

Sur les franges d'une extrême

gauche qui a bien du mal à contraindre ses surenchères violentes, le mouvement autonome prospère. Jean-Marc Rouillan, qui a rencontré Nathalie Ménigon, va s'y fonder et y recruter une poignée de jeunes militants plus formés à la confrontation physique qu'au débat théorique. Action directe est née, avec pour seule ambition de faire ce que son sigle proclame : de l'action directe.

Les policiers ne seront pas longs à repartir sur les traces de cette vieille connaissance qu'est devenu l'ancien militant des GARI. En 1979, il a été brièvement interpellé à Paris, dans un appartement de la rue de Bellefond où les enquêteurs mettaient la main sur une arme. Une fois encore, il a été relâché, profitant, sans le savoir, de la présence à ses côtés d'un indicateur des renseignements généraux qu'on ne peut, sans éveiller les soupçons, remettre seul en liberté. Mais le 16 septembre 1979 puis le 18 mars 1980, Action directe revendique le mitraillage du ministère du travail et celui du ministère de la coopération. On

suspecte Jean-Marc Rouillan d'en avoir été. Petit à petit, il accède aux honneurs grisants du terroriste le plus recherché de France.

Les policiers des Renseignements généraux qui sont chargés de la traque vont le mener à la vaine : celle qui lui fait croire que le célèbre Carlin désire le rencontrer... pour organiser avec son aide un attentat contre le barrage d'Assouan, en Egypte. A l'origine de ce grossier subterfuge, il y a un informateur, Gabriel Chahine, cinéaste qui trafique dans le sillage des autonomes. Lorsque, attiré par l'argent, il a exposé son plan aux policiers, ceux-ci ont en du mal à croire que le stratagème pourrait marcher. Chahine a insisté et la supercherie s'est mise en place.

En printemps 1980, tout ce que la direction centrale des Renseignements généraux compte de policiers arabophones est mobilisé dans une villa des environs de Deauville où doit avoir lieu un premier contact avec Action directe. Sur la table traînent négligemment des paquets de cigarettes égyptiennes à côté de journaux arabes. Avec plus ou moins de bonheur, les inspecteurs affichent une élégance résolument proche-orientale. Arrive alors Jodelle Aubron, envoyée en reconnaissance par Jean-Marc Rouillan et que les policiers n'avaient, jusqu'alors, jamais croisée. On décide de se revoir. Il faudra encore plusieurs semaines et quelques échos de complaisance qui, dans la presse, indiquent que les services secrets français ont averti les autorités du probable passage à Paris de Carlos, pour que Rouillan, méfiant mais séduit, accepte de venir au rendez-vous que lui tendent les policiers.

Le 13 septembre 1980, lorsqu'il sonne à la porte d'un appartement de la rue Pergolèse, dans le 16^e arrondissement de Paris, c'est un policier qui lui ouvre, arme à la main, tandis qu'un autre, derrière lui, lui coupe toute retraite. Jean-Marc Rouillan se laissera arrêter sans résistance ; Nathalie Ménigon, qui l'attend au bas de l'immeuble, fera plus de difficultés en tirant sur les policiers qui tentent de l'interpeller. Dix-huit mois après sa création, Action directe paraît définitivement démantelée.

En réalité, il ne s'agit que de la fin d'une époque. Quelques mois après son arrestation, Jean-Marc Rouillan est à nouveau libre, bénéficiaire d'une loi d'amnistie consécutive à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Après quelques vaines tentatives de militantisme ordinaire, il plonge rapidement dans une sanglante clandestinité, Nathalie Ménigon à ses côtés et dont il ne se séparera plus. La cavale durera près de cinq ans, laissant derrière elle une traînée de victimes. Parmi elles, Gabriel Chahine, dont l'ingéniosité et la trahison avaient permis l'arrestation de Rouillan rue Pergolèse et qui, en 1982, fut abattu sur son palier de deux coups de fusil. Son assassin n'a jamais été retrouvé.

Georges Marion



Ci-dessus : Jean-Marc Rouillan. Ci-contre : la première arrestation de Nathalie Ménigon, le 13 septembre 1980, rue Pergolèse, à Paris. Elle vient de tirer sur les policiers qui la ceinturent. A gauche, Jean-Pierre Pochon, aujourd'hui directeur des Renseignements généraux parisiens. Ci-dessous : la ferme de Vitry-aux-Loges, où se cachaient en 1987 les membres d'Action directe.



De la dérive libertaire à l'assassinat planifié

LORSQUE Jean-Marc Rouillan est arrêté rue Pergolèse, à Paris (16^e), en septembre 1980, Action directe a à son actif une bonne vingtaine d'attentats contre des bâtiments tels que le siège du CNRP, des sociétés immobilières, des ministères, des firmes d'informatique. Les bâtiments ont parfois été aspergés de balles, mais, tout compte fait, les résultats sont plus spectaculaires que dangereux. Action directe ne paraît pas vouloir dépasser un certain niveau de violence symbolique.

Il en ira autrement après la libération, en août 1981, de Jean-Marc Rouillan. Celle-ci déclenche une tempête de protestations dans les rangs de la droite, qui stigmatise le « laxisme » de ses adversaires, évoquant même de troubles compliqués entre le chef d'Action directe et le nouveau pouvoir, socialiste. En réalité, ce dernier est « coincé ». Installé trois mois plus tôt à l'Élysée, François Mitterrand n'a fait que signer la loi d'amnistie d'usage. On a pris soin d'en exclure certaines infractions, mais Rouillan,

qui n'a jamais été définitivement condamné, même s'il a déjà connu la prison, ne tombe dans aucune de ces exceptions.

Il n'en va pas de même pour Nathalie Ménigon, qui, pour avoir tiré sur les policiers lors de son arrestation de 1980 — pour ces faits, elle ne sera jugée qu'en 1988 et condamnée à douze ans de réclusion —, devait théoriquement rester en prison. Mais, après une grève de la faim de vingt jours, un juge, en septembre 1981, rend en sa faveur une ordonnance de mise en liberté contre laquelle le parquet ne fait pas appel. Le nouveau gouvernement pense alors que l'apaisement est préférable aux rigueurs de la loi.

La suite va lui montrer son erreur. Durant la première période, l'informaticien, l'immobilier et les ministères liés aux activités du travail salarié constituaient les premières cibles du groupe, bien dans la tradition libertaire, qui est celle de Jean-Marc Rouillan. Au cours de la seconde période, Action directe réoriente ses choix vers des cibles

plus nettement « anti-impérialistes ». A l'origine d'obédience anarchiste, le groupe va bientôt se définir comme « communiste révolutionnaire », accompagnant cette conversion de longs et indigestes pathos planétaires censés justifier son action. Entre mai 1982 et décembre 1986, Action directe commet à Paris et dans la région parisienne une vingtaine d'attentats contre des objections liées à la politique internationale, aux activités de défense ou au grand patronat à vocation multinationale.

SAUT « QUALITATIF »
Surtout, un pas est franchi : celui de l'assassinat planifié. Le 25 janvier 1985, l'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, est tué devant son domicile de huit balles de calibre TL43 : le 17 novembre 1986, Georges Besse, PDG de la régie Renault, est assassiné à son tour, devant son domicile également. Entre ces deux meurtres, il y a eu une tentative contre Henri Blandin,

contrôleur général des armées, et contre Guy Brama, vice-président du CNRP. Ce saut « qualitatif » accompagne le rapprochement d'Action directe avec la Fraction armée rouge allemande, vieille habituée des homicides et des attentats sanglants, et avec des éléments de l'autonomie italienne qui, de longue date, se livrent à des attaques à main armée pour financer leur survie. Action directe ne sera pas en reste. De 1980 à 1987, plusieurs banques, à Paris comme dans la région lyonnaise, seront l'objet de hold-up à main armée qui coûteront la vie de policiers ou de témoins de passage.

Après les arrestations dans la ferme de Vitry-aux-Loges comme, plus tard, lors des arrestations des membres du groupe lyonnais, les policiers découvriront des listes comportant des dizaines de noms dans le monde de l'industrie, de l'administration et de la politique. Certains avaient déjà fait l'objet de repérages fort précis.

G. M.

هكذا من الأهل

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

RESTAURATION McDonald's lance une campagne-choc aux Etats-Unis en annonçant qu'il va réduire, dans 55 jours, à près d'un quart le prix de son produit vedette, le Big

Mac. Il coûtera 55 cents au lieu de 1,90 dollar environ. ● LA SITUATION du géant américain du fast-food, qui regroupe 12 200 restaurants aux Etats-Unis, est loin d'être catastro-

phique : ses ventes ont totalisé l'an dernier 31,8 milliards de dollars, soit une progression par rapport aux 29,9 milliards de 1995. ● LA CONCURRENCE s'est pourtant ren-

forcée. Burger King, qui offre depuis trois ans le Whopper, équivalent du Big Mac, à 99 cents, a progressé plus vite, en particulier sur le créneau du petit déjeuner.

● L'ARCH DELUXE, produit plus cher (2,19 dollars), lancé par McDo en mai 1996, n'a eu de luxueux que son coût de lancement (100 millions de dollars). Il s'est révélé un échec.

McDonald's casse le prix du Big Mac aux Etats-Unis

Le géant américain, qui cherche à redresser son image de marque, ne vendra plus que 55 cents son produit vedette. Mais à condition que le client achète aussi des frites et une boisson, à la marge confortable. Cette stratégie subtile plaît aux consommateurs mais inquiète les boursiers

NEW YORK

de notre correspondante
Big Mac contre Whopper. Entre McDonald's, le géant mondial de la restauration rapide, et le numéro deux Burger King, la guerre des prix est déclarée après l'annonce, vendredi 28 février par McDonald's, d'une campagne-choc aux Etats-Unis qui va réduire de près d'un quart le prix de son produit vedette, le Big Mac. Les consommateurs se réjouissent. Les boursiers moins.

Sur le marché du hamburger, la nouvelle du plan de McDonald's, lâchée mercredi par le *Wall Street Journal* à la suite d'une indiscretion, a fait l'effet d'une bombe. Les résultats de la consultation des 2 700 franchisés de la firme, menée jeudi et vendredi par le biais de réunions régionales, étaient attendus avec

impatience, tandis que le cours des actions des plus grandes chaînes de restauration rapide accusait le coup devant le spectre d'une guerre des prix. De mercredi à vendredi, la valeur des actions de McDonald's a perdu 2,5 milliards de dollars.

La nouvelle campagne de McDonald's, dont le siège, à Oak Brook près de Chicago, a fini par fournir les détails vendredi soir après avoir arraché l'accord de ses franchisés, est placée sous le signe du chiffre 55, qui correspond à l'année de la naissance de McDonald's. Dans 55 jours, les restaurants de la chaîne commenceront à offrir le Big Mac à 55 cents (il est actuellement vendu entre 1,90 et 1,99 dollar), à condition qu'il soit acheté avec une portion de frites et une boisson. La compagnie prévoit une rotation du produit soumis à la promotion de 55 cents, vraisemblablement chaque mois : après le Big Mac, qui retrouvera son prix de vente antérieur, ce sera le tour d'une autre variante de hamburger ou de sandwich de profiter du rabais.

restaurants sur le marché américain. Burger King qui, avec 6 900 établissements aux Etats-Unis, offre depuis trois ans le Whopper, équivalent du Big Mac, à 99 cents, a progressé plus vite, en particulier sur le créneau du petit déjeuner. McDonald's, jugent plusieurs analystes, traverse une crise d'identité en recherchant l'équilibre entre les goûts des enfants et ceux des parents, ses premiers clients, dont l'enthousiasme pour la « junk food » a faibli.

Dans un message aux franchisés, le nouveau patron de McDonald's USA, Jack Greenberg, avertissait récemment que les ventes accusaient une baisse de 3,5 % cette année si l'on ne renversait pas la vapeur. La stratégie qu'il a choisie, une action radicale sur les prix, rompt brutalement avec celle de son prédécesseur qui avait, lui, misé sur les nouveaux produits et avait lancé en mai dernier l'Arch Deluxe,

un hamburger comparativement cher (2,19 dollars), agrémenté d'un pain théoriquement plus raffiné, d'une tranche de bacon, de laitue et de tomate, et supposé attirer la clientèle adulte, plus exigeante que les enfants.

Les consommateurs européens n'auront peut-être jamais l'occasion de goûter ce sandwich, tant son succès a été médiocre. De l'avis général des analystes, l'Arch Deluxe, qui n'a eu de luxueux que son coût de lancement (100 millions de dollars), s'est révélé un flop total.

Dès jeudi, Burger King et Wendy's ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de baisser leurs prix. Leur sera-t-il possible de maintenir cette position ? Tout dépendra de la réaction des consommateurs. S'ils se précipitent en masse chez McDonald's, ils ne pourront sans doute pas éviter de répliquer dans la guerre des prix, aussitôt baptisée « McWar » par les tabloïds new-

yorkais. Mais casser les prix est une tactique risquée, comme l'a montré l'expérience de Taco Bell, le « fast-food tex-mex », le premier à offrir des produits pilotes à 99 cents en 1989 : la baisse des tarifs lui a permis d'attirer des consommateurs mais a réduit ses marges bénéficiaires. C'est bien ce que craignent un bon nombre de franchisés de McDonald's, dont certains, sur la côte ouest, ont récemment refusé de mettre en œuvre une campagne de promotion sur l'un des produits, le Chicken McNugget (poulet frit).

LE DÉFI DE LA QUALITÉ

En réalité, le plan de McDonald's est plus subtil qu'il n'y paraît : de la « campagne 55 », le consommateur va essentiellement retenir qu'il peut désormais acheter pour 55 cents, chez McDonald's, le Big Mac qu'il payait jusque-là près de trois fois plus cher, ou qu'il paierait pratiquement deux fois plus cher chez Bur-

ger King. Il va donc, au moins à court terme, être attiré par l'offre. Mais ce hamburger à 55 cents, il ne peut l'avoir que s'il achète aussi une portion de frites et une boisson, qui se trouvent être les produits sur lesquels la marge bénéficiaire est la plus importante. De plus, plusieurs experts rappellent que l'introduction, il y a six ans, de la formule de l'« Extra Value Meal » à un prix forfaitaire s'est soldée par un gros succès.

Pour Peter Oakes, analyste à Merrill Lynch, M. Greenberg a pris la décision qui s'imposait. Le malaise de McDonald's sur le marché américain avait été sous-estimé et il était impératif de faire quelque chose. A long terme cependant, estime-t-il, cette mesure est insuffisante : le vrai défi à relever est celui de la qualité... « et cela prend du temps ».

Sylvie Kauffmann

Des investisseurs circonspects

L'approbation par la majorité des franchisés américains de McDonald's, première chaîne mondiale de restauration rapide, du nouveau programme de promotion, prévoyant une importante baisse du prix du Big Mac, n'a eu qu'une faible incidence sur le cours boursier de l'entreprise. Après l'annonce du lancement de sa « campagne 55 », l'action a perdu 3,6 % pour terminer vendredi à 43,25 dollars. McDonald's a entraîné dans son sillage les titres des autres firmes du secteur : Wendy's a perdu vendredi 1,5 dollar à 20,75 dollars et, à Londres, Grand Met propriétaire de Burger King, a perdu 16,5 pences à 460,5 pences à la Bourse de Londres.

Depuis le début de l'année, le titre du géant du fast-food affiche un repli de 4,67 %, alors que la Bourse de New York affiche sur la même période un galo de 6,66 %.

55 SECONDES EN SUSPENS

Le sort d'une autre formule « 55 » envisagée, consistant à promettre un repas gratuit à toute personne non servie en 55 secondes, semble avoir été laissée en suspens, du moins pour l'instant, en raison des difficultés de mise en œuvre et des réticences des franchisés.

Pour McDonald's, qui n'avait jamais taillé aussi à vif dans les prix, il s'agit de frapper un grand coup pour reprendre les parts du marché américain que commencent à grignoter son principal concurrent, Burger King, propriété du groupe britannique Grand Metropolitan, et les petites chaînes de restauration rapide en multiplication. La situation du géant américain, qui regroupe 12 200 restaurants aux Etats-Unis, est loin d'être catastrophique : ses ventes ont totalisé l'an dernier 31,8 milliards de dollars, soit une progression par rapport aux 29,9 milliards de 1995. Mais cette progression a été due en grande partie à l'ouverture de plus de 700

Alcatel veut construire un réseau de télécoms par satellite

LE GROUPE FRANÇAIS Alcatel Alsthom se lance dans la bataille des réseaux de télécommunications spatiaux. Sa filiale Alcatel Espace compte fournir, à partir de 2001, des services de communication de la voix, des données et des images à haut débit et interactifs à l'échelle de la planète, grâce à un réseau de soixante-quatre satellites en orbite basse baptisé « Skybridge ».

Alcatel Espace a déposé, vendredi 28 février, une demande auprès de la Commission fédérale américaine des communications (FCC), qui délivre au niveau mondial les licences d'utilisation de fréquences. Cette demande porte sur les segments spatial et sol du système. Les demandes d'autorisation pour la commercialisation des services seront déposées plus tard dans les différents pays visés.

Compte tenu du coût de son système (3,5 milliards de dollars, soit près de 20 milliards de francs), Alcatel envisage une combinaison d'émission d'actions et d'emprunts. Le groupe français souligne aussi qu'il « entend des discussions avec des industriels des domaines spatial, télécommunications et informatique » en vue de partenariats. La banque JP Morgan a été chargée de trouver un partenaire financier, Alcatel entendant rester majoritaire dans son projet.

Celui-ci se pose en rival direct de Teledesic, lui-même projet des groupes américains de logiciels Microsoft et de téléphone Mc Caw. Qualifié par ces initiateurs de « réseau Internet dans le ciel », ce dernier, dont le coût serait de 9 milliards de dollars (quelque

49,5 milliards de francs), vise à placer 840 satellites en orbite basse, pour une entrée en service en 2002.

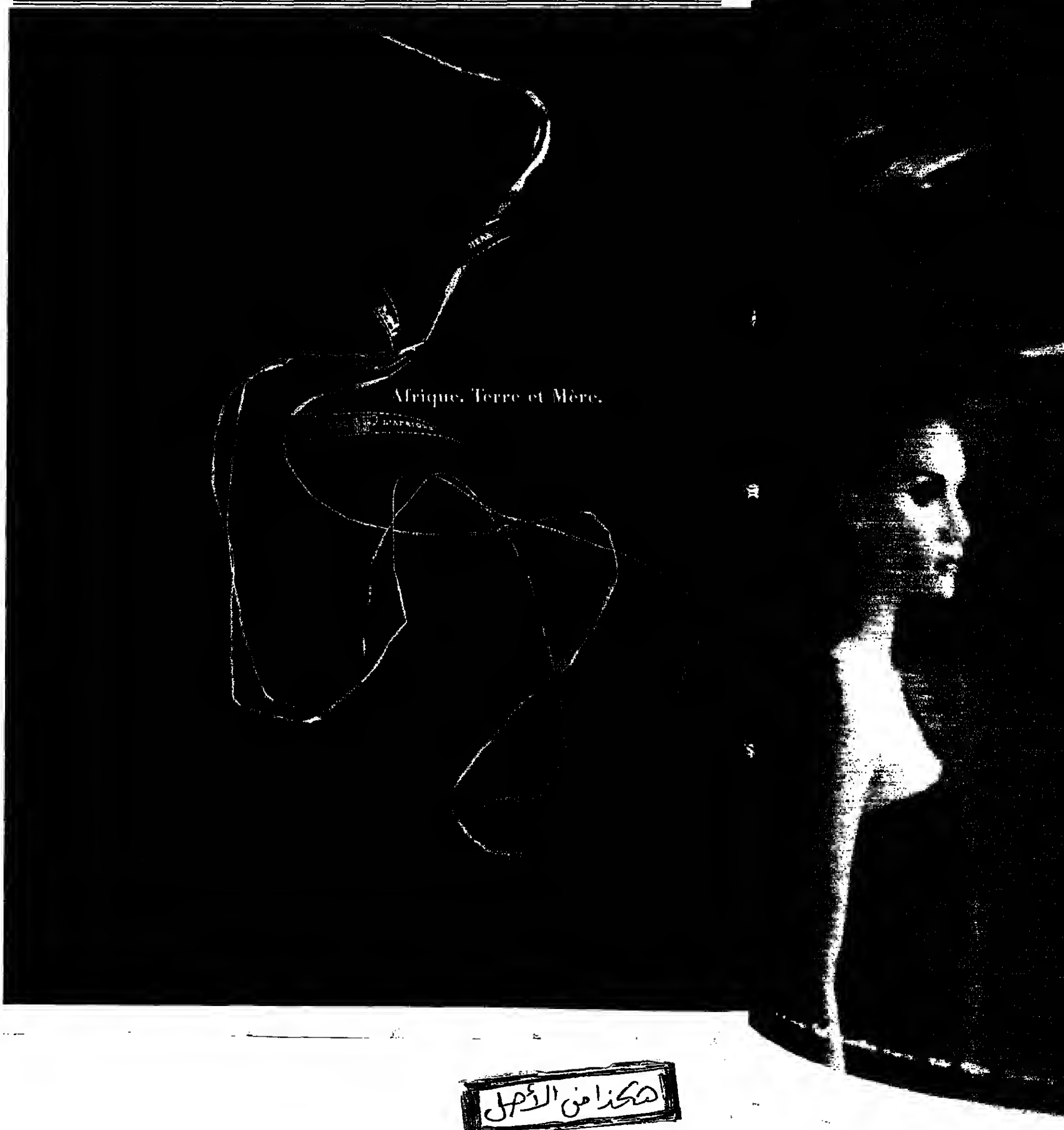
Le fabricant américain d'équipements de télécommunications Motorola a également annoncé sa volonté de mettre en place un réseau de soixante-douze satellites, baptisé « M-Star », capable de véhiculer, à partir de l'an 2000, voix, données et images. Le coût de ce projet est estimé à plus de 6 milliards de dollars (33 milliards de francs).

UN MARCHÉ PORTEUR

Plusieurs autres projets, plus centrés sur des services de téléphonie mobile à l'échelle du globe, existent également. Le premier à avoir été lancé est « Iridium ». Conduit par Motorola et associant dix-sept autres investisseurs, il représente un investissement de 3,6 milliards de dollars. Les premiers des soixante-six satellites doivent être lancés cette année pour une entrée en service en 1998. Les lancements ont cependant été retardés. Les sociétés TRW (projet « Odyssey »), Qualcomm et Loral (« Globalstar ») ou ICO Global Communications ont également des projets similaires.

Le marché potentiel des services voix-données mobiles par satellite est évalué à huit millions d'abonnés à l'horizon 2002 par la société d'études britannique Ovum. A cette date, le chiffre d'affaires généré pourrait représenter 8,5 milliards de dollars, dont 3,7 milliards pour les opérateurs et 3,3 milliards pour les fabricants de terminaux.

Ph. L. C.



سكنا من الأهل

Mercedes garantit les emplois en Allemagne jusqu'à la fin de l'an 2000

En échange, les syndicats ont accepté de réduire leurs exigences salariales et de renoncer à certaines primes selon l'accord conclu en comité d'entreprise

COLOGNE

La direction et le conseil central d'entreprise de Mercedes ont signé, vendredi 28 février à Stuttgart, un « pacte pour l'emploi » qui garantit le maintien de 134 000 salariés allemands jusqu'au 31 décembre 2000. En échange, les syndicats ont accepté de réduire leurs exigences salariales afin de permettre au groupe de réaliser des économies. Les augmentations se feront désormais sur la base des salaires minimaux en vigueur dans la branche et non plus en fonction d'une rémunération interne, en général supérieure. La prochaine hausse devrait donc être de 1,35 %, au lieu de 1,5 % initialement prévu. Le personnel devra, en outre, renoncer à certaines primes versées pour le travail du samedi ou les changements d'équipes. La direction du groupe s'est enfin engagée à embaucher l'ensemble des apprentis formés chaque année pendant quatre ans (soit 2 000 personnes).

C'est la première fois qu'une entreprise de la taille de Mercedes

signe un « pacte » de ce type. Auparavant, certaines PME s'y étaient essayées pour compenser les faiblesses du site industriel allemand. Pour Mercedes, qui n'a pas indiqué le volume des économies effectuées, il s'agit d'une deuxième étape, car quelques-unes de ses usines avaient déjà négocié de tels programmes.

ÉVITER LA DÉLOCALISATION

Selon Karl Feuerstein, le président du conseil d'entreprise qui représente les salariés, l'accord montre qu'il est également possible de produire en Allemagne à des coûts compétitifs et d'éviter la délocalisation des emplacements à l'étranger. Pour la direction, ce plan va permettre de résister à la concurrence croissante sur le terrain des voitures particulières. La prochaine étape sera de concevoir un nouveau système de rémunérations qui prenne davantage en compte les performances individuelles et les résultats de l'entreprise.

La réussite actuelle du constructeur allemand (72 milliards de

deutsche marks de chiffre d'affaires pour un bénéfice net de 2,3 milliards en 1995) lui donne les moyens de gérer en douceur ses objectifs. La marque, symbole de la robustesse et du confort, du « made in Germany », gagne des parts de marché en Allemagne comme à l'étranger, après le redressement opéré sous l'égide de son ancien dirigeant, Helmut Werner. Les derniers modèles, comme la classe E, ont vite trouvé leur public dans un contexte où les constructeurs allemands retrouvent confiance et collectionnent les succès à l'exportation.

Mercedes a, de plus, beaucoup investi à l'étranger ces dernières années, notamment dans les usines de la future Smart en France et de la classe M aux États-Unis. Cette stratégie s'est accompagnée d'une réduction importante des effectifs allemands : en 1993, la marque à l'étoile employait 160 000 personnes en Allemagne. Le nouveau « pacte pour l'emploi » devrait enrayer cette tendance.

Philippe Ricard

Le gouvernement belge veut s'opposer à la fermeture de Renault-Vilvorde

M. Schweitzer est convoqué par le président du gouvernement flamand

L'émoi est vif en Belgique après l'annonce de la fermeture, au mois de juillet 1997, de l'usine de Renault à Vilvorde. Les salariés occupent les lieux et gardent les

stocks de véhicules. Le président du gouvernement flamand, Luc Van Den Brande a « convoqué » Louis Schweitzer, PDG de Renault, samedi 1^{er} mars.

L'ÉMOTION provoquée par l'annonce de la fermeture, au mois de juillet 1997, de l'usine d'assemblage de Renault à Vilvorde, (*Le Monde* du 1^{er} mars) ne s'est pas apaisée, loin de là, en Belgique. En attendant une manifestation, prévue à Bruxelles pour lundi, les salariés occupent l'usine et veillent à ce que les stocks de véhicules produits par l'entreprise et qu'ils considèrent comme leur « trésor de guerre » ne quittent pas les lieux. On signale d'autre part, chez quelques concessionnaires Renault de Bruxelles, des annulations spontanées de commandes de véhicules, sans qu'un appel au boycott n'ait été lancé, ni par les syndicats ni par les associations de consommateurs. A Anvers, les organisateurs d'un festival de musique ont renoncé au parrainage de la firme française par solidarité avec les travailleurs de Vilvorde.

Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, a pris contact vendredi 28 février avec son homologue français Alain Juppé, qui lui a manifesté sa sympathie, mais lui a laissé peu d'espoir sur sa capacité à

faire revenir sur leur décision les dirigeants d'une entreprise désormais « autonome ». Le président du gouvernement flamand, Luc Van Den Brande, a convoqué ce même jour l'ambassadeur de France en Belgique, Jacques Bernière, pour lui manifester son mécontentement à propos du comportement de Renault, qualifié de « pratiques de mauvais voisinage ».

Le ministre président flamand a également « convoqué » Louis Schweitzer, PDG de Renault, qui devait se rendre, samedi 1^{er} mars à cette invitation impérieuse.

« LA BOURSE CONTRE L'EMPLOI » En attendant, M. Dehaene a demandé à son ministre des affaires sociales, M^{me} Miel Smet, d'examiner si Renault n'a pas enfreint les règles de droit international et communautaire concernant les licenciements collectifs, notamment l'obligation faite par la directive de l'Union européenne du 22 septembre 1994 concernant l'institution de comités d'entreprises européens pour les multinationales opérant dans plusieurs États de la communauté.

On s'interroge toujours, en Belgique, sur les raisons du choix de Vilvorde pour être sacrifié sur l'autel de la réduction des capacités de production du constructeur français. L'unité est jugée compétitive et performante, de l'aveu même des dirigeants de Renault. En outre, le groupe français se plaint de l'âge élevé de ses ouvriers par rapport à ses concurrents mais, paradoxalement, l'usine flamande a un personnel de trente-sept ans de moyenne d'âge. Du même coup, il sera difficile d'utiliser le biais des préretraites pour rendre effectifs les départs annoncés.

La Commission européenne, de son côté, va ouvrir une enquête sur la fermeture de l'usine Renault, a annoncé vendredi un des ses porte-parole. Le commissaire européen chargé de l'emploi et des affaires sociales, Pádraig Flynn, qui s'est dit « très préoccupé » par cette affaire, souhaite vérifier si Renault a respecté la législation européenne en

matière de licenciements collectifs et de conseil d'entreprise européen. Toutefois, la Commission ne dispose pas de pouvoirs de sanction propre dans ce domaine.

En France, la CGT du groupe a appelé vendredi 28 février « à la mobilisation et à la désobéissance sociale », face à « la stratégie de casse de la direction ». « La direction de Renault vient de faire le choix de la Bourse contre l'emploi », s'indigne la CGT dans un communiqué, pour qui « l'annonce de la fermeture de l'usine Renault en Belgique est sans aucun doute la première annonce d'une restructuration d'ensemble des sites et des suppressions d'emplois au niveau du groupe ».

Selon le syndicat, « seule compte la volonté des milieux financiers et du "Dieu CAC 40", comme en témoigne la progression de 4,9 % de l'action Renault à la Bourse dès hier ». « Nous apportons notre plein soutien aux salariés belges », ajoute le syndicat, qui estime que, « face aux tentatives de la direction d'opposer les salariés entre eux, que ce soit en France ou hors des frontières, l'heure est bien aux convergences des luttes ».

Mercredi, les syndicats CGT et CFDT de Renault Cléon avaient appelé les personnels de production à des débrayages par équipe pour dénoncer le « plan de flexibilité » que la direction souhaite mettre en place le 1^{er} avril prochain.

Anne-Marie Rocco
et Luc Rozenzweig
(à Bruxelles)

■ FASA-RENAULT : la filiale de Renault en Espagne a enregistré en 1996 une perte nette de 4,1 milliards de pesetas (164 millions de francs), contre un bénéfice net de 1,7 milliard en 1995. Le chiffre d'affaires a atteint 716,5 milliards de pesetas, en hausse de 6,8 % par rapport à 1995, dont 65 % à l'exportation, précise un communiqué publié vendredi 28 février par le groupe. En 1996, les usines Renault en Espagne ont produit 355 667 véhicules, en repli de 1,5 % par rapport à l'année précédente.

La Cana prévoit de créer quatre cents emplois grâce à la loi Robien

NANTES

La Cana étudie la création de 400 emplois en un an grâce à la loi Robien. La coopérative agroalimentaire, basée à Ancenis, en Loire-Atlantique, emploie actuellement 3 600 personnes. Présente dans le lait, la viande bovine et la volaille, la Cana réalise un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de francs, avec un résultat net qui sera pour 1996 supérieur aux 30 millions dégagés en 1995. Sa direction a accepté les deux exigences principales des syndicats CFDT et CGC : l'accord est négocié pour l'ensemble du groupe et non filiale par filiale.

Toutes les activités et tous les établissements seront donc a priori concernés par les créations d'emplois. Surtout, les salaires seront maintenus alors que les horaires passeront de 39 heures à 35 heures par semaine. Le coût général de cet accord devrait représenter environ 3 % de la masse salariale.

IMAGE SOCIALE

Il reste à négocier l'annualisation du temps de travail, que veut instaurer la direction afin de supprimer le paiement des heures supplémentaires, et à fixer le cadre des négociations salariales pour les années à venir sur une base de 35 heures payées et non de 39. L'accord devrait être finalisé dans les prochaines semaines, estime la direction et les syndicats. « Il n'y a aucune exigence technique ou commerciale, liée à une saisonnalité des demandes de la clientèle ou à une baisse d'activité dans une des branches. C'est un pari issu de la culture coopérative de la Cana qui

met la dimension humaine de l'entreprise au premier plan », indique René Robert, chargé de la communication de ce groupe, qui se prévaut par ailleurs de la création de 256 emplois depuis deux ans.

La coopérative agroalimentaire a mis en œuvre cette prévision d'accord pour faire de son image sociale un atout au moment où se joue le rachat de la société Idéa. Basée à Villers-en-Bocage dans le Calvados, Idéa réalise 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la viande et la charcuterie. Placée en redressement judiciaire, son sort sera arrêté par le tribunal de commerce de Caen le 19 mars.

Candidate à la reprise de l'activité viande, qui emploie 700 personnes et représente 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, la Cana prévoit cette fois d'utiliser le volet défensif de la loi Robien. « Nous pourrions ainsi sauver 60 des 160 emplois menacés par la restructuration de cette activité, et reclasser les 100 autres au sein de la Cana grâce à l'accord offensif en négociation », indique René Robert.

La Cana espère ainsi être mieux perçue des salariés d'Idéa, qui ont voté en faveur du plan de reprise proposé par Bigard-Arcadie. Socopa et Brocéliande sont aussi candidates au rachat, la première de l'activité viande, la seconde de la charcuterie d'Idéa. « La prévision de création de 400 emplois grâce à la loi Robien arrive au moment opportun pour nous, reconnaît le représentant de la Cana, mais ce n'est pas de l'appartenance. L'accord sera mis en œuvre qu'il y ait ou non reprise d'Idéa. »

Adrien Favreau

Sac de voyage "Duo" en cuir noir et blanc. Robie "Duo" en cuir noir et blanc. Robie "Duo" en cuir noir et blanc.

La banque Pallas-Stern est mise en liquidation après vingt mois d'atermoiements

La mort d'une banque est une décision extraordinaire en France

Vendredi 28 février, la banque Pallas-Stern et sa maison-mère, la Comipar, ont été mises en liquidation judiciaire, Jean-Pierre Mattei, le pré-

sident du tribunal de commerce de Paris (TCP), n'étant pas parvenu à éviter cette « faillite du siècle dans le secteur bancaire privé français ».

Aucun des plans présentés par les repreneurs potentiels (MAAF, Edouard Stern et Daifwa-Goldman Sachs) n'ont été retenus.

LE RIDEAU vient de tomber définitivement sur l'aventure de Gérard Eskenazi, commencée il y a six ans, en janvier 1991, lorsque l'ancien directeur général de Paribas, figure emblématique de la finance parisienne, se relance dans les affaires en créant la société de participations Comipar, avec 2 milliards en poche. A la fin de la même année, la holding se rapproche de Pallas Holding, créée par une autre figure de la finance, ami de longue date de M. Eskenazi, Pierre Moussa. Pallas Holding détient la banque Pallas France qui, après fusion avec la banque Stern, devient la banque Pallas Stern. Comipar a le tour de table le plus mondial de Paris. Gérard Eskenazi a la totale confiance de ses pairs. Il se sent intouchable.

L'immobilier, le changement de présidents de ses actionnaires principaux, Elf Aquitaine et les AGF en tête, le sursaut de la Commission bancaire et la lassitude du tribunal de commerce ont fait voler en éclats l'un des derniers bastions du capitalisme flamboyant. L'endettement de la banque atteint 3,5 milliards de francs, son passif final est de l'ordre de 12,5 milliards. Ses actifs ne s'élèvent, eux, qu'à près de 6 milliards de francs.

Vendredi 28 février, la banque Pallas Stern et sa maison-mère, Comipar, ont été mises en liquidation judiciaire, Jean-Pierre Mattei, le président du tribunal de commerce de Paris (TCP), n'étant pas parvenu à éviter cette « faillite du siècle dans le secteur bancaire privé français ». La justice s'est prononcée en ménageant ses efforts pour tenter de sauver l'établissement, mis en redresse-

Les étapes d'une faillite

● **Décembre 1993** : BPS transfère dans des filiales de sa maison-mère Comipar 3,5 milliards d'actifs immobiliers et lui accorde un crédit d'un montant similaire, ne respectant plus de ce fait le ratio de division des risques.

● **Janvier 1995** : la commission bancaire somme BPS de régulariser sa situation prudentielle. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la banque de France, tente en vain de faire jouer l'article 52 de la loi bancaire auprès des actionnaires de Comipar.

● **23 juin 1995** : la Banque de France désigne un administrateur provisoire sur la demande de BPS, déclarée en cessation de paiements. Le 30 juin, la banque est placée en redressement judiciaire.

● **3 mars 1996** : c'est au tour de Comipar et de ses filiales. Trois dirigeants de la banque : Gérard Eskenazi, Claude Vercambre et Gilles Oudiz sont mis en examen.

● **26 juin 1996** : le tribunal de commerce proroge de quatre mois la période d'observation de BPS pour favoriser la finalisation de propositions de reprise. Ce délai sera repoussé jusqu'au 28 février.

liquidation 80, dirigé par le financier Edouard Stern et celui des nipponais Daifwa, Goldman Sachs et Black Rock - o'ont donc été retenus.

Le tribunal a choisi une liquidation judiciaire, « dont il n'est pas démontré que les conséquences, pour futures qu'elles soient, le soient à un même niveau que celles toutes re-

latives d'un plan de redressement par voie de continuation, qui est apparu comme le faux semblant d'une solution liquidative ».

Cette décision va dans le sens de ce que demandaient plusieurs créanciers du groupe bancaire, qui préféraient une liquidation immédiate à des plans de continuation proposant un démantèlement des dizaines de milliers de créanciers étalé sur une vingtaine d'années. Près de 15 000 personnes avaient

francs. Cette somme est désormais perdue. Mais les actionnaires n'en sont pas quittes pour autant. Ils risquent à présent d'être appelés en comblement de passif pour gestion de fait, afin d'apurer les quelque 7,8 milliards de francs d'écart avec les actifs.

La prochaine étape aura lieu le 11 mars, le tribunal devant proba-

France Télécom augmente l'abonnement au téléphone

LE TARIF DE L'ABONNEMENT TÉLÉPHONIQUE MENSUEL a été porté samedi 1^{er} mars à 68 francs au lieu de 52,80 francs. Pour les petits consommateurs, France Télécom propose un abonnement à 34 francs par mois, dont la contrepartie est un prix double pour les communications, jusqu'à 184 unités téléphoniques par bimestre (une unité équivalant à 3 minutes de communications). En dessous de 92 unités, l'abonné aura intérêt à prendre l'abonnement à 34 francs. Au dessus mieux vaudra conserver son abonnement classique. France Télécom baissera le prix des communications nationales mardi 4 mars. Il met aussi en place un forfait local à 30 francs par mois pour 6 heures de communications entre 18 heures et 8 heures, et le week-end. Mais, l'opérateur supprimera en octobre son tarif de nuit le plus bas (réduction de 65 % sur le tarif normal, entre 22 heures 30 et 6 heures).

DÉPÊCHES

■ **TELEPHONE** : l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) a émis le 28 février un avis favorable sur le projet de décret sur l'interconnexion (droits à payer par les concurrents de France Télécom pour emprunter son réseau), sous réserve du renforcement de certaines dispositions comme le principe de dégroupage (permettre de ne payer que les éléments du réseau de France Télécom dont on a besoin). Si France Télécom ne peut pas ouvrir ses points d'accès les moins coûteux (les commutateurs d'abonnés), il ne devrait pas pouvoir exiger des tarifs supérieurs, indique l'ART (*Le Monde* du 1^{er} mars).

■ **THOMSON-CSF** : la CFDT a déclaré le 28 février « son opposition » à la privatisation du groupe d'électronique de défense Thomson-CSF, « dont les objectifs ne sont pas clairement identifiés » et mis en garde le gouvernement contre « la constitution d'un pôle franco-français » de défense.

■ **AIR FRANCE** : le contrat de location-gérance du foods de commerce d'Air France-Europe par Air France, à compter du 1^{er} avril, a été approuvé le 27 février. Air France-Europe restera propriétaire de ses actifs mis à disposition d'Air France, moyennant le paiement d'une redevance.

■ **ALITALIA** : le conseil des ministres italien a approuvé vendredi 28 février la deuxième tranche de la recapitalisation de la compagnie aérienne d'un montant de 5 milliards de francs, qui reste subordonnée à l'aval du parlement et de la commission européenne.

■ **HEKTI** : la société de location de voitures pourrait introduire jusqu'à 20 % de son capital en Bourse, a indiqué le 28 février sa maison-mère Ford.

■ **CCM-CONCEPT** : les deux sociétés de services informatiques, contrôlées par CDR Entreprises (ex-Crédit lyonnais) ont confirmé le 28 février leur prochain rapprochement.

■ **BASE** : l'Office fédéral allemand des cartels s'est opposé vendredi 28 février au rachat de 51 % de Kali und Salz Beteiligung, filiale du groupe chimique allemand, par le canadien Potash Corporation of Saskatchewan.

■ **SOLVAY** : le groupe chimique et pharmaceutique belge a vendu le 28 février son activité santé animale à American Home Products pour 2,56 milliards de francs français.

■ **JALLA** : l'usine de Régny (Loire), spécialisée dans la fabrication de tissu éponge, est occupée depuis vendredi 28 février, à l'appel de la CGT, pour appuyer des revendications salariales.

Babette Stern

CARNET

DISPARITIONS

■ **ION VOICU**, violoniste roumain, est mort lundi 24 février à Bucarest à l'âge de soixante et onze ans. Né à Bucarest le 3 octobre 1925, Ion Voicu a étudié dans sa ville natale, mais aussi à Moscou et à Genève avec le violoniste russe David Oistrakh. Pendant cinquante ans, il a donné des concerts dans la plupart des capitales mondiales. En 1949, Ion Voicu était devenu soliste de l'Orchestre philharmonique Georges Enesco de Bucarest, formation qu'il a dirigée à partir de 1973.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du jeudi 27 février sont publiés :

● **Thomson** : un décret autorisant le transfert au secteur privé de la société Thomson SA. Il est décidé de procéder à ce transfert par étapes, la première étant réalisée par le transfert de la participation majoritaire détenue par Thomson SA au capital de Thomson CSF.

● **Agriculture** : un décret instituant une taxe parafiscale pour le financement des actions du secteur céréalier.

● **Sciences** : un décret portant création et organisation provisoire de l'université thématique d'Agén.

● **Pâturage** : un décret portant publication de la lettre française portant dénonciation de l'arrangement conclu à Berne le 23 octobre 1912, entre la France et la Suisse, pour le pacage sur les pâturages situés des deux côtés de la frontière.

● **Cantons** : plusieurs décrets portant modification et création de cantons dans les départements de l'Aude, de l'Essonne, de la Haute-Garonne, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de l'Oise et du Pas-de-Calais.

● **Collectivités locales** : un décret relatif à la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement, modifiant le code des communes.

● **Education populaire** : un arrêté portant nomination au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse.

● **Retraite complémentaire** : un arrêté fixant le salaire de référence à 15,47 francs, et la valeur du point de retraite à 2,339 francs, dans le régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques de l'inter-

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Philippe et Annie MAZENGA ont la joie d'annoncer la naissance tout attendu de Marine, le 27 février 1997.

Le 4 février 1997, est venu au monde, dans l'insouciance de ses parents, de ses grands-parents et de tous les siens.

Thé

Valérie SICARD et Emmanuel CALMUSKI, 1 avenue Richerand 75010 Paris.

Décès

La Société française de physique a le regret de faire part du décès survenu le 24 février 1997, de

Philippe CATILLON, ancien commissaire général de l'Exposition de physique.

Elle s'associe à la douleur de sa famille.

Adrien COUDERC,

survenu le jeudi 27 février 1997, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie sera célébrée ce samedi en l'église de Croissy-Beaubourg (Seine-et-Marne), à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Viviane et Eric, ses enfants, Olivier, Sacha, Antoine, Juliette, Caroline, Nicolas, Karine, ses petits-enfants, Pierre, Pénélope, Milet, Nathan, ses arrière-petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

Blanche HAZAN,

Elle est morte aussi vaillamment qu'elle a vécu.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 28 février.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Caroline Gillier, sa femme, son épouse, son fils, M^{me} Marcel Gillier, sa mère, M^{me} Jean-Pierre Poiret-Delpach, sa belle-mère. Les familles Gillier, Ruzé et Poiret-Delpach, Et tous ceux qui l'aiment, ont l'immense douleur de faire part de la mort de

François-Xavier GILLIER,

survenu le 27 février 1997, dans sa cinquante-deuxième année.

Une cérémonie aura lieu le lundi 3 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Denis, 68 bis, rue de Turbigo, Paris-3.

Il reposera à Belvezet (Gard).

« Car nous aurons vécu si profond les jours que nous a consentis cette lumière. »

Yves Bonnetroy

17, rue du Pont-aux-Choux, 75003 Paris.

— Jean-Pierre Teyssier, président de l'Institut national de l'audiovisuel, a la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante et un ans, de

François-Xavier GILLIER, secrétaire du conseil d'administration de l'INA.

Une messe sera célébrée le lundi 3 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Denis-de-Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turbigo, 75003 Paris.

Le conseil d'administration de l'INA, son président et l'ensemble des personnels adressent à son épouse, Caroline, à son fils Aurélien et à toute sa famille leurs plus sincères condoléances.

— Pierre Laurent, président de section au Conseil d'Etat, ses enfants, Elisabeth, Frédéric, Laurent, ses enfants, et leurs conjoints, Ara, Pauline, Sibylle, Théodore, Antoine, Céline, Chloé, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre LAURENT, née Marie-Madeleine de RUMMEL.

le 27 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Lambert (Paris-15^e) à 11 heures, le lundi 3 mars.

28, place Dauphine, 75001 Paris.

— M^{me} Rémi Durand-Gassel, née Taisy Baret, son épouse, son fils, Pierre Durand-Gassel, Lise Jacob, Danielle Elia, Samuel Durand-Gassel, Anne Romagny, Nigelle Durand-Gassel, Jean-Rémi Durand-Gassel, ses enfants, et leurs conjoints.

Ses vingt petits-enfants et leurs conjoints, Ses nombreux arrière-petits-enfants, Ses frères, sœurs, belles-sœurs et toute sa famille, ont la tristesse de faire-part du décès, le 27 février 1997, de

Rémi DURAND-GASELIN, ingénieur E.C.P.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière protestant de Montpellier. Un service d'action de grâce sera célébré au Centre eucharistique de Jacob (Hérault), le 2 mars 1997, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'Eternel est mon berger, je ne manquerai de rien. (Psaume 23).

21, rue des Coquelicots, 34000 Montpellier.

Xavier ROSSIGNEUX

a quitté la tendresse de sa grande famille le 27 février 1997.

De la part de M^{me} Henri Rossignaux, sa mère, M^{me} Xavier Rossignaux, née Annick Fontana, son épouse.

Ses neuf enfants, Ses belles-filles et grands, Et ses quinze petits-enfants.

Cérémonies religieuses à Buc (Yvelines), le mercredi 5 mars, à 11 heures, et à Bolandor (Doubs), le jeudi 6 mars, à 14 h 30, où il sera inhumé.

Pas de comunique souhaitée.

Anniversaires de décès

— Le 2 mars 1995,

Pierre DALITROFF

quittait les siens. Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

— Il y a cinq ans, le 3 mars 1992,

Isaac KAPUANO, mathématicien,

nous quittait.

Nous nous souvenons.

Jean-Jacques RACAUD

nous quittait le 2 mars 1995.

Il nous manque beaucoup.

Débats

— L'Association des amis de Passages et la revue PASSAGES organisent une soirée-débat sur le thème :

« Actualité de l'antidote : thérapeutique, éducation et opinion publique ».

le mardi 11 mars 1997, à 20 h 30, dans les locaux de la revue PASSAGES, 17 rue de la Harpe, sous la présidence du professeur Roger Milet (professeur de psychiatrie), avec le docteur Jean Bepko (psychiatre, lyse, psychiatrie), le professeur Jacques Hochmann (Institut de traitement des troubles de l'affectivité, Villeurbanne), Jacques Baer (administrateur de l'UNAFAM), et Nicole-Maya Milet (psychiatre, lyse).

Réervations et inscriptions au : TEL : 01-45-86-30-02/Fax : 01-44-23-98-24.

La revue Passages : 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. (Accès par le 79-83, avenue d'Ivry, 75013 Paris).

Communications diverses

AET : l'EMPT du Mans.

Réza son

cinqcentenaire

le samedi 3 mai 1997, au Mans.

Contact : 06-07-97-69-58 ou : 02-43-87-91-36.

— Au Dojo Zen de Paris, 175, rue de Tolbiac, Paris-13^e.

CONTES SOUFIS, samedi 1^{er} mars, 20 h. 40 F ; enf. : 15 F.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

01-42-17-21-36

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F soit 41 numéros gratuits

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au public. Tarif de France métropolitaine. Les abonnements sont payables à l'avance.

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 036 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

Coda postal : _____

Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN - 2 080 F 2 980 F

6 mois - 1 136 F 1 580 F

3 mois - 572 F 790 F

Pour tous autres renseignements concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones au 01-42-17-22-66 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :

Le directeur, Service Abonnements, 24, rue de la Harpe, 75013 Paris.

80045 Charente-Levante

مكتبة النجل

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

ENCHÈRES Les raisons pour faire expertiser une œuvre d'art vont de la simple curiosité à la nécessité de faire assurer son patrimoine, en passant par le besoin de

vendre des objets. ● **PRÉCAUTION** : il faut distinguer la valeur de réalisation - évaluation du prix que l'œuvre peut atteindre au cours d'une vente publique - et la valeur

de remplacement, retenue par les assureurs, qui correspond à la valeur de réalisation, plus les frais nécessaires pour retrouver un objet similaire. ● **UN CERTIFICAT D'EXPERTISE**

est assorti d'une garantie qui engage durant trente ans la responsabilité de l'expert... qui peut se tromper de bonne foi. ● **POUR CHOISIR** le bon spécialiste, mieux vaut

s'adresser aux experts agréés auprès des douanes et des tribunaux et à ceux qui font partie d'une compagnie ou d'un syndicat imposant des critères de sélection.

Les règles à suivre pour faire évaluer un objet d'art

La profession d'expert n'étant pas réglementée en France, chacun peut s'octroyer ce titre. Le particulier désireux de faire expertiser une œuvre doit observer quelques précautions pour éviter de se faire abuser

NÉCESSITÉ de faire assurer votre patrimoine, besoin d'argent ou simple interrogation sur la valeur des objets d'art dont vous êtes l'heureux possesseur... Autant de situations qui impliquent le recours à un expert. La tâche de ce dernier est double : tout d'abord situer l'objet dans son contexte, historique et géographique ; ensuite déterminer une fourchette d'évaluation qui doit cerner sa valeur à un moment donné.

Attention à bien faire la différence entre valeur de réalisation et valeur de remplacement. La valeur de réalisation correspond au prix que l'objet devrait raisonnablement atteindre en vente publique. C'est celle qui servira de référence dans le cadre d'une succession.

La valeur de remplacement prend en compte les frais à engager pour tenter de retrouver un objet comparable à celui qui vous aurait été dérobé, ou qui aurait été détruit lors d'un sinistre. C'est

celle que l'on retient en matière d'assurance. Elle peut être de 30 % à 50 % supérieure à la valeur de réalisation, car la recherche visant à remplacer un objet disparu peut s'avérer longue et coûteuse, en raison du caractère unique des œuvres d'art.

Dans tous les cas, chaque fois que vous avez besoin d'un certificat écrit de la main de l'expert, faites-le rédiger de préférence au dos d'une photographie de l'objet. Sachez également qu'un certificat d'expertise est assorti d'une garantie trentenaire, qui engage la responsabilité de l'expert durant trente ans... Ce domaine étant loin d'être une science exacte, une part d'incertitude peut subsister.

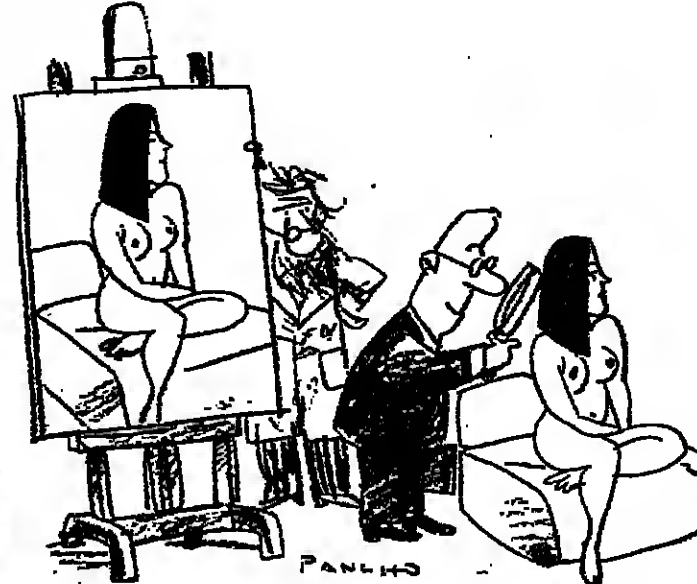
Conséquence : on ne pourra reprocher à un expert une erreur commise de bonne foi ! Mieux vaut donc avoir recours à un spécialiste réellement averti et aussi « pointu » que possible. On trouve l'homme de l'art, sachant que le titre n'est pas réglementé, et que tout un chacun peut au jourd'hui s'intituler expert, avec des compétences parfois floues ?

Première solution : s'adresse aux experts agréés auprès des douanes et des tribunaux, ou bien à ceux qui font partie d'une compagnie ou d'un syndicat imposant des critères de sélection drastiques.

Exemple : à la Compagnie nationale des experts, les adhérents doivent impérativement compter dix ans d'expérience dans leur spécialité, avant de se présenter à l'examen d'entrée. Les honoraires sont libres, et s'établissent au cas par cas, en fonction de l'importance des recherches à effectuer et de la valeur des objets expertisés. Mais un simple avis, donné oralement, est le plus souvent gratuit.

Autre possibilité : recourir à un service d'expertise du Crédit municipal. Contrairement aux idées reçues, « Ma Tante » ne se limite pas aux bijoux, mais dispose d'un panel d'experts couvrant tous les domaines.

La marche à suivre : prenez rendez-vous pour déposer l'objet ! Vous vous verrez délivrer ou bien un certificat signé par un



moins, cette belle histoire survenue en 1989 à Drouot. Une dame s'était alors présentée pour faire estimer une bouteille en verre, à décor floral, retrouvée au fond d'un placard à l'occasion d'un déménagement. La bouteille se révèle être un Gallé, prudemment évalué à 400 000 francs.

Au moment de la vente, coup de théâtre : la « Giroflée de muraille » s'envole finalement pour... 1 900 000 francs !

Noëlle Joly

- ★ Compagnie nationale des experts, 6, rue Jacob, Paris VI^e ; tél. : 01-40-51-00-81.
- ★ Munt-Expertise, Crédit municipal de Paris, 55, rue des Francs-Bourgeois, Paris IV^e ; tél. : 01-44-61-65-81.
- ★ Drouot-Estimations, 7, rue Drouot, Paris IX^e ; tél. : 01-48-01-91-00.

Les secteurs à la mode

Si, dans l'ensemble, le marché de l'art reste plutôt stationnaire en France, quelques secteurs ont mieux tiré que d'autres leur épingle du jeu au cours des derniers mois. C'est notamment le cas de l'art africain, dont Paris est une place forte. La dispersion au mois de juin 1996, de deux collections importantes a valu des enchères records : un chef-d'œuvre de l'art africain, une figurine de reliquaire à l'étonnante patine « suifée », a été adjugé à plus de 6 millions de francs.

Les meubles et objets d'art du XVIII^e siècle et Art déco ont également le vent en poupe. Les pièces des grands maîtres de l'Art déco comme Rublmann, Charéau, Dunand, Prunz et Jean-Michel Frank restent très prisées. Enfin, la bibliophilie est aussi une valeur sûre. Le secteur a peu souffert au début des années 90 de la retombée de la flamme spéculative sur l'ensemble du marché de l'art, et les « livres de peintres » conservent une clientèle d'initiés fidèles.

Faut-il rattacher les enfants au foyer fiscal ?

A quelques jours de la date limite de remise de votre déclaration de revenus, il est encore temps de vous demander s'il est opportun de rattacher fiscalement vos enfants à votre foyer fiscal. La question se pose rarement pour les enfants de moins de dix-huit ans, car ils sont souvent à la charge de leurs parents.

En revanche, l'enfant majeur est en principe impossible à titre individuel. Mais rien ne l'empêche de demander le rattachement fiscal au foyer de ses parents. A condition qu'il soit âgé de moins de vingt et un ans - ou de moins de vingt-cinq ans s'il est étudiant - qu'il effectue son service militaire - quel que soit son âge - ou qu'il soit infirme.

Ses revenus viendront alors s'ajouter à ceux de ses parents. Dans la pratique, ces derniers seront alors placés devant le choix suivant :

- opter pour le rattachement : dans ce cas, l'enfant sera fiscalement à leur charge. Ils bénéficieront d'un nombre de parts plus élevé qu'en cas d'imposition séparée. Mais les revenus de l'enfant s'ajouteront aux leurs. De plus, le foyer fiscal ne pourra déduire de pension alimentaire versée à l'enfant ;
- opter pour l'imposition distincte : dans ce cas, l'enfant n'est plus à leur charge sur le plan fiscal. Le nombre de parts du foyer fiscal des parents diminue. Mais les revenus de l'enfant ne sont plus taxés avec les revenus du couple. Autre différence : les parents peuvent bénéficier de la déduction de la pension alimentaire éventuellement versée à leur enfant.

Chacun doit donc déterminer l'option qui lui est la plus favorable. Car le contribuable est parfaitement libre de choisir entre ces deux solutions dès lors que l'enfant demande le rattachement. Attention : avant de vous décider, n'oubliez pas de tenir compte des éventuelles majorations d'avantages fiscaux auxquelles donne droit le rattachement d'un enfant (par exemple : réduction d'impôt sur intérêt d'emprunt ou pour frais de scolarisation...).

Bon à savoir : les enfants mariés peuvent également demander le rattachement de leur couple au foyer fiscal des parents d'un des deux conjoints. Il suffit pour cela que l'un des deux époux ait moins de vingt et un ans - ou moins de vingt-cinq ans s'il est étudiant - ou qu'il effectue son service militaire. Les parents qui ont la charge du jeune couple ne bénéficient pas d'une majoration du nombre de parts. Mais ils ont droit à un abattement de 30 000 francs par personne à charge pour les revenus de 1996.

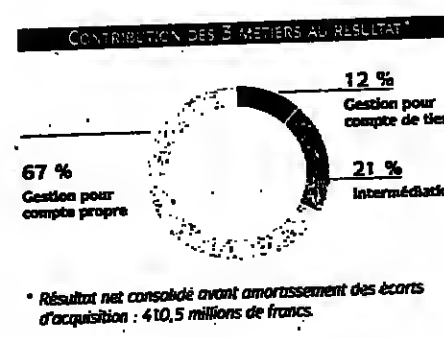
Laurent Edelmann

CPR

GRUPE BANCAIRE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

RESULTATS DE L'ANNEE 1996

	1996	95/96
Produit net bancaire	2 270 MF	+22 %
Résultat brut d'exploitation	771 MF	+38 %
Résultat net	361 MF	+28 %
Résultat net sur capitaux propres	12,4 %	



* Résultat net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition : 410,5 millions de francs.

RÉSULTAT NET EN CROISSANCE DE 28 %

Le produit net bancaire de chacun des trois métiers est en forte progression.

Le rapport frais généraux sur PNB est passé de 70 à 66 %. Le résultat net est en progression de 28 % (35 % avant déduction de 20 MF au Fonds pour risques bancaires généraux).

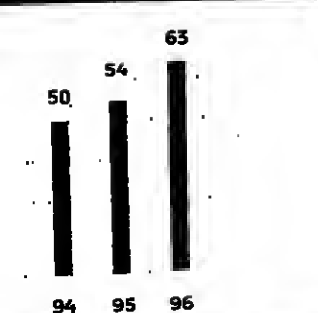
Les surcoûts liés au passage à la monnaie unique ont été provisionnés. Les capitaux propres et titres assimilés s'élèvent à 4 413 MF. Ces bons résultats permettent à CPR de porter le dividende brut à 33 F (comportant l'avoir fiscal) et d'augmenter la distribution totale de 17 %, soit 65 % du résultat net.

* Proposé à l'Assemblée générale du 15 mai 1997, de même que l'option de conversion du dividende en actions.

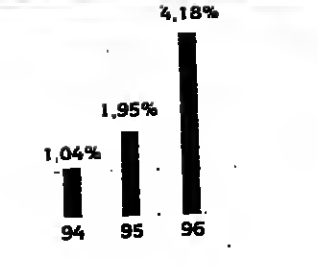
Les trois métiers ont contribué à la croissance du résultat

- **Gestion pour compte propre** : CPR a poursuivi ses activités d'arbitrage et a accentué, aux Etats-Unis comme en France, le développement des activités sur actions.
- **CPR Gestion** : le volume des encours gérés pour compte de tiers a augmenté de 17 % pour atteindre 63 MdF. Les encours des produits de taux long terme et d'actions ont progressé tandis que les actifs monétaires sont restés stables.
- **CPR Finance** : le résultat global des activités d'ingénierie financière, d'intermédiation sur produits de taux et change et sur actions et dérivés progresse de 27 %. L'activité sur les marchés primaires s'est sensiblement développée.
- Les autres filiales d'intermédiation du groupe ont, dans l'ensemble, augmenté leur part de marché et leur contribution au résultat.

Evolution des encours gérés (Milliards de Francs)



Marché primaire, obligataires domestiques (part de marché du CPR Finance)



Développements

L'arrivée de l'euro nous mobilise particulièrement. En simplifiant nos structures juridiques en 1997, nous disposerons d'un cadre optimal pour développer nos trois métiers et renforcer les synergies mises en oeuvre entre les équipes. Sur les marchés obligataires et actions, le dynamisme de nos équipes et la créativité de notre recherche sont nos deux atouts majeurs. Ils nous permettent de consolider la monnaie unique et le développement des nouvelles technologies comme des opportunités exceptionnelles pour offrir de nouveaux services et élargir notre clientèle.

Henri Cukierman
Président de CPR

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

CPR, 29 RUE SAINT GEORGES, 75012 PARIS CEDEX 04.
Tél. 01 45 96 24 58 FAX 01 45 96 23 03
Internet: www.cpr.fr

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE	28-02-97	DIF.
Colfip	316	+0,5
Elf Aquitaine	545	+0,5
Esso	494,50	+0,5
Elf	325	+0,5

PRODUITS DE BASE	28-02-97	DIF.
Alu Liquide	896	+0,5
Brasserie	284,90	+0,5
Gascogne (B)	498,10	+0,5
Metallurg	77	+0,5
Pechiney	246,50	+0,5
Rhône-Poulenc A	300	+0,5
Rochette (La)	31	+0,5
Usinor Sacilor	38,50	+0,5
Valloire	840	+0,5
CPH (Perrillat)	387,90	+0,5
Dyn. Ext-Orient	5100	+0,5

CONSTRUCTION	28-02-97	DIF.
Bouygues	544	+0,5
Ciments Fr. Privés	224	+0,5
Colas	789	+0,5
ÉIFFAGE	362	+0,5
CTIC-Entreprise	306	+0,5
Unival	620	+0,5
Lafarge	357	+0,5
Upeyres	345	+0,5
Saint-Gobain	840	+0,5
SCF	131,90	+0,5
Vicat	490	+0,5

BIENS D'ÉQUIPEMENT	28-02-97	DIF.
Alcatel Alsthom	585	+0,5
Carbone Lorraine	1230	+0,5
CS Signaux (CSE)	310	+0,5
Dassault Aviation	1369	+0,5
Dassault Electron	460	+0,5
De Dietrich	265	+0,5
Five-ville	472,90	+0,5
Interchimie	1188	+0,5
Legrand	1020	+0,5
Legris Indust.	271	+0,5
Sagem SA	3140	+0,5
Sat	1691	+0,5
Schneider SA	301,10	+0,5
SFIM	1240	+0,5
Sidel	417	+0,5
Thomson-CSF	180,50	+0,5
Zodiac ush divi	1510	+0,5
Machines Bull	49,50	+0,5
CNIM Cap	244	+0,5
Falvey	340	+0,5
Cetco Industries	1145	+0,5
CFI Industries	1083	+0,5
MTI Ly	430	+0,5
Manitou	819	+0,5
Mecrom	1280	+0,5
MSC Schum. Ny	640	+0,5
Radial	640	+0,5
Sediver	110	+0,5

LE RÉPÉT que s'est accordé la Bourse de Paris a été de courte durée. Trop courte, même, au vu de certains observateurs pour qui le mouvement de consolidation aurait pu se prolonger encore quelques semaines pour être réellement efficace. Et les deux séances de baisse qu'ont connues les valeurs françaises au cours de la semaine écoulée ne remettent pas en cause, selon les analystes, la tendance haussière du marché parisien. En cinq séances, l'indice CAC 40 s'est apprécié de 1,74 % à 2 607,55 points. A ce niveau, il se retrouve à 50 points de son sommet historique, atteint le 18 février. Depuis le début de l'année, la Bourse de Paris affiche un gain de 12,6 %.

Sans surprise, l'une des plus fortes progressions de la semaine est celle du Club Méditerranée. Suspendue, il y a juste huit jours, en raison de la tenue du conseil d'administration qui devait mettre un terme aux fonctions opérationnelles de Serge Tigano au profit de Philippe Bourguignon, l'action a littéralement flambé lundi pour son retour à la cotation. Elle avait été malmenée plusieurs semaines après que Serge Tigano eut annoncé que les résultats seraient au même ordre que ceux de l'année précédente, alors que le marché anticipait un résultat de

400 millions de francs. Puis elle avait eu un sursaut au mois de décembre lors de l'annonce de l'éclatement du pacte d'actionnaires. Ce rebond s'explique essentiellement par des spéculations de possible lancement d'une offre publique d'achat (OPA), parce que le capital était déverrouillé.

Cette semaine, les opérateurs ont salué l'arrivée de Philippe Bourguignon à la tête du groupe de loisirs. Les boursiers anticipent un redressement. Le titre a terminé la séance sur un gain de 21,24 %, à 431 francs, dans un volume nourri de 1,3 million d'actions, soit 10 % du capital. Certains opérateurs restent pourtant sceptiques : les restructurations qui vont être entreprises, comme la fermeture d'une demi-douzaine de villages ou la transformation d'autres en Club Aquarius, n'auront véritablement d'effet que sur le long terme. La hausse du cours s'explique aussi, au-delà du changement de management, parce que d'aucuns pensent qu'Exor, holding de la famille Agnelli, pourrait continuer à monter dans le capital du Club. Le titre termine la semaine sur un gain de 23,07 %, à 437,50 francs.

Le départ d'Euro Disney de Philippe Bourguignon, en revanche, n'a pas influé sur son cours. Après une réaction légèrement épidermique lors de l'annonce, le titre est reparti de l'avant pour terminer sur un gain hebdomadaire de

1,95 %, à 10,45 francs. Le GAN a également effectué cette semaine une progression de la même ampleur. Tout au long de la séance de vendredi, le titre a été très entouré. La cotation a dû être réservée à la hausse trois fois en raison d'un afflux des ordres d'achat après le plan de sauvetage de 20 milliards de francs présenté jeudi par le gouvernement. A la dernière suspension, le titre valait 149,10 francs, en hausse de 21,2 %, soit l'écart maximal autorisé au cours d'une séance. Sur la semaine, le GAN affiche un gain de 17,87 %.

Le GAN était immédiatement suivi par Renault et par Peugeot. La firme au losange a finalement progressé de 13 % au cours de la seule séance de vendredi et de 21,4 % sur la semaine, pour terminer à 146,90 francs. Le titre a bénéficié d'un changement de recommandation de Cheuvreux de Virieu, qui est passé de « vendre » à « acheter », ont souligné des opérateurs cités par Reuters. Peugeot a également vivement progressé, gagnant 18,37 %, à 670 francs, en cinq séances. Les deux valeurs profitent du sentiment général que le secteur a besoin de se restructurer. Par ailleurs, Renault, qui s'attend à un résultat net 1996 en perte « très significative », a annoncé la fermeture de son usine belge de Vilvoorde en Belgique.

François Bostravaron

Rue Impériale (Ly)	5688	+4,0
Serfont	471,50	+13,41
SIC CA	375,30	+0,61
Sinco	553	+0,5
UAF	472	+0,5
Unibail	547	+0,5
Foncière (Cie)	605	+0,5
Foncière Euris	254	+1,68
Fonc. Lyonnaise	721	+0,49
Foncia	485	—
Imm. P. L. Monc.	275	+0,5
Im. Marcelline	6730	+1,06
Im. Marcelline	64	+12,14
Immob. S. B. N. Y.	248,50	+0,5
Immob. S. B. N. Y.	31,20	+0,5

SERVICES FINANCIERS	28-02-97	DIF.
AGF-Asst. Gen. France	200,50	+2,05
Acis	375,30	+0,5
Banque (Cie)	691	+2,5
B.N.P.	258,50	+3,44
C.C.F.	267	+0,5
Crédit	706	+0,5
Crédit Agricole	569	+1,2
Crédit Lyonnais	65,10	+0,5
Crédit National	226,50	+1,50
GAN	149,10	+17,87
Interbail	250	+1,62
Laodius	830	+0,5
Paribas	387,90	+0,5
Scor	240	+0,5
Société Générale	79,50	+3,24
Suez	660	+0,5
UFR Local	119	+0,5
UFR	330	+0,5
Union Assur. F. d.	683	+0,5
Union Assur. F. d.	208,50	+0,5
Union Assur. F. d.	380	+0,5
Union Assur. F. d.	660	+0,5
Union Assur. F. d.	615	+0,5
Union Assur. F. d.	661	+0,5
Union Assur. F. d.	667	+0,5
Union Assur. F. d.	660	+0,5
Union Assur. F. d.	123	+0,5
Union Assur. F. d.	681	+0,5

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT	28-02-97	DIF.
Bolero Techno.	649	+4,4
Corus Europ. Reun.	138,40	+0,9
CGP	1625	+2,19
Crédit D. O.	142	+1,6
Dynastion	144	+2,5
Eurofrance	2690	+4,4
Fininvest SA	530	+0,5
Fininvest	2520	+0,5
Fininvest	168	+0,5
Fininvest	218	+0,5
Fininvest	525	+0,5
Fininvest	131,90	+0,5
Fininvest	451	+0,5
Fininvest	128,20	+0,5
Fininvest	240	+0,5
Fininvest	423	+0,5
Fininvest	202,00	+0,5
Fininvest	322	+0,5
Fininvest	268	+0,5
Fininvest	660	+0,5
Fininvest	171	+0,5
Fininvest	1967	+0,5
Fininvest	119,50	+0,5

IMMOBILIER	28-02-97	DIF.
Bail Invest.	846	+0,5
Fininvest	36,50	+0,5
Fininvest	171	+0,5
Fininvest	361	+0,5
Fininvest	804	+0,5

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 21 février

LIBELLÉ Organisme promoteur Rang Valeur Rang Valeur

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 17,80 %, sur 5 ans : 42,97 %

EMERGENCE POSTE	1	129,29	1	129,29
EMERGENCE POSTE	2	129,29	2	129,29
EMERGENCE POSTE	3	129,29	3	129,29
EMERGENCE POSTE	4	129,29	4	129,29
EMERGENCE POSTE	5	129,29	5	129,29
EMERGENCE POSTE	6	129,29	6	129,29
EMERGENCE POSTE	7	129,29	7	129,29
EMERGENCE POSTE	8	129,29	8	129,29
EMERGENCE POSTE	9	129,29	9	129,29
EMERGENCE POSTE	10	129,29	10	129,29
EMERGENCE POSTE	11	129,29	11	129,29
EMERGENCE POSTE	12	129,29	12	129,29
EMERGENCE POSTE	13	129,29	13	129,29
EMERGENCE POSTE	14	129,29	14	129,29
EMERGENCE POSTE	15	129,29	15	129,29
EMERGENCE POSTE	16	129,29	16	129,29
EMERGENCE POSTE	17	129,29	17	129,29
EMERGENCE POSTE	18	129,29	18	129,29
EMERGENCE POSTE	19	129,29	19	129,29
EMERGENCE POSTE	20	129,29	20	129,29
EMERGENCE POSTE	21	129,29	21	129,29
EMERGENCE POSTE	22	129,29	22	129,29
EMERGENCE POSTE	23	129,29	23	129,29
EMERGENCE POSTE	24	129,29	24	129,29
EMERGENCE POSTE	25	129,29	25	129,29
EMERGENCE POSTE	26	129,29	26	129,29
EMERGENCE POSTE	27	129,29	27	129,29
EMERGENCE POSTE	28	129,29	28	129,29
EMERGENCE POSTE	29	129,29	29	129,29
EMERGENCE POSTE	30	129,29	30	129,29
EMERGENCE POSTE	31	129,29	31	129,29

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 20,32 %, sur 5 ans : 47,94 %

ATLAS MAROC	1	1417,92	1	1417,92
ATLAS MAROC	2	1417,92	2	1417,92
ATLAS MAROC	3	1417,92	3	1417,92
ATLAS MAROC	4	1417,92	4	1417,92
ATLAS MAROC	5	1417,92	5	1417,92
ATLAS MAROC	6	1417,92	6	1417,92
ATLAS MAROC	7	1417,92	7	1417,92
ATLAS MAROC	8	1417,92	8	1417,92
ATLAS MAROC	9	1417,92	9	1417,92
ATLAS MAROC	10	1417,92	10	1417,92
ATLAS MAROC	11	1417,92	11	1417,92
ATLAS MAROC	12	1417,92	12	1417,92
ATLAS MAROC	13	1417,92	13	1417,92
ATLAS MAROC	14	1417,92	14	1417,92
ATLAS MAROC	15	1417,92	15	1417,92
ATLAS MAROC	16	1417,92	16	1417,92
ATLAS MAROC	17	1417,92	17	1417,92
ATLAS MAROC	18	1417,92	18	1417,92
ATLAS MAROC	19	1417,92	19	1417,92
ATLAS MAROC	20	1417,92	20	1417,92
ATLAS MAROC	21	1417,92	21	1417,92
ATLAS MAROC	22	1417,92	22	1417,92
ATLAS MAROC	23	1417,92	23	1417,92
ATLAS MAROC	24	1417,92	24	1417,92
ATLAS MAROC	25	1417,92	25	1417,92
ATLAS MAROC	26	1417,92	26	1417,92
ATLAS MAROC	27	1417,92	27	1417,92
ATLAS MAROC	28	1417,92	28	1417,92
ATLAS MAROC	29	1417,92	29	1417,92
ATLAS MAROC	30	1417,92	30	1417,92
ATLAS MAROC	31	1417,92	31	1417,92

HOTTINGU

HOTTINGU	62	1401,01	62	1401,01
HOTTINGU	63	1401,01	63	1401,01
HOTTINGU	64	1401,01	64	1401,01
HOTTINGU	65	1401,01	65	1401,01
HOTTINGU	66	1401,01	66	1401,01
HOTTINGU	67	1401,01	67	1401,01
HOTTINGU	68	1401,01	68	1401,01
HOTTINGU	69	1401,01	69	1401,01
HOTTINGU	70	1401,01	70	1401,01
HOTTINGU	71	1401,01	71	1401,01
HOTTINGU	72	1401,01	72	1401,01
HOTTINGU	73	1401,01	73	1401,01
HOTTINGU	74	1401,01	74	1401,01
HOTTINGU	75	1401,01	75	1401,01
HOTTINGU	76	1401,01	76	1401,01
HOTTINGU	77	1401,01	77	1401,01
HOTTINGU	78	1401,01	78	1401,01
HOTTINGU	79	1401,01	79	1401,01
HOTTINGU	80	1401,01	80	1401,01
HOTTINGU	81	1401,01	81	1401,01

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 18,09 %, sur 5 ans : 30,68 %

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	1	462,34	1	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	2	462,34	2	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	3	462,34	3	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	4	462,34	4	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	5	462,34	5	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	6	462,34	6	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	7	462,34	7	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	8	462,34	8	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	9	462,34	9	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	10	462,34	10	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	11	462,34	11	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	12	462,34	12	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	13	462,34	13	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	14	462,34	14	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	15	462,34	15	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	16	462,34	16	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	17	462,34	17	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	18	462,34	18	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	19	462,34	19	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	20	462,34	20	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	21	462,34	21	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	22	462,34	22	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	23	462,34	23	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	24	462,34	24	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	25	462,34	25	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	26	462,34	26	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	27	462,34	27	462,34
IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES	28	462,34	28	46

Les incertitudes européennes affectent les marchés italiens

Les rumeurs de report de lancement de l'Union monétaire provoquent des turbulences sur les places européennes. Aux Etats-Unis, les menaces de resserrement de la politique monétaire ont entraîné une remontée des rendements obligataires

La semaine a été marquée par le discours du président de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) devant la commission bancaire du Sénat américain. Alan Greenspan a semé le trouble en évoquant la possibilité d'une

action « préventive » de la Fed pour apaiser les tensions inflationnistes. La menace d'une hausse des taux directeurs a provoqué un rebond du dollar et entraîné un net repli du marché obligataire américain. Sur

les marchés européens, les interrogations portant sur la réalisation de l'Union monétaire ont dominé les transactions. Les emprunts d'Etat italiens ont fortement baissé. La Bundesbank et le ministère allemand des

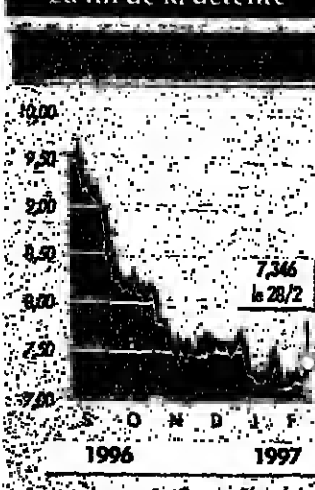
finances ont fermement démenti, vendredi, que l'Allemagne, en proie à de grandes difficultés budgétaires, soit sur le point de demander un report d'une ou deux années de la monnaie unique.

AVEC quels pays, quand ? Les interrogations sur le lancement de l'Union monétaire ne manquent pas et entretiennent, depuis plusieurs semaines, sur les marchés financiers européens, une atmosphère électrique. Les opérateurs guettent les moindres déclarations des responsables monétaires et politiques de l'Union ; ils tentent de mesurer la probabilité que se vérifient les nombreuses rumeurs qui circulent dans les salles de marché.

L'évolution heurtée des emprunts d'Etat italiens reflète cette nervosité. Le rendement de l'obligation à dix ans est monté, vendredi 28 février, jusqu'à 7,35 %, alors qu'il avait atteint, il y a trois semaines, un point bas historique de 7,16 %. Parallèlement, l'écart de taux à long terme entre l'Italie et l'Allemagne s'est élargi à 1,90 %, soit son plus haut niveau de l'année. La lire, enfin, a reculé jusqu'à 999 liras pour un deutschemark, cours auquel la Banque d'Italie serait intervenue.

Les marchés financiers italiens ont d'abord été affectés par des mauvaises nouvelles économiques. Le produit intérieur brut de l'Italie a reculé de 0,1 % au quatrième trimestre de 1996, limitant la croissance sur l'ensemble de l'année à 0,8 %. L'économie italienne ne domant pas de signes évidents de reprise, le programme d'assainissement des finances publiques pourrait se trouver compromis, et par là même la ca-

La fin de la détente



Les rendements des obligations italiennes ont augmenté de 7,16 % à 7,35 % en 1997.

nouvelles mesures de restrictions budgétaires qu'il annoncera prochainement, le déficit public en 1997 serait compris entre 3,3 % et 3,7 % du produit intérieur brut, un niveau suffisamment proche du seuil de 3 % fixé par le traité pour permettre à l'Italie d'adhérer dès le départ à la zone euro. Les opérateurs jugent que peu optimistes les pronostics budgétaires de M. Prodi.

UN ÉCHO FAVORABLE

Mais, de façon presque paradoxale, les marchés italiens ont vu leurs rendements baisser à la suite des déclarations de M. Prodi. Les investisseurs ont interprété ces déclarations comme une confirmation de la solidité du processus de convergence vers l'union monétaire. M. Prodi prévoit que, sans tenir compte des

L'Allemagne n'est donc plus en position de force pour s'opposer à l'entrée des pays d'Europe du Sud dans la zone euro dès le 1^{er} janvier 1999. Si l'on y ajoute l'opposi-

pas être considérée comme un sujet tabou », a-t-il expliqué. L'attitude monétaire étrange de la banque centrale allemande - qui réclame un arrêt de la hausse du dollar

« Statu quo » en France, resserrement aux Pays-Bas

Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, réuni jeudi 27 février, a laissé inchangés ses taux directeurs. Le niveau de l'appel d'offres reste fixé à 3,20 %, alors que celui des prises en pension de la Bundesbank se situe à 3 %. En dépit du statu quo décidé par l'instinct d'émission français, les opérateurs continuent à miser sur une égalisation, avant la fin de l'année, des taux directeurs de la France et de l'Allemagne.

La banque centrale des Pays-Bas a, quant à elle, relevé, jeudi, le taux de ses avances spéciales, porté de 2,50 % à 2,70 %. Ce geste, qui s'explique par la relative faiblesse actuelle du florin néerlandais et par les tensions observées sur le marché monétaire d'Amsterdam, ne doit pas être interprété, selon les experts, comme le signe avant-coureur d'un prochain resserrement de la politique monétaire allemande.

tion viscérale des Allemands à un assouplissement des critères, la solution alternative, celle d'un report de l'Union monétaire, ne peut que rencontrer un écho favorable auprès des milieux financiers internationaux. Elle est, à cet égard, régulièrement alimentée par des déclarations de membres du conseil de la Bundesbank. Après Hans Dieter Kuehnbacher et Ernst Welteke, c'est au tour de Günter Palm d'avoir, cette semaine, entretenu la confusion. « La question du calendrier ne doit

et n'abaisse pas ses taux directeurs - ne fait qu'augmenter les soupçons des marchés : la Bundesbank ne préfère-t-elle pas différer - saboter ? - l'Union monétaire plutôt que d'avoir à partager l'euro avec les Italiens et les Espagnols, dont elle estime qu'ils ne possèdent pas une culture de stabilité suffisante ? La question reste posée malgré les démentis apportés vendredi, tant par la Bundesbank que par le ministère allemand des finances, aux rumeurs d'un report du lancement de la monnaie unique européenne.

Alors que l'euro sème le trouble sur les marchés du Vieux Continent, c'est le président de la Réserve fédérale qui, outre-Atlantique, provoque des turbulences. Devant la commission bancaire du Sénat, Alan Greenspan a affirmé mercredi que la Fed pourrait procéder à une hausse « préventive » de ses taux directeurs afin d'apaiser les tensions inflationnistes, et il a dénoncé la vision « exagérément optimiste » que les investisseurs se font de l'économie américaine. « Il est évident, a-t-il précisé, que lorsqu'on est exposé à de longues périodes de relative tranquillité économique, on est inévitablement enclin à une certaine complaisance envers l'avenir. » Critiqués par ceux qui lui reprochent de vouloir tuer la ponde aux yeux d'or, les propos courageux de M. Greenspan, qui ne croit guère que les Etats-Unis soient entrés dans une ère économique nouvelle faite de quasi-plein emploi et d'inflation modérée, parviennent à dégonfler la bulle spéculative ? La première réaction des marchés américains permet d'espérer que oui. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans est remonté de 6,64 % à 6,81 %, tandis que le dollar a repris son ascension (1,6950 mark et 5,71 francs vendredi soir), deux éléments susceptibles de valentir la croissance de l'économie américaine et de stabiliser Wall Street.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeaux

Carole Petit

Marché international des capitaux : un important projet allemand

UN ÉTABLISSEMENT public allemand s'apprête à lancer un important emprunt en deutschemark dont les promoteurs ont de bonnes raisons de croire qu'il retiendra l'attention de nombreux investisseurs tant en Europe qu'en Asie. C'est un des grands projets du début du mois, et sa réalisation devrait mettre en évidence plusieurs des principales tendances actuelles du marché international des capitaux.

Le débiteur, Kreditanstalt für Wiederaufbau, jouit d'une très bonne notoriété internationale. Ses transactions bénéficient de privilèges particuliers et de tout un mécanisme de garanties de la part de son pays, un peu comme en France la Caisse d'amortissement de la dette sociale (la Cades). De tels emprunteurs ont, certes, de lourds programmes à remplir, mais leurs opérations sont moins volumineuses que celles auxquelles procèdent directement les Etats. C'est un des principaux éléments qui expliquent pourquoi ces émetteurs de tout premier plan doivent offrir davantage que le Trésor public. Le facteur taille est primordial pour les investisseurs parce qu'il est un gage de liquidité.

Kreditanstalt für Wiederaufbau pourrait lever jusqu'à 2 milliards de deutschemarks pour une durée de dix ans et on estime que ses obligations devraient apporter environ 0,12 point de pourcentage de plus que celles du Trésor allemand.

Traditionnellement, les emprunteurs allemands qui se procurent des ressources dans leur monnaie doivent proportionnellement payer plus cher que leurs homologues français

qui sollicitent le marché du franc. La Cades, par exemple, peut se contenter de ne proposer que 0,07 point de pourcentage de plus que les fonds d'Etat français. Mais la différence de rendement est en train de se réduire sous l'effet de la demande internationale.

La demande française pour des titres allemands est assez récente et s'inscrit bien dans la perspective de l'Union monétaire européenne qui réduit considérablement le risque de change entre le franc et le mark. Il est évident, par ailleurs, qu'elle ne serait pas aussi forte si, d'une façon générale, les emprunts de longue durée ne rapportaient pas davantage en Allemagne qu'en France. Les taux longs français sont inférieurs parce que les compagnies d'assurances nationales qui dominent le marché privilégient les placements en francs qui viendront à échéance dans au moins dix ans.

LES ASIATIQUES VEULENT DU CONCRET

Le marché allemand est organisé différemment et la demande est beaucoup plus diversifiée. Si les investisseurs français continuent de se montrer aussi assidus dans leurs achats de titres allemands, ils contribueront certainement à amenuiser l'écart entre les deux marchés. D'autres investisseurs de notre continent s'intéressent eux aussi aux longues obligations allemandes. Soit tout simplement parce qu'elles rapportent plus que celles émises dans leur propre pays, soit parce qu'elles ont des caractéristiques techniques qui leur conviennent bien. C'est le cas aux Pays-Bas où, déjà, on s'apprête à souscrire à l'emprunt qui est en préparation.

En Extrême-Orient, comme le dollar achoppe au mur de 1,70 deutschemark, on recommence à prêter quelque attention aux grandes monnaies d'Europe continentale, et la préférence va tout naturellement à la plus réputée. Acquiescent de longues obligations d'excellente qualité en deutschemarks paraît le meilleur moyen d'investir en Europe. Vue d'Asie, l'affaire est le mérite d'être simple. Elle ne sera assortie d'aucune clause de conversion éventuelle en euros et aucune perspective de fusion avec des émissions libellées dans d'autres devises appelées à céder la place à la future monnaie commune. Il y a eu récemment plusieurs transactions de ce genre qui, chez nous, ont été très recherchées. Mais au Japon, à Singapour ou en Chine, ces éléments n'ajoutent pas grand-chose. On est mal informé au sujet de l'euro, la construction de l'Europe monétaire apparaît encore bien incertaine et on préfère investir dans du concret.

Deux banques dirigeront l'emprunt, une allemande, la Dresdner Bank, et une américaine, Merrill Lynch. De ce point de vue également, l'affaire est très représentative des grands courants actuels. La place prise par les établissements financiers américains en Europe augmente de plus en plus.

Pour ce qui est des débiteurs français, c'est surtout de la Cades dont il est question. Ses plans ne sont pas tous divulgués, mais elle est attendue avec impatience dans deux compartiments, celui du dollar et celui du yen.

Le repli de Wall Street n'a pénalisé que la Bourse de Londres

LES PROPOS tenus mercredi par Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine devant la Commission bancaire du Sénat, auraient-ils mis prématurément un terme à la fête ? En effet, se félicitant de « l'extraordinaire hausse du marché boursier », Alan Greenspan a toutefois effectué une mise en garde : un « excès d'optimisme » pourrait y semer « les graines de sa propre déconfiture ». Depuis ces déclarations, Wall Street, qui avait battu un nouveau record le 19 février, dépassant pour la première fois de son histoire le niveau des 7 000 points, ne cesse de perdre du terrain. Et ordinairement, quand Wall Street s'enrhume... Pourtant, contre toute attente, de toutes les grandes places internationales, seules les Bourses de Londres et de Tokyo ont accusé le coup. Francfort est repartie dans sa chasse aux records et Paris évolue à 50 points en deçà de son record historique.

Wall Street a, sans surprise, réagi négativement aux avertissements

lancés par Alan Greenspan, mais le recul a été limité, car les valeurs boursières restent l'investissement de choix de l'investisseur individuel américain. L'indice Dow Jones a terminé vendredi à 6 877,54 en baisse de 54,08 points soit un repli hebdomadaire de 0,78 %.

Les commentaires de M. Greenspan ont pris le pas sur l'annonce jeudi qu'un montant net record de 29,39 milliards de dollars avait été investi dans les fonds de placement américains en actions au mois de janvier. Mace Bickelshier, analyste au Crédit Lyonnais Securities, a observé que ces investissements avaient permis à Wall Street de gagner 10 % entre le premier avertissement de M. Greenspan début décembre et ses dernières déclarations. « Rien n'a changé », a-t-il souligné, ajoutant toutefois qu'« à un moment ou un autre, les investisseurs devront quand même se rendre compte (...) que M. Greenspan doit savoir quelque chose ». Le président de la Fed avait souligné qu'« il est évident que, lors-

qu'on est exposé à de longues périodes de relative tranquillité économique, on est inévitablement enclin à une certaine complaisance envers l'avenir ».

L'EFFET GREENSPAN

Mais cette complaisance est justifiée, selon certains experts. William Dudley, responsable de la recherche chez Goldman Sachs, observe que le risque lié à l'investissement boursier, par rapport à celui en obligations du Trésor, a diminué grâce à une plus grande stabilité et une meilleure anticipation des résultats de sociétés. Cela est dû à des cycles économiques plus longs et moins volatils.

L'effet Greenspan n'a pas non plus épargné la Bourse de Londres, qui, pour la deuxième fois consécutive, a baissé sur l'ensemble de la semaine, après avoir pourtant essayé dans un premier temps d'ignorer le vent mauvais venu d'Amérique. L'indice Footsie a terminé vendredi à 4 908,3 points, en baisse de 28,5 points sur la semaine, soit

un recul de 0,66 %. L'évocation d'un éventuel resserrement monétaire par le président de la Réserve fédérale a cette fois été reçue avec plus de calme qu'en décembre, où l'effet de surprise avait davantage joué. Les investisseurs britanniques s'attendaient, comme les autres, à des propos « durs » de la part de M. Greenspan et l'expérience des derniers mois ayant montré la grande inconstance de Wall Street, ils avaient décidé de considérer toute réaction violente à New York avec distance. Mercredi, le jour de l'intervention du patron de la Fed, le Dow Jones a effectivement chuté rapidement, pour reprendre une bonne partie du terrain au moment de la clôture. Mais la morosité persistante de Wall Street au cours des séances suivantes a en raison du fléau londonien.

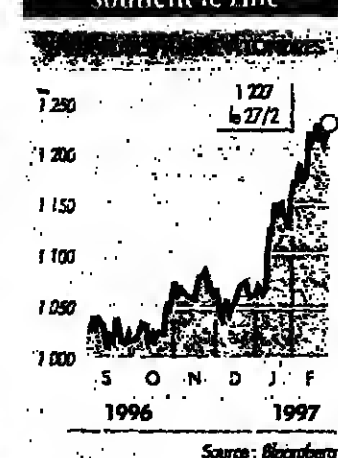
Les mêmes causes n'ont pas eu les mêmes effets en Allemagne. En dépit des propos tenus par le banquier central américain, la Bourse de Francfort est repartie à la hausse

après avoir, à l'image des autres Bourses, entamé un mouvement de consolidation huit jours auparavant. L'indice DAX a terminé vendredi à 3 259,64 points, en hausse de 2,37 % par rapport à la clôture du 21 février (3 184,09 points). En raison des bas taux d'intérêt, la Bourse reste le lieu de placement le plus attractif, selon les analystes de la Commerzbank. La hausse du DAX s'est de plus nourrie de différents indicateurs qui ont récemment relancé les espoirs d'une reprise de l'économie allemande, ont-ils précisé. La poussée du dollar, qui facilite les exportations allemandes, ainsi qu'une fiscalité plus avantageuse devraient entraîner une hausse des résultats des entreprises allemandes cette année et en 1998 d'au moins 15 %, selon la Commerzbank.

La Bourse de Paris semble elle aussi s'être détachée de la place américaine. En terminant la période sur un gain de 1,74 % à 2 607,55 points, le marché parisien s'inscrit au deuxième rang des plus fortes

MATIÈRES PREMIÈRES

La forte demande soutient le zinc



LE ZINC, après avoir gagné presque 15 % depuis le début de l'année, voit la hausse de 500 cours se poursuivre sur le marché londonien des métaux (LME) où le métal gris se traite en fin de semaine autour de 1 215 dollars la tonne au comptant (1 233 dollars à terme). Tous les opérateurs se semblent pas s'accorder sur la loquacité de cette hausse. Ainsi, le courtier GNI l'estimant essentiellement due à des causes spéculatives, s'attend à ce qu'elle retombe. D'autres lui assurent un maintien grâce à un renouveau d'intérêt des fonds d'investissement.

Ce qui est sûr pour l'instant : les fondamentaux sont bons. Les entretiens du LME sont en baisse constante - ils ne contiennent plus que 475 000 tonnes (fin 1994, les stocks officiels se montaient encore à 664 700 tonnes) - alors que la demande est forte, tout particulièrement en Amérique latine et en Asie. Ce sont en effet des marchés gros consommateurs d'automobiles et de produits galvanisés. Le zinc intervient dans la protection de l'acier contre la corrosion. C'est lui qui préserve les carrosseries de voitures (qui en contiennent en moyenne 10 kilos), lui aussi, qui protège de la rouille les 30 000 tonnes d'acier qui ont été nécessaires aux équipements du tunnel sous la Manche. L'architecture en use, de même que la Très Grande Bibliothèque ou le Grand Louvre. On le voit, au-delà de la spéculation des marchés, le métal gris a un avenir industriel assuré.

Cela n'a pas empêché le groupe anglo-australien RTZ-CRA d'essuyer un échec cuisant, même s'il est peut-être momentané. Le groupe, associé en l'occurrence au premier producteur mondial de zinc, l'Australien Pasmenco, comptait créer en Australie la plus grande mine de zinc du monde. Trente mois de négociations portant sur un programme de développement d'une région reculée de 4,7 milliards de francs n'ont pu venir à bout des réticences des autochtones : un océan de 500 kilomètres traverserait quatre régions sacrées. L'affaire est entre les mains d'un tribunal qui verra son arbitrage dans six mois.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↓ - 2,51%	↓ - 0,78%	↑ + 1,74%	↓ - 0,66%	↑ + 2,37%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

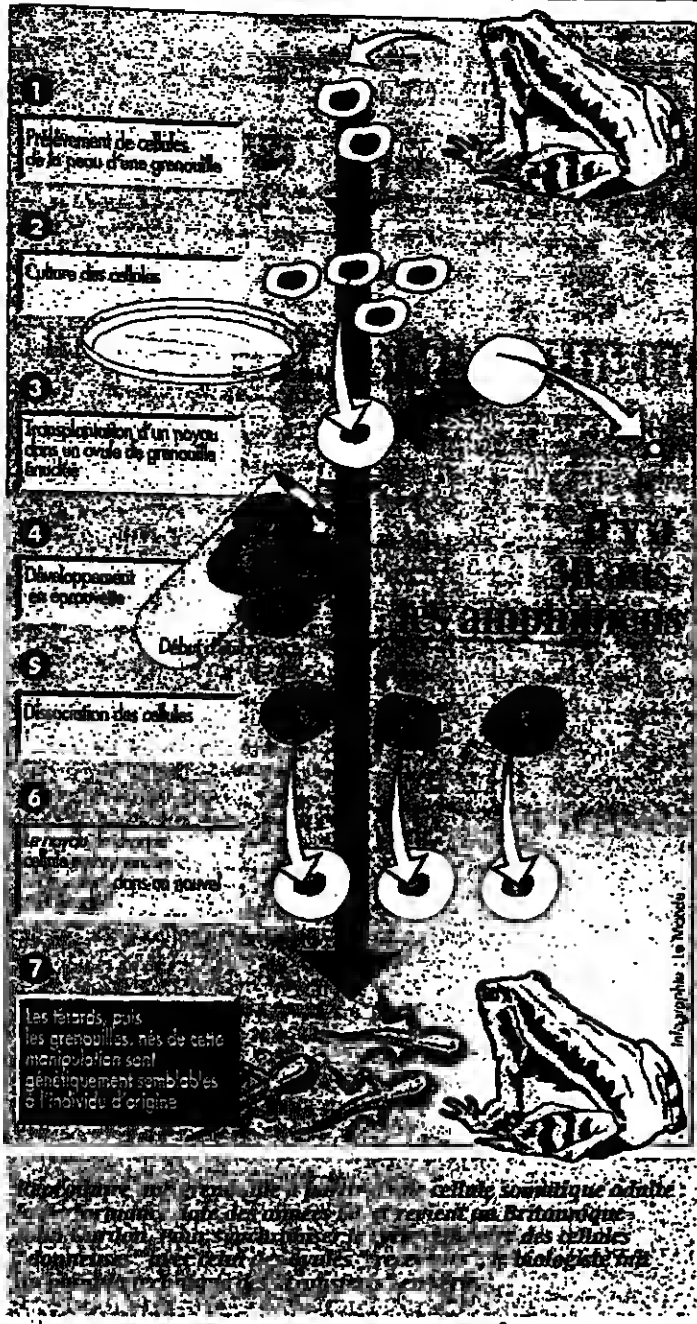
progressions hebdomadaires. Les opérateurs relèvent toutefois que le marché est très nerveux, comme en témoignent les forts décalages sur certaines valeurs. « Nous avons un marché où les liquidités affluent mais qui est sans véritable idée [quant aux lieux] où les investir », commentait un intervenant vendredi soir en soulignant les réactions exagérées de la cote chaque fois (Club Méditerranée lundi dernier, le Gan et Renault, vendredi) qu'une bonne nouvelle tombe à propos d'une valeur en retard.

La Bourse de Tokyo a perdu 2,51 % cette semaine à 18 557 points. L'essentiel de la baisse s'est effectué vendredi, jour où les valeurs ont perdu 2,4 %. Le marché nippon devrait peu fluctuer la semaine prochaine, les opérateurs étant très prudents en raison des interrogations sur l'évolution des taux d'intérêt américains, estiment les analystes.

F. Bn

La naissance de Dolly était prévisible depuis 1950

C'est par tâtonnements successifs que les scientifiques sont parvenus à reproduire un individu à partir d'une seule de ses cellules. Mais, biologiquement, cette performance reste un mystère



LA NAISSANCE de Dolly, agnelle écosseuse clonée de main d'humain, est une performance. Pour la première fois dans l'histoire de la biologie, un clone de mammifère, au sens strict du terme, est en effet né il y a quelques mois au laboratoire d'Edinburgh. Devant cette prouesse aux implications éthiques considérables, les chercheurs, et ce n'est que raison, restent partagés entre inquiétude et enthousiasme. Ils s'accordent en tout cas sur un point: loin de constituer une surprise, les résultats obtenus aujourd'hui sont l'aboutissement d'une longue quête, commencée il y a près d'un demi-siècle: la technique employée pour fabriquer Dolly est, à quelques points de détail près, similaire à celle que l'on espérait mettre en œuvre dans les années 50.

A cette époque déjà, les biologistes étaient persuadés que reproduire un individu à partir d'une seule de ses cellules était théoriquement possible. Grâce à l'émergence de la génétique, on savait que chaque cellule somatique (c'est-à-dire non sexuelle) contient, dans son noyau, le double jeu complet de chromosomes qui constitue son programme génétique. En principe, il suffisait donc de prélever un de ces noyaux et de l'introduire dans un œuf préalablement vidé de son propre noyau pour obtenir, à la naissance, un individu génétiquement identique au donneur. A condition, bien sûr, que les noyaux somatiques aient conservé leurs potentialités d'origine et que des

cellules de foie ou de peau puissent se « différencier » pour redevenir embryonnaires. Ce qui restait, et resta longtemps, à vérifier.

En 1952, deux biologistes américains de l'Institut de recherche sur le cancer de Philadelphie, Robert Briggs et Thomas King, implantèrent des noyaux de cellules embryonnaires de grenouille dans des œufs énucléés. Ils obtinrent - c'était une première - la naissance de têtards. Ils constatèrent rapidement que l'expérience marchait d'autant moins bien que les cellules embryonnaires étaient plus âgées, autrement dit plus spécialisées.

Une dizaine d'années plus tard, un chercheur britannique de l'université d'Oxford, John Gurdon, réussit, avec un rendement extrêmement faible, à obtenir la naissance de têtards à partir de cellules différenciées (intestinales et épithéliales). Là encore, un léger doute subsistait: les cellules de la peau et de l'épithélium intestinal sont en effet en renouvellement perpétuel, et rien ne prouvait que les cellules donneuses utilisées étaient réellement différenciées.

UN AGNEAU, MRS CINQ VEUX
L'affaire se compliqua considérablement lorsque les chercheurs voulurent passer aux mammifères: leurs œufs sont minuscules au regard de ceux des amphibiens (un œuf de lapine est mille fois plus petit qu'un œuf de grenouille) et doivent de surcroît être réimplantés dans l'utérus d'une femelle hôte. Dans les années 70, plusieurs expériences de clonage tentées

chez la souris et le lapin ne tinrent pas leurs promesses. En 1975, J. D. Bromhall, ancien élève de Gurdon à l'université d'Oxford, affirmait ainsi dans la revue britannique *Nature*: « Le noyau d'une cellule somatique, transplanté dans un œuf de lapine non fécondé, peut remplacer le sperme en provoquant le développement pendant les premières divisions ».

Toute l'existence de Dolly était déjà contenue, en puissance, dans cette phrase. Mais les œufs, à l'époque, ne dépassaient pas le stade des premières divisions. Il fallut attendre le milieu des années 80, et les formidables progrès enregistrés dans le transfert d'embryons de bovins, pour que la perspective du clonage animal se concrétise véritablement. En 1986, l'équipe britannique du docteur Willadsen (Cambridge) annonçait la première naissance d'un agneau issu d'un « clonage embryonnaire par transfert de noyau ». Dans les années suivantes, cette technique - qui, comme son nom l'indique, utilise des cellules embryonnaires et non pas somatiques - fut expérimentée chez la brebis, la vache, la lapine, la truie et la chèvre.

En 1993, l'INRA annonçait à son tour avoir obtenu par ce procédé, sous la direction de Jean-Paul Renard (Jouy-en-Josas, Yvelines), la naissance de cinq veaux à partir d'une seule cellule embryonnaire (*Le Monde* du 1^{er} avril 1993). Pour mener à bien ce semi-clonage (car les veaux, issus de cellules embryonnaires, ne sont pas les clones conformes d'animaux adultes), les chercheurs de Jouy-en-Josas utili-

sèrent un embryon « donneur », prélevé dans l'utérus d'une vache. De cet embryon, ils isolèrent dix-sept cellules. Chacune fut réintroduite dans un ovocyte « receveur » préalablement énucléé, qui fut lui-même réimplanté dans l'utérus d'une génisse « porteuse ».

OUI, MAIS COMMENT ?

Entre Dolly et les veaux de l'INRA, il y eut encore une étape, franchie, déjà, par les biologistes du Roslin Institute d'Edinburgh. Dans la revue *Nature* datée du 7 mars 1996, l'équipe de Ian Wilmut annonçait avoir obtenu deux agnelles, Megan et Morag, exactes répliques génétiques l'une de l'autre. A la différence des animaux obtenus jusqu'alors, elles provenaient de cellules d'un embryon de mouton âgé de neuf jours, autrement dit d'un embryon comptant déjà quelque cent vingt cellules. Ces dernières, à ce stade, avaient déjà commencé à se différencier en trois tissus distincts: l'endoderme, le mésoderme et l'ectoderme.

Avec Dolly, la preuve en est donc faite: replacées dans un contexte adéquat, des cellules adultes différenciées peuvent redevenir « totipotentes » et donner naissance à un être supérieur parfaitement constitué. Comment cette performance, au plan biologique, a-t-elle été rendue possible ? La est sans doute l'aspect le plus étonnant de l'histoire: les chercheurs, pour ainsi dire, n'en savent rien.

Catherine Vincent

Pas une copie conforme

INDISCUTABLEMENT clone, Dolly (que les chercheurs de l'Institut Roslin ont ainsi nommée parce que la cellule mammaire dont elle est issue lui a fait penser à « l'impressionnant ensemble de cellules mammaires de la chanteuse Dolly Parton » selon le Pr Ian Wilmut) est-elle pour autant l'exacte réplique biologique de son parent ? Rien n'est moins sûr.

Si ce qui passe d'une génération à l'autre est, essentiellement, la structure génétique, l'environnement dans lequel se développe l'embryon a aussi son importance. « L'œuf est une cellule avec son cytoplasme et son nucléoplasme riches en composants non directement portés par cette structure génétique, mais susceptibles, dans des proportions variables selon l'espèce, d'en modifier et d'en orienter la lecture. On nomme ce phénomène hérité maternel », précise Alain Prochiantz, spécialiste au CNRS du développement du système nerveux.

Il y a vingt ans, alors que les chercheurs sur le clonage des mam-

mifères balbutiaient, un biologiste américain, Paul Gross, soulignait déjà cette limite: à la copie conforme dans la revue américaine *Science*.

Estimant que l'œuf dans lequel est implanté le noyau d'une cellule somatique influence sans doute d'une manière ou d'une autre le développement de l'embryon, il notait cette conclusion savoureuse: « Si vous voulez obtenir une exacte copie de vous-même, le mieux que vous puissiez faire est de fusionner le noyau d'une des cellules de votre corps avec un ovule énucléé de votre mère. Et, tant qu'à faire, si vous en êtes là, vous feriez aussi bien de lui donner ensuite l'embryon à porter. Si elle a le même âge et si elle est dans la même forme physique qu'au moment où vous vous êtes vous-même implanté en elle, vous avez une bonne chance de voir émerger, quelque trente-huit semaines plus tard, un autre vous-même. »

C. V.

Les gènes aussi

Cloner un gène signifie l'extraire de son contexte cellulaire et le reproduire en quantité quasiment illimitée: plusieurs milliers de copies, à l'échelle biologique, représentent quelques centaines de microgrammes de matière. La méthode classique consiste à isoler le gène auquel on s'intéresse - pour l'étudier, ou l'introduire dans un autre organisme - à l'aide d'enzymes dites de restriction, puis à l'insérer, à l'aide d'autres enzymes appelées ligases, dans de petites molécules d'ADN circulaire naturellement présentes chez les bactéries: les plasmides. Utilisées comme vecteurs de clonage, ces plasmides s'autorepliquent dans leurs bactéries-hôtes et répliquent dix mille copies le gène qu'elles ont intégré.

Le procédé est d'autant plus efficace que les micro-organismes mis en œuvre sont cultivés dans des conditions favorisant la reproduction du plasmide, dont le nombre de copies peut atteindre plusieurs centaines par bactérie.

C. V.

Des clones verts par milliers

LE MOT « clone » vient du grec et désigne une petite branche ou une jeune pousse. A l'origine, il ne s'applique donc qu'à la reproduction non sexuée (ou végétative) des végétaux. Si le terme fut ensuite étendu à toutes les formes de multiplication asexuée, le règne végétal reste celui qui bénéficie le plus de cet outil de multiplication, aujourd'hui parfaitement maîtrisé et appliqué à de nombreuses variétés de grande culture.

Le clonage des végétaux, en effet, pose infiniment moins de problèmes techniques que celui des animaux. Certaines plantes dépourvues de graines, tels l'ail ou la pomme de terre, ne se reproduisent pas autrement. Elles possèdent des cellules embryonnaires indifférenciées, qui, une fois mises en terre, donnent des plantes-filles génétiquement semblables à leur unique parent. D'autres acceptent un compromis: capables de se reproduire par voie sexuée, la vigne ou les arbres fruitiers peuvent aussi, par bouturage ou par greffe, donner naissance à des individus présentant leurs propres caractéristiques agronomiques.

La maîtrise du clonage végétal a franchi une nouvelle étape dans les années 70, avec la banalisation de la culture des plantes en éprouvette. Cette technologie, encore dite « multiplication végétative *in vitro* », s'appuie sur la capacité naturelle des plantes à se régénérer à partir d'une unique cellule. A la différence de ce qu'impose le

clonage animal, aucun transfert de noyau n'est ici nécessaire. Il suffit d'établir un environnement propice à la différenciation cellulaire (lumière, température, hormones de croissance, etc.) pour obtenir très rapidement, à partir de cellules isolées, des milliers de carottes ou de plants de tabac identiques.

LES ORGANES-CLÉS DU BOURGEONNEMENT

La reproduction à grande échelle de plantes génétiquement semblables présente toutefois un risque majeur: si un parasite infeste l'une d'entre elles, toute la population peut rapidement être touchée sans aucune possibilité de résistance. Pour pallier cet inconvénient, on a désormais recours à la culture de « méristèmes ».

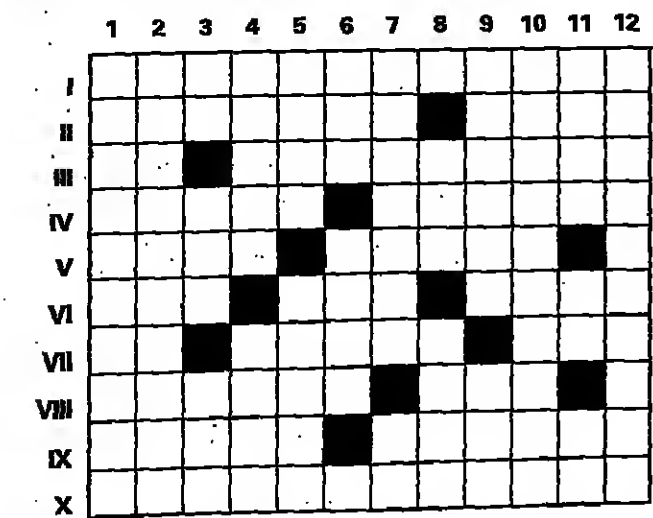
Ainsi que l'ont découvert plusieurs équipes de l'INRA dans les années 50, ces petits massifs cellulaires, situés à l'extrémité des tiges et des racines des plantes, restent en effet indemnes de virus. On sait aujourd'hui qu'ils constituent les organes-clés du bourgeonnement et de la multiplication végétative. Leur culture en laboratoire est employée dans le monde entier pour régénérer les clones de nombreuses variétés florales ou fruitières, lorsque celles-ci, obtenues par multiplication végétative, se révèlent trop contaminées.

C. V.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 57036

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT

1. Habiller et préparer pour la cérémonie. - 2. Un média libre qui ne vérifie pas ses informations. Froissée quand on l'accroche. - 3. Note. Il était au service de Napoléon, il sert maintenant des repas rapides. - 4. Respectant les règles et les usages. Chasseur de moustiques. - 5. Lancé comme des emprunts. Lieu de repos où l'on peut faire le plein. - 6. Met un cran à la ceinture. A la bonne heure. Proche d'Alençon. - 7. Dans les parties, elle nous tient au courant. Pronom indéfini. - 8. VIII. Observateurs attentifs. N'importe quel mec. - 9. Ne sera plus au courant. Maintient l'ouverture. - 10. Mètre en place et surtout ne plus rien botter.

VERTICALEMENT

1. La France n'en fera pas une salade puisqu'elle est déjà perdue. - 2. N'a plus besoin de la main de l'homme. - 3. Son rapport reste constant. Cher lui tout est bon, on peut même casser la graine. Dieu à Westminster. - 4. Accepté l'idée. Pleine d'énergie au départ.

elle est vidée en fin de parcours. - 5. Ne fait pas rire... elles sont noyées par la rue. Autour du trou. - 6. Produit une lumière intense. Passes sous silence. - 7. Des raisons chez les chirurgiens. Possède. - 8. Voulait être une armée, elle ne fut qu'un sinistre mouvement. Rivière d'Europe centrale. - 9. Ne seront pas en manque. En position de force. - 10. Sottes et canadiennes à la fois. - 11. Lecture de femmes. Personnel. Bouts d'ail. - 12. Il ne s'occupe pas de justice ni de morale quand il est au courant.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 57035

HORIZONTALEMENT

1. Capitulation. - 2. Arachide. Ro. - 3. Rata. Souzou. - 4. Ibre. NL. Lev. - 5. AL. INA. Toile. - 6. Téléviseur. - 7. Uni. h. Egu. - 8. VIII. Di. Nègres. An. - 9. Erse. Aoriste. - 10. Solaparté.

VERTICALEMENT

1. Carantides. - 2. Arable. Arc. - 3. Pité. LU. SL. - 4. Isariennes. - 5. Th. Ervie. - 6. Uns. AL. Gai. - 7. Lion. Sirop. - 8. Adultera. - 9. Têt. Ou. Sir. - 10. Ebre. SL. - 11. Omé. GATT. - 12. Nouveau-née.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gurenborg 94802 Ivry cedex.

133, avenue des Champs-Élysées 75408 Paris cedex 08.

Tél: 01 44 43 76 00 Fax: 01 44 43 77 30

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1730

TOURNOI DE LINARES (1997)

Blancs: V. Kramnik. Noirs: J. Polgar. Défense est-indienne.

1. C5	C5	20. Td1 (f)	d4 (f)
2. f4	f4	21. f4 (f)	f4
3. C2	C2	22. f4 (f)	f4
4. d4	d4	23. f4 (f)	f4
5. d4	d4	24. d4 (f)	f4
6. f2	f2	25. Td1 (f)	f4
7. d4	d4	26. f4 (f)	f4
8. f4	f4	27. d4 (f)	f4
9. f4 (f)	f4	28. Td1 (f)	f4
10. Td1 (f)	f4	29. f4 (f)	f4
11. C2 (f)	f4	30. d4 (f)	f4
12. f4 (f)	f4	31. f4 (f)	f4
13. f4	f4	32. Td1 (f)	f4
14. f4	f4	33. f4 (f)	f4
15. f4	f4	34. f4 (f)	f4
16. f4	f4	35. f4 (f)	f4
17. f4	f4	36. f4 (f)	f4
18. f4	f4	37. f4 (f)	f4
19. f4	f4	38. f4 (f)	f4

NOTES

a) Dans cette suite principale de l'est-indienne, la structure des pions détermine la stratégie des deux camps: les Blancs attaquent sur l'aile-D via c4-c5, les Noirs sur l'aile-R via f7-f5. Plusieurs choix s'offrent aux Blancs: 9. C61, 9. C62, 9. f2, 9. f22, et le procédé le plus direct: 9. b4.

b) Ou 10. g3, 10. c5, 10. C62.

c) 10... h6 est peut-être trop lent (si 10... C4; 11. f21).

d) Menaçant le C5.

e) 11... C4; 12. f4, 12. f4; 13. Td1, f4; 14. C6, f4; 15. d6, f4; 16. Td3, f4; 17. Dc2, f4; 18. f4, f4; 19. f4, f4; 20. f4, f4; 21. f4, f4; 22. f4, f4; 23. f4, f4; 24. f4, f4; 25. f4, f4; 26. f4, f4; 27. f4, f4; 28. f4, f4; 29. f4, f4; 30. f4, f4; 31. f4, f4; 32. f4, f4; 33. f4, f4; 34. f4, f4; 35. f4, f4; 36. f4, f4; 37. f4, f4; 38. f4, f4; 39. f4, f4; 40. f4, f4; 41. f4, f4; 42. f4, f4; 43. f4, f4; 44. f4, f4; 45. f4, f4; 46. f4, f4; 47. f4, f4; 48. f4, f4; 49. f4, f4; 50. f4, f4; 51. f4, f4; 52. f4, f4; 53. f4, f4; 54. f4, f4; 55. f4, f4; 56. f4, f4; 57. f4, f4; 58. f4, f4; 59. f4, f4; 60. f4, f4; 61. f4, f4; 62. f4, f4; 63. f4, f4; 64. f4, f4; 65. f4, f4; 66. f4, f4; 67. f4, f4; 68. f4, f4; 69. f4, f4; 70. f4, f4; 71. f4, f4; 72. f4, f4; 73. f4, f4; 74. f4, f4; 75. f4, f4; 76. f4, f4; 77. f4, f4; 78. f4, f4; 79. f4, f4; 80. f4, f4; 81. f4, f4; 82. f4, f4; 83. f4, f4; 84. f4, f4; 85. f4, f4; 86. f4, f4; 87. f4, f4; 88. f4, f4; 89. f4, f4; 90. f4, f4; 91. f4, f4; 92. f4, f4; 93. f4, f4; 94. f4, f4; 95. f4, f4; 96. f4, f4; 97. f4, f4; 98. f4, f4; 99. f4, f4; 100. f4, f4; 101. f4, f4; 102. f4, f4; 103. f4, f4; 104. f4, f4; 105. f4, f4; 106. f4, f4; 107. f4, f4; 108. f4, f4; 109. f4, f4; 110. f4, f4; 111. f4, f4; 112. f4, f4; 113. f4, f4; 114. f4, f4; 115. f4, f4; 116. f4, f4; 117. f4, f4; 118. f4, f4; 119. f4, f4; 120. f4, f4; 121. f4, f4; 122. f4, f4; 123. f4, f4; 124. f4, f4; 125. f4, f4; 126. f4, f4; 127. f4, f4; 128. f4, f4; 129. f4, f4; 130. f4, f4; 131. f4, f4; 132. f4, f4; 133. f4, f4; 134. f4, f4; 135. f4, f4; 136. f4, f4; 137. f4, f4; 138. f4, f4; 139. f4, f4; 140. f4, f4; 141. f4, f4; 142. f4, f4; 143. f4, f4; 144. f4, f4; 145. f4, f4; 146. f4, f4; 147. f4, f4; 148. f4, f4; 149. f4, f4; 150. f4, f4; 151. f4, f4; 152. f4, f4; 153. f4, f4; 154. f4, f4; 155. f4, f4; 156. f4, f4; 157. f4, f4; 158. f4, f4; 159. f4, f4; 160. f4, f4; 161. f4, f4; 162. f4, f4; 163. f4, f4; 164. f4, f4; 165. f4, f4; 166. f4, f4; 167. f4, f4; 168. f4, f4; 169. f4, f4; 170. f4, f4; 171. f4, f4; 172. f4, f4; 173. f4, f4; 174. f4, f4; 175. f4, f4; 176. f4, f4; 177. f4, f4; 178. f4, f4; 179. f4, f4; 180. f4, f4; 181. f4, f4; 182. f4, f4; 183. f4, f4; 184. f4, f4; 185. f4, f4; 186. f4, f4; 187. f4, f4; 188. f4, f4; 189. f4, f4; 190. f4, f4; 191. f4, f4; 192. f4, f4; 193. f4, f4; 194. f4, f4; 195. f4, f4; 196. f4, f4; 197. f4, f4; 198. f4, f4; 199. f4, f4; 200. f4, f4; 201. f4, f4; 202. f4, f4; 203. f4, f4; 204. f4, f4; 205. f4, f4; 206. f4, f4; 207. f4, f4; 208. f4, f4; 209. f4, f4; 210. f4, f4; 211. f4, f4; 212. f4, f4; 213. f4, f4; 214. f4, f4; 215. f4, f4; 216. f4, f4; 217. f4, f4; 218. f4, f4; 219. f4, f4; 220. f4, f4; 221. f4, f4; 222. f4, f4; 223. f4, f4; 224. f4, f4; 225. f4, f4; 226. f4, f4; 227. f4, f4; 228. f4, f4; 229. f4, f4; 230. f4, f4; 231. f4, f4; 232. f4, f4; 233. f4, f4; 234. f4, f4; 235. f4, f4; 236. f4, f4; 237. f4, f4; 238. f4, f4; 239. f4, f4; 240. f4, f4; 241. f4, f4; 242. f4, f4; 243. f4, f4; 244. f4, f4; 245. f4, f4; 246. f4, f4; 247. f4, f4; 248. f4, f4; 249. f4, f4; 250. f4, f4; 251. f4, f4; 252. f4, f4; 253. f4, f4; 254. f4, f4; 255. f4, f4; 256. f4, f4; 257. f4, f4; 258. f4, f4; 259. f4, f4; 260. f4, f4; 261. f4, f4; 262. f4, f4; 263. f4, f4; 264. f4, f4; 265. f4, f4; 266. f4, f4; 267. f4, f4; 268. f4, f4; 269. f4, f4; 270. f4, f4; 271. f4, f4; 272. f4, f4; 273. f4, f4; 274. f4, f4; 275. f4, f4; 276. f4, f4; 277. f4, f4; 278. f4, f4; 279. f4, f4; 280. f4, f4; 281. f4, f4; 282. f4, f4; 283. f4, f4; 284. f4, f4; 285. f4, f4; 286. f4, f4; 287. f4, f4; 288. f4, f4; 289. f4, f4; 290. f4, f4; 291. f4, f4; 292. f4, f4; 293. f4, f4; 294. f4, f4; 295. f4, f4; 296. f4, f4; 297. f4, f4; 298. f4, f4; 299. f4, f4; 300. f4, f4; 301. f4, f4; 302. f4, f4; 303. f4, f4; 304. f4, f4; 305. f4, f4; 306. f4, f4; 307. f4, f4; 308. f4, f4; 309. f4, f4; 310. f4, f4; 311. f4, f4; 312. f4, f4; 313. f4, f4; 314. f4, f4; 315. f4, f4; 316. f4, f4; 317. f4, f4; 318. f4, f4; 319. f4, f4; 320. f4, f4; 321. f4, f4; 322. f4, f4; 323. f4, f4; 324. f4, f4; 325. f4, f4; 326. f4, f4; 327. f4, f4; 328. f4, f4; 329. f4, f4; 330. f4, f4; 331. f4, f4; 332. f4, f4; 333. f4, f4; 334. f4, f4; 335. f4, f4; 336. f4, f4; 337. f4, f4; 338. f4, f4; 339. f4, f4; 340. f4, f4; 341. f4, f4; 342. f4, f4; 343. f4, f4; 344. f4, f4; 345. f4, f4; 346. f4, f4; 347. f4, f4; 348. f4, f4; 349. f4, f4; 350. f4, f4; 351. f4, f4; 352. f4, f4; 353. f4, f4; 354. f4, f4; 355. f4, f4; 356. f4, f4; 357. f4, f4; 358. f4, f4; 359. f4, f4; 360. f4, f4; 361. f4, f4; 362. f4, f4; 363. f4, f4; 364. f4, f4; 365. f4, f4; 366. f4, f4; 367. f4, f4; 368. f4, f4; 369. f4, f4; 370. f4, f4; 371. f4, f4; 372. f4, f4; 373. f4, f4; 374. f4, f4; 375. f4, f4; 376. f4, f4; 377. f4, f4; 378. f4, f4; 379. f4, f4; 380. f4, f4; 381. f4, f4; 382. f4, f4; 383. f4, f4; 384. f4, f4; 385. f4, f4; 386. f4, f4; 387. f4, f4; 388. f4, f4; 389. f4, f4; 390. f4, f4; 391. f4, f4; 392. f4, f4; 393. f4, f4; 394. f4, f4; 395. f4, f4; 396. f4, f4; 397. f4, f4; 398. f4, f4; 399. f4, f4; 400. f4, f4; 401. f4, f4; 402. f4, f4; 403. f4, f4; 404. f4, f4; 405. f4, f4; 406. f4, f4; 407. f4, f4; 408. f4, f4; 409. f4, f4; 410. f4, f4; 411. f4, f4; 412. f4, f4; 413. f4, f4; 414. f4, f4; 415. f4, f4; 416. f4, f4; 417. f4, f4; 418. f4, f4; 419. f4, f4; 420. f4, f4; 421. f4, f4; 422. f4, f4; 423. f4, f4; 424. f4, f4; 425. f4, f4; 426. f4, f4; 427. f4, f4; 428. f4, f4; 429. f4, f4; 430. f4, f4; 431. f4, f4; 432. f4, f4; 433. f4, f4; 434. f4, f4; 435. f4, f4; 436. f4, f4; 437. f4, f4; 438. f4, f4; 439. f4, f4; 440. f4, f4; 441. f4, f4; 442. f4, f4; 443. f4, f4; 444. f4, f4; 445. f4, f4; 446. f4, f4; 447. f4, f4; 448. f4, f4; 449. f4, f4; 450. f4, f4; 451. f4, f4; 452. f4, f4; 453. f4, f4; 454. f4, f4; 455. f4, f4; 456. f4, f4; 457. f4, f4; 458. f4, f4; 459. f4, f4; 460. f4, f4; 461. f4, f4; 462. f4, f4; 463. f4, f4; 464. f4, f4; 465. f4, f4; 466. f4, f4; 467. f4, f4; 468. f4, f4; 469. f4, f4; 470. f4, f4; 471. f4, f4; 472. f4, f4; 473. f4, f4; 474. f4, f4; 475. f4, f4; 476. f4, f4; 477. f4, f4; 478. f4, f4; 479. f4, f4; 480. f4, f4; 481. f4, f4; 482. f4, f4; 483. f4, f4; 484. f4, f4; 485. f4, f4; 486. f4, f4; 487. f4, f4; 488. f4, f4; 489. f4, f4; 490. f4, f4; 491. f4, f4; 492. f4, f4; 493. f4, f4; 494. f4, f4; 495. f4, f4; 496. f4, f4; 497. f4, f4; 498. f4, f4; 499. f4, f4; 500. f4, f4; 501. f4, f4; 502. f4, f4; 503. f4, f4; 504. f4, f4; 505. f4, f4; 506. f4, f4; 507. f4, f4; 508. f4, f4; 509. f4, f4; 510. f4, f4; 511. f4,

34 / LE

In

par

LET
Parvi
de fei
foi d
deux
ils o
près
mâit
mais
Elle
port
frat
ans.
hau
gea
pai
gue
« L
qui
« L
fui
étr
fré
du q
oe L
CR
a é
o v
t

Le design des années lumière

Mieux s'éclairer pour mieux vivre, le temps de la clarté intelligente est arrivé

LA « FÉE ÉLECTRICITÉ » n'a longtemps dispensé que de la lumière : on sait aujourd'hui qu'elle peut aussi offrir de l'éclairage. Mais si cette notion moderne de la mise en place domestique de la grande découverte du XIX^e siècle avait été mise en évidence par l'école du Bauhaus, dès les années 20, il lui faudrait encore un temps très long pour parvenir à son âge de maturité.

La mise au point de la lampe à incandescence par Thomas Edison en 1879 a longtemps été notre seul élément de référence et de confort. On peut le voir encore, ces ampoules suspendues au plafond, limitant l'espace, et signalant plutôt les cuisines dans le puzzle indistinct des façades d'immeubles. Contraste éclatant : des salles de séjour éclairées o *giorno*, inondées de la clameur blanche, violente, abusive parfois, d'un seul lampadaire à halogène qui semble avoir rassasié d'un coup tout le souci contemporain d'y voir plus clair.

Si pourtant l'ampoule halogène coûtait, à ses débuts, plus cher que le pied en métal noir et sa coupole-réfecteur, on ne se lassait pas, dans les années 80, d'en poser ici ou là, et de créer chez soi la clarté brutale d'un magasin ou d'une galerie, ou tuant les autres sources lumineuses. « C'était le temps du design pur et dur, des meubles noirs, des lumières crues », note, observateur, Jacques Bobroff, ébéniste en matière d'éclairage, depuis une vingtaine d'années, à partir des trois implantations parisiennes de son Espace lumière.

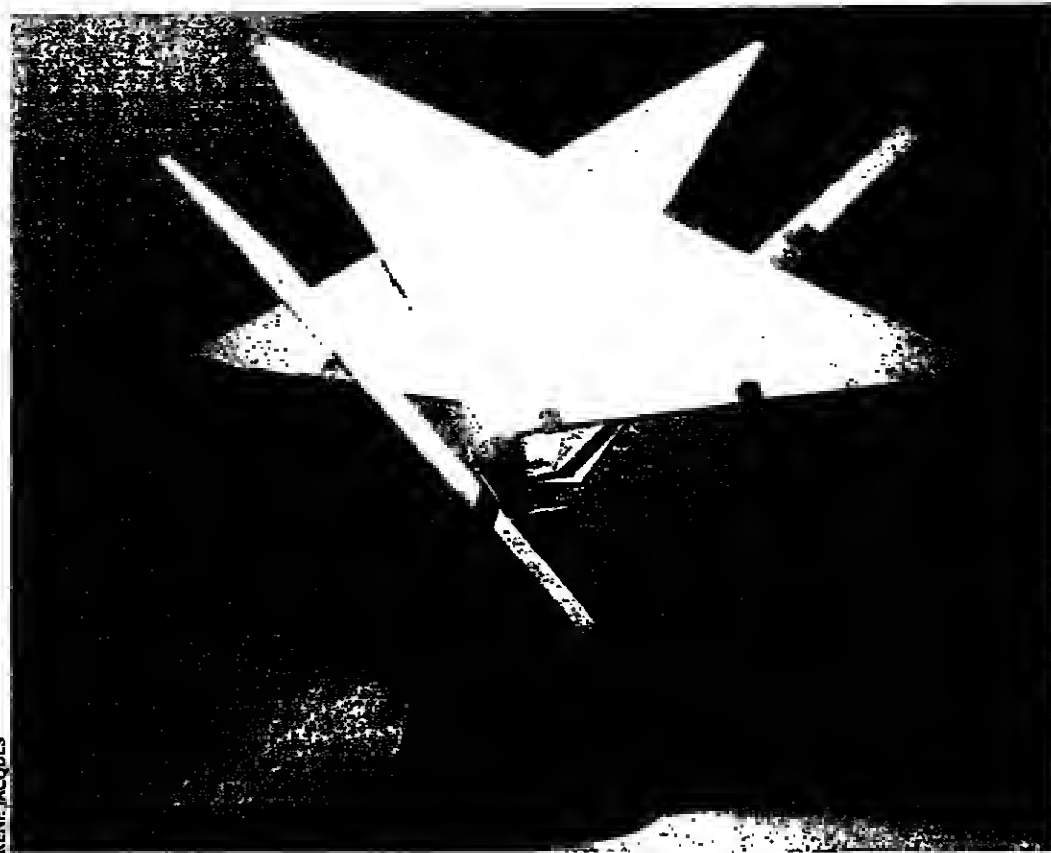
Après le temps des excès revient celui de la douceur, de la recherche d'une ambience. On sait aujourd'hui moduler, contraster, compléter, faire dialoguer les lumières au gré des besoins. « Les créateurs des années 60 et 70 essayaient d'habiller avec des matières

variées, des plastiques, du métal découpé, des marguerites d'aluminium, des coquilles de plâtre, une source lumineuse qui, elle, ne changeait pas. Aujourd'hui, toutes les lampes sont performantes, et ce qu'on doit rechercher, estime notre amateur, c'est la simplicité jusqu'au minimalisme. Les luminaires les plus extraordinaires seront les plus « ordinaires ». C'est l'effet que l'on veut obtenir qui est important. »

Eblouis par les prouesses de mise en lumière que nous ont dispensées les musées renoués, les gares et aéroports, les consommateurs entrent dans les magasins avec quelques notions sommaires – halogène, basse tension, classe II – et le désir de renouveler leur environnement par la lumière, avec des lampes destinées à être vues.

Voici que se distinguent les classiques de notre époque, les efficaces et les poétiques, les lyriques et les sobres, les vraies dynamos et les faux éventails, celles qui affichent leur mécanisme et ceux qui se cachent sous un voile, les durs et les tamisés, avec toutes les déclinaisons de l'obsession de tout créateur de lumière : comment réinventer chaque matin l'abat-jour.

Ce sont les designers italiens ou bien des créateurs français travaillant pour des fabricants italiens qui se tiennent dans les premiers rangs. Par l'originalité, la finition et la longévité des modèles. Exemple, datant de 1962 : cette coupole de métal au bout d'un arc lancé à partir d'un bloc de marbre d'Achille et Pier Giacomo Castiglioni qui évoque le temps des Choses de Georges Perec, mais qui figure toujours au catalogue de Flos. Du même Achille, milésimée 1978, la version moderne du lustre de salle à manger : Frisbi, projecteur suspendu verticalement projetant son faisceau à travers un écran circulaire déplié qui transmet



RENE JACQUES

ce qu'il faut, arrête, diffuse et renvoie le reste vers le plafond, sans éblouir les convives.

Dans la tendance « lampe d'atelier », qui éclairait les restaurants américains et allait donner le ton aux lofts, c'est un luminaire de rue en verre strié rapporté d'Italie au début des années 80 qui aura le plus de succès chez Espace lumière. Le verre strié revêtira en force dans un modèle de suspension dessiné par Starck pour Flos et baptisé Romeo Moon.

DIKTAT DE L'HALOGENE

Mais l'abat-jour n'est pas absent des préoccupations. Chez Luca Plan, c'est Costanza, un best-seller mis au point par Paolo Rizzatto dès 1986 qui est livré en kit, socle et pied en aluminium, abat-jour de couleur vive en polycarbonate que l'on agrafe à la livraison et qui existe en lampadaire, ou en lampe de table. Quand il déploie comme une coupole de nylon blanc en pluie autour du lampadaire Rosy Angelis, performant par ailleurs, Starck lui aussi réveille le geste du foulard jeté sur

une lampe. Pour ne rien dire de l'imbattable Miss Sissi, archétype à peine déguisé de la lampe de chevet, plongée dans un bain de couleur vive, rouge, vert, orange ou violet, dont le charme précède le regain des matières plastiques. On les retrouve, en tons acidulés, avec l'hommage à Paco Rabanne (pièces de couleurs clippées) de Rodolfo Dordoni (Artemide), qui a pensé à l'interrupteur fluorescent pour venir en aide aux endormis.

Pour s'échapper du diktat de l'halogène à plein régime, les créateurs n'ont pas oublié l'Éloge de l'ombre, de l'écrivain japonais Tanizaki. Ils servent que nous avons mille manières d'attirer la lumière au fond des pièces, de la faire rebondir sur les cadres, miroiter dans les glaces. Certains ont pensé à l'estomper. Parmi eux, l'école catalane s'attache à traduire en langage contemporain des matériaux comme le parchemin, soit en appoint dans une lampe de lecture, soit comme élément principal dans une colonne de lumière diffusée en douceur.

Mais il reste que la lampe de bureau, dite « lampe d'architecte », est celle qui attise le plus l'imagi-

nation. Si la Tizio (Artemide) de Richard Sapper, avec son bras articulé, ses deux branches et son effet de contrepoids, est parmi les plus connues, d'autres ont pris le relais. Très « techno » comme la Tolomeo, de Michele de Lucchi (Artemide) en aluminium brossé avec câbles tendus et vis apparentes ou, plus gaie mais très « technique » aussi, la Benetton, avec sa coupole bleue ou verte dans un cercle noir, orientable et stable, de Paolo Rizzatto et Alberto Meda (1985, Artemide). Quant à Afa et Tobia Scarpa, ils en ont donné avec Pierrot (1990) une traduction ironique, marchant sur deux patins et tirant un long cou d'oiseau mécanique avec une tête rouge.

Michèle Champenois



Ci-contre : « Pierrot », de Tobia et Afa Scarpa, 1990. Flos.
Ci-dessus : lampe à poser en bois et alu, de Pierre Chareau, années 30, collection privée.
A gauche : « Miss Sissi », de Philippe Starck, 1991, Flos.

Le retour du tube fluo

Rendement, économie d'énergie, durée de vie des ampoules, intensité sans échauffement, couleur de l'éclairage : on cherche à croiser ces paramètres, à réaliser un optimum. D'un rendement supérieur mais provoquant une chaleur excessive, l'ampoule incandescente à halogène, inventée en 1949 et diffusée à partir de 1959, ne sera pas le dernier mot des techniciens. Le fluorescent, le tube improprement appelé « néon » qui a fait son apparition à l'exposition de 1937, revient en force.

Pour services rendus dans les ateliers, les usines et les lieux publics, le tube fluo passe pour utilitaire. Sa lumière froide fait peur. Ces dernières années, pourtant, il a changé d'allure, replié en deux ou en quatre – on l'appelle « fluo compact » – pour prendre la place d'une ampoule classique. Il a changé de couleur, autorisant des luminosités moins blanches, jamais blafardes, qui le rapprochent des tonalités dorées, chaleureuses, que l'on recherche habituellement dans l'habitat.



La ballerine Repetto a cinquante ans

Serge Gainsbourg se chauffait exclusivement chez Repetto. A la ballerine, réservée aux femmes, il préférait les Zizi, conçues pour hommes et femmes. Et les Zizi, sorte de cyclistes, lui allaient comme un gant. Il ne les supportait qu'en blanc dandy. Cela dit, la ballerine Repetto existait avant les Zizi. Elle a été inventée pour satisfaire Brigitte Bardot, qui n'était encore qu'une sacrée gamine. En 1956, Brigitte s'apprête à tourner *Et Dieu créa la femme*. Elle veut une ballerine sexy pour tourbillonner son mamba, très mamba, qui allait fétuqueter sex-symbol. Elle a vingt-deux ans, un mari, Roger Vadim, et un premier accessit de danse classique du Conservatoire de Paris. D'où le fuselage de ses jambes, et une démarche qui allait en damner plus d'un. On entend déjà les cinéphilles hurler que la Bardot dans *Et Dieu créa la femme* danse le mamba pieds nus. Comme Ava Gardner, la Comtesse Inégale de Mankiewicz. Qu'importe ! Sans les ballerines Repetto que la starlette porte tout au long du film, sauf

pour le mamba, d'accord, Dieu aurait-il seulement créé Bardot ? Après le tissu vichy, la taille étranglée, les seins en figure de proue, c'est la ruée sur les petites ballerines. Idéales pour explorer les cha-cha de Xavier Cugat.

Pour fêter ses cinquante ans, la ballerine s'offre une coupe au carré. Faisons moderne. Montrons l'empêgne. Mais surtout gardons le noeud chichi sur le cou de pied. Le chic de la signature Repetto. Le bout carré n'en a pas pour autant chassé le bout rond, modèle-culte, qui ne saurait disparaître. La ballerine se fait toujours en chèvre lisse. Mais aussi en croco mat. En blanc et en noir. Mais aussi en blond, en citron, en chocolat, en gris. Le talon est plat. Exceptionnellement, il peut monter jusqu'à trois centimètres et demi. Au-delà, ce n'est plus une ballerine, mais un trotteur. Lolita devient alors Mambie confort. On s'étonne que la maison Repetto n'ait pas eu l'idée d'appeler ses ballerines les BB. Les Zizi, elles, doivent leur nom à la danseuse et chanteuse Zizi Jeanmaire. Normal : Rose Repetto est la mère du chorégraphe Roland Petit, qui lui-même est le mari et le Pygmalion

de la Jeanmaire. Dis-moi ce que tu chausse, je te dirai qui tu fréquentes. « La guerre finie, Rose se trouva désespérée. Je venais de mon côté de quitter l'Opéra avec armes et bagages, pour fonder les Ballets des Champs-Élysées et partir en tournée. Je laissai donc mon studio à ma mère, 12, rue de la Paix, au sixième étage sans ascenseur. Rose, sur les conseils du peintre Christian Bérard, y ouvrit un magasin d'articles de danse sous son nom de jeune fille, « Repetto », écrit Roland Petit dans son autobiographie, j'ai dansé sur les flots (Grasset, 1993).

Quelques lignes plus loin : « Vendredi 2 octobre 1967, je vendis Repetto ». Roland Petit a cédé l'affaire familiale à l'Américain Danskinn. Aujourd'hui, par le jeu des reventes, la ballerine et la Zizi appartiennent à la Caisse centrale des banques populaires. Et Brigitte Bardot est devenue la reine des animaux.

Dominique Frétyard

*A Paris : 22, rue de la Paix, 75002. A Lyon : 36, rue du Président-Herriot, 69001. Plus de 100 distributeurs en France.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

CHARLES PASQUA

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)
ET
PAUL JOLY (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

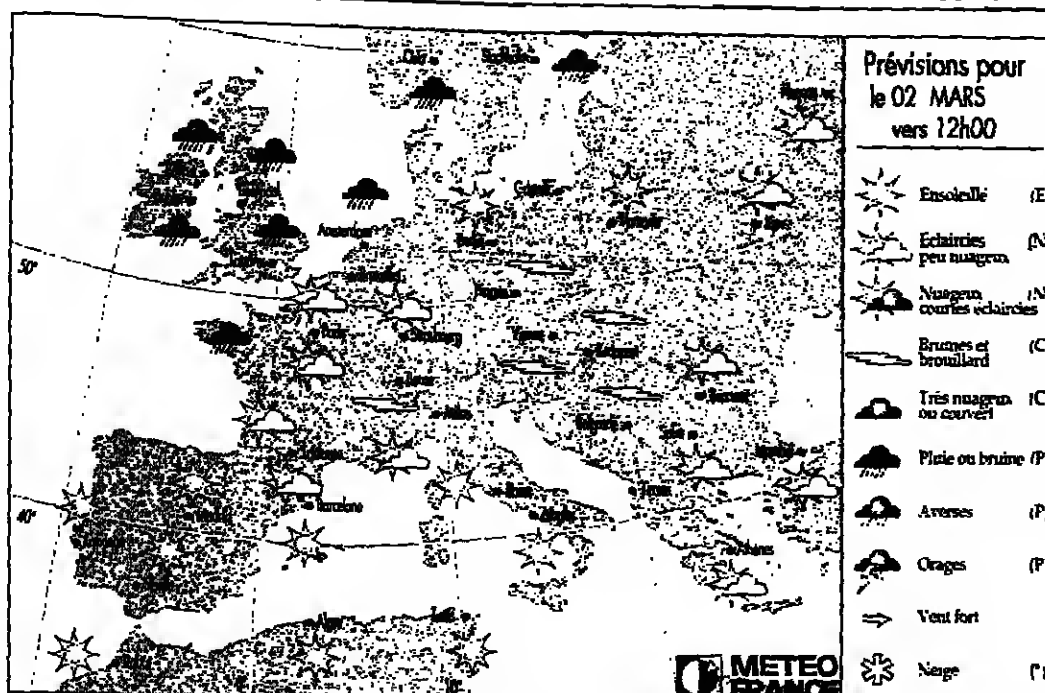
DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

ACHATS - VENTES
LINGOTS - PIÈCES OR - \$ U.S.
MONNAIES DE COLLECTION
transactions sur l'or coté
Napoléon - Souverain
Cours journalier
Règlement immédiat
COMPTOIRS SAVOYARDS
19, rue de Rome
75008 PARIS. M° St Lazare
01.45.22.93.02

MON IMPER
Impers et prêt à porter de marque H et F
Aquascutum, Burberry, Brunel et Hilaire
Gentleman Farmer, Blizzard etc...
- 10% jusqu'au 29 Mars 97
61, rue du Faubourg, Paris 75009 Paris
70 Avenue des Ternes, 75017 Paris
Tel. 01 46 24 46 98 et 01 46 22 18 64

SPORTS D'HIVER
Bulletins d'enneigement
et météo spécial skieurs
de plus de 360 stations
3615 LEMONDE

مکان الدجل



Prévisions pour le 02 MARS vers 12h00

- Ensoleillé (E)
- Éclaircies (A)
- Nuageux (N)
- Brumes et brouillards (B)
- Très nuageux (T)
- Pluie ou bruine (P)
- Orages (O)
- Vent fort (V)
- Nuage (C)

LE 02 MARS	TEMPÉRATURES MINIMA/MAXIMA	FRANCE	EUROPE	AMÉRIQUE	AFRIQUE
FRANCE					
PARIS	4/17	FRANCE	AMSTERDAM	BRASILIA	ALGER
LYON	6/21	FRANCE	ATHÈNES	BUENOS AIRES	
MARSEILLE	6/20	FRANCE	BARCELONE	CHICAGO	
NANTES	6/20	FRANCE	BELGRADE	LOS ANGELES	
STRASBOURG	6/20	FRANCE	BERLIN	MEXICO	
TOULOUSE	6/20	FRANCE	BRUXELLES	MONTREAL	
TOURS	6/20	FRANCE	BUCAREST	SAN FRANCISCO	
		FRANCE	CAEN	SANTIAGO	
		FRANCE	CHERBOURG		
		FRANCE	CLERMONT-F		
		FRANCE	DIJON		
		FRANCE	GRENOBLE		
		FRANCE	LILLE		
		FRANCE	LIMOGES		
		FRANCE	LYON		
		FRANCE	MARSEILLE		
		FRANCE	NANTES		
		FRANCE	NICE		
		FRANCE	PARIS		
		FRANCE	PERPIGNAN		
		FRANCE	RENNES		
		FRANCE	ST-ETIENNE		
		FRANCE	STRASBOURG		
		FRANCE	TOULOUSE		
		FRANCE	TOURS		

Une perturbation apportée de la pluie sur le Nord

LES HAUTES PRESSIONS ont se décaler vers le sud-est de la France et laisseront entrer sur les côtes de la Manche une perturbation en cours de maturation sur les côtes. Sur l'ensemble du pays, la douceur persistera et les températures seront printanières.

Bretagne, pays de Loire, basse Normandie. - Les nuages seront nombreux dès le matin. La pluie arrivera sur la Bretagne et sur la basse Normandie en cours de matinée. Sur les pays de Loire, le temps devrait rester sec. Le vent de sud-ouest soufflera à 60-70 km/h. Les températures seront très agréables l'après-midi, entre 13 et 14 degrés.

Normandie, Centre, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La pluie arrivera sur les côtes en fin de matinée. Elle gagnera dans la soirée l'ensemble des régions, mais une bonne partie de l'après-midi sera agréable. Le vent de sud-ouest atteindra 60 à 70 km/h. Il fera très doux, entre 15 et 17 degrés, l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La matinée sera peu nuageuse et le soleil brillera. En cours d'après-midi, le ciel se voilera, et quelques gouttes tomberont en Champagne le soir. Les températures seront de saison le matin et printanières l'après-midi, entre 15 et 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le beau temps dominera sur ces régions, avec seulement un ciel voilé. Les températures, fraîches le matin, dépasseront l'après-midi les 20 degrés au pied des Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La journée sera agréable avec du soleil. Quelques nuages élevés voileront le ciel par moments. Les températures seront fraîches le matin et très agréables l'après-midi, avec 18 à 22 degrés.

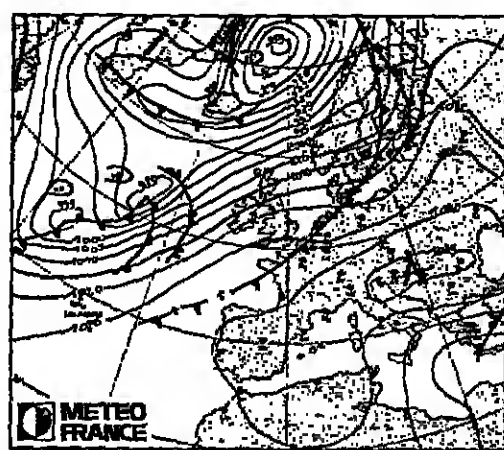
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Quelques nuages bas seront présents, le matin, sur le Languedoc. Ils se dissiperont rapidement. Le soleil sera ensuite très généreux sur l'ensemble de ces régions. Les températures seront fraîches le matin mais printanières l'après-midi, entre 17 et 21 degrés.

LE CARNET DU VOYAGEUR

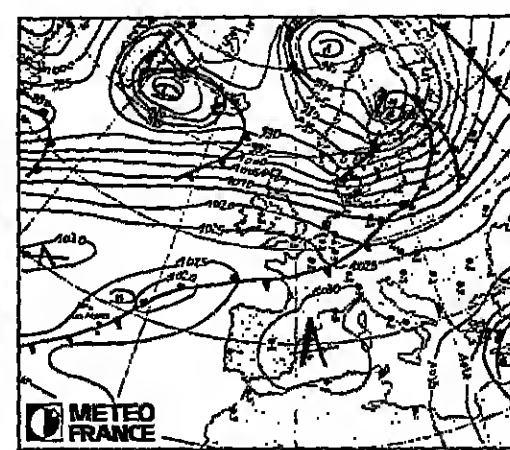
■ **POLYNÉSIE.** Air France crée, du mois de mai à fin octobre, une quatrième fréquence hebdomadaire Paris - Los Angeles - Papeete, à la suite du taux de remplissage satisfaisant de cette ligne en 1996. La compagnie n'envisage pas pour autant de participer au capital d'Air Tahiti Nui, la future compagnie française basée en Polynésie, avec laquelle elle signera des accords de coopération. - (AFP)

■ **TRANSMANCHE.** A l'intention de ceux qui utilisent souvent le train Eurostar entre Paris, Bruxelles et Londres, la compagnie édite un Guide du voyageur fréquent Eurostar présentant les possibilités d'accumuler des points échangeables contre des primes ou des billets gratuits. Renseignements (tél.) : 01-41-91-10-15.

■ **LIBAN.** Des feux de signalisation seront installés prochainement dans la capitale libanaise, dont certaines rues comptent parmi les plus encombrées du monde, l'alimentation permanente en électricité étant rétablie. Beyrouth n'avait plus de feux depuis la guerre civile de 1975-1990. - (Reuters)



Situation le 1er mars



Prévisions pour le 3 mars

SCIENCES

Le Conseil d'Etat bloque le redémarrage du surgénérat Superphénix

SUPERPHÉNIX hors-la-loi. La centrale de 1200 mégawatts de Creys-Malville (Isère), située sur le Rhône à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon, n'est pas prête à redémarrer. D'abord pour des raisons techniques liées à un arrêt programmé, jusqu'en juin, relatif à des contrôles décennaux et à des modifications concernant le combustible du cœur du surgénérat. Ensuite, parce que la justice, par la voix du Conseil d'Etat, a, vendredi 28 février, annulé, pour « procédure irrégulière », le décret du 11 juillet 1994 relatif au redémarrage de la centrale transformée en installation de recherche.

Cette décision était attendue, Martine Denis-Linton, commissaire du gouvernement, ayant fait la preuve vendredi 21 février que la procédure mise en place visait trois ans pour l'enquête publique était « viciée ». (Le Monde daté 23-24 février).

Malgré « les dénégations du ministre de l'Industrie », expliquait-elle, il existe « un décalage important entre le dossier de la demande pour lequel l'objectif principal de la centrale est clairement la production d'électricité et l'autorisation finalement accordée par le décret otologique » visant « explicitement » à l'acquisition de connaissances « dans un objectif de recherche et de démonstration ». A la lecture du dossier,

ajoutait-elle, « le public a pu (...) se méprendre sur la finalité du redémarrage de l'exploitation ». Vendredi 28 février, le Conseil d'Etat l'a suivi dans ses recommandations, estimant que « la création du réacteur à neutrons rapides ne pouvait être autorisée, dans sa nouvelle configuration, sur la base de l'enquête publique à laquelle il [avait] été procédé ».

UNE BATAILLE, PAS LA GUERRE

Le gouvernement a donc perdu une bataille mais pas la guerre, même si le Conseil d'Etat a condamné l'Etat à verser 200 000 francs aux requérants : le Fonds mondial pour la nature (WWF), le canton de Genève et la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA).

Au ministère de l'Industrie, on se plaît à remarquer que l'arrêt du Conseil d'Etat ne met pas en question la sûreté de l'installation. Dans un communiqué publié tard dans la soirée du vendredi 28 février, le gouvernement explique qu'il a décidé de prendre les dispositions nécessaires, dans le respect de la décision du Conseil d'Etat et conformément à la loi, pour que Superphénix poursuive son activité.

En l'état actuel du dossier, deux solutions sont envisageables. Soit le gouvernement modifie le texte

du décret annulé par le Conseil d'Etat, soit il relance une nouvelle procédure avec à la clé une enquête publique.

« Ne pas redémarrer Superphénix », explique Franck Borotra, ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications, serait inexplicable. Les faits retenus par le Conseil d'Etat ne sont pas de nature technique et ce réacteur a fait preuve d'un sûreté analogue à celle des autres réacteurs du parc français. Man doit donc de laisser ouvertes pour l'avenir l'ensemble des voies possibles dans le domaine de l'énergie.

Nul doute que le gouvernement trouvera à nouveau les opposants à Superphénix sur son chemin. Le groupement « Les Européens contre Superphénix », coordinateur des associations d'écologistes luttant contre la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), a d'ailleurs annoncé qu'il allait « continuer à se battre ». « Nous demandons au gouvernement, a-t-il déclaré, d'avoir le courage d'arrêter cette centrale ». C'est « un échec partiel », sur le plan technologique, financier et à présent administratif, a-t-il rappelé, précisant que la Cour des comptes avait évalué le coût de ce réacteur à 60 milliards de francs s'il fonctionnait jusqu'en l'an 2000.

J.-F. A.

SPORTS

Troyes élimine Auxerre de la Coupe de France

CE N'EST PAS vraiment un Petit Poucet, mais l'exploit réalisé par Troyes est quand même important. Vendredi 28 février, lors d'un huitième de finale avancé de la Coupe de France, le club qui plétième à la quinzième place de la deuxième division a éliminé l'Aj Auxerre, tenant du titre et champion de France, en l'éc pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Un but de David Marday à la 90e minute a tordu le coup à la logique, comme c'est souvent le cas en Coupe de France.

Troyes attendait le choc au nom du rêve et d'un bon voisinage. Soixante-quinze kilomètres séparent Auxerre la bourguignonne de Troyes la champenoise, qui, outre des trajectoires footballistiques croisées, puisent leurs relations de bonnes voisines dans le passé. Habituellement, ce sont les Troyens qui prennent la route pour voir briller Auxerre, mais, vendredi, c'est un nom millier de Bourguignons qui leur ont rendu la politesse.

Dans un stade de 11 000 places plein à craquer, le match a commencé à l'avantage des hôtes devant un public ravi. Dès les premières minutes, la défense auxerroise trop désinvolte est surprise par les offensives adverses. Les Auxerrois contre-attaquent, mais trop timides et sans succès. Lorsqu'ils sont plus bardi, leurs adversaires leur opposent une défense désespérée et donc solide. Ainsi, jusqu'à la dernière minute, le match sera avoir en véritables occasions. C'est Auxerre qui s'essouffie en premier. Dans les arrêts de jeu, David Merdy profite de fautes d'inattention de la défense pour inscrire le but qui installe Troyes en quart de finale.

Il n'y a pas que la magie de la Coupe de France où les gros peuvent se faire surprendre en un match. Depuis quelques semaines, Auxerre manque de souffle. En championnat de France, le club n'a plus gagné depuis le 1er février (face à Nancy) ; le 22 février, il a été battu, sur son terrain, par Montpellier et n'est que septième au classement provisoire avec treize points de retard sur le premier, Monaco.

Alors, Guy Roux, entraîneur d'Auxerre, s'est mis en colère. Il s'est déclaré peu surpris par la défaite de ses joueurs, qu'il a jugés démotivés avant d'avoir des mots crus pour ses hommes. « Auxerre devient immodeste, a-t-il déclaré après la rencontre. Nous avons un peu dansé autour de la Coupe avant de la jouer. L'attitude du club en Coupe de France méritait une issue comme ça. Nous sommes dans une mauvaise passe mais cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a un trop grand manque de vertus morales sèches pour qu'on soit récompensé. »

PATRONAGE AMÉLIORÉ

Mercredi 5 mars, Auxerre rencontra le Borussia Dortmund en quart de finale : « C'est un autre problème », a ajouté Guy Roux. Il y a un monde entre le grand professionnalisme des Allemands et le patronage amélioré que nous sommes. »

Troyes, évidemment, exulte. « Notre équipe est formée de garçons qui ont une superbe mentalité, qui sont généreux, qui ont l'enthousiasme, surtout dans des matches comme cela », a déclaré Alain Perrin, leur entraîneur. Ce ne sont pas des superprofessionnels mais ils ont la qualité de pouvoir se hisser au niveau des meilleurs. Le prochain match d'Auxerre contre Dortmund nous a aussi aidés car c'est très difficile pour des joueurs de se motiver face à une équipe de 2e division. »

B. M.

■ **Patrice Loko a été renvoyé** devant le tribunal correctionnel de Paris où il devra répondre d'un outrage, exhibition sexuelle et dégradations volontaires. Dans la nuit du 19 au 20 juillet 1995, peu de temps après son transfert du FC Nantes au Paris-Saint-Germain, l'international français avait été arrêté par la police, après avoir dégradé deux véhicules et insulté le personnel de l'hôpital où il avait été conduit. Il avait été mis en examen le 21 juillet et placé sous contrôle judiciaire, avec obligation de suivre un traitement psychotérapeutique.

DÉPÊCHES

■ **VOILE :** Eric Dumont, sur *Café-Legal-Le Goff*, s'est classé quatrième du Vendée Globe, course autour du monde en solitaire et sans escale, en arrivant aux Sables-d'Olonne, vendredi 28 février, après 116 jours 20 heures 18 minutes et 20 secondes de mer. Eric Dumont, qui avait été précédé au classement officiel par Christophe Auguin, Marc Thiercelin et Hervé Laurent, a souligné qu'il estimait faire « partie des gagnants » car il avait pu « ramener » son bateau.

■ **ATHLETISME :** Patricia Diat-Taillard a amélioré son record de France du 1000 mètres en salle, vendredi 28 février, à Eaubonne, lors de la réunion du Val d'Oise (2 min 37 s 87 contre 2 min 38 s 58, le 18 février 1996 à Liévin).

En bref Histoire de stocks à Quai des Marques

La célèbre marque de prêt-à-porter Cyrillus a produit pour la collection été 96 une première série de jupes patriciennes en vichy rose ou ciel. Ces jupes, de style années 60, ont connu un tel succès qu'une seconde série a été fabriquée en cours de saison. Mais livré tardivement, le réassort n'a pu être vendu en totalité. Le stock restant de jupes (taille 3 ans) est arrivé à Quai des Marques sur l'île Saint Denis pour être écoulé au prix de 115 F au lieu de 175 F dans le magasin d'usine Cyrillus.

Pour toute information : 01 48 09 04 05 ou le web : <http://www.freem.com/quaidemarkes>

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

CHARLES PASQUA

JEAN-LOUIS DEFRAN

MONDE

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 2 - LUNDI 3 MARS 1997

RENAISSANCE Vice-président du conseil et ministre des biens culturels, Walter Veltroni, ancien directeur de « L'Unità », a décidé de tirer la politique culturelle italienne

de la torpeur où elle s'est enfoncée depuis la fin de la guerre. ● EN CHARGE des domaines du cinéma, du théâtre et de la musique, M. Veltroni propose une réforme de son

ministère, dont le rôle se réduisait jusqu'à présent à la conservation du patrimoine. ● LES EXEMPLES français, britannique et américain lui servent de modèle afin de définir

une politique originale et de trouver les moyens financiers nécessaires pour relancer la création. ● CONSCIENT que la culture italienne est surtout tournée vers le

passé, le ministre veut rapprocher l'art contemporain du public par l'ouverture de musées, la création de départements spéciaux et une relance de la politique d'acquisitions.

L'Italie engage une profonde réforme de sa politique culturelle

Depuis Mussolini, les autorités de Rome se sont contentées de gérer le patrimoine de la péninsule sans se préoccuper de la création artistique. Une situation qui pourrait changer, en s'inspirant de modèles étrangers

ROME

de notre correspondant
L'Italie n'a jamais véritablement eu, depuis Mussolini, de politique culturelle, comme si l'héritage du fascisme avait produit une sorte d'inhibition. Plus de cinquante ans après, Walter Veltroni, ministre des biens culturels, estime qu'il est temps de mettre un terme à cette carence. Également vice-président du conseil, son autre casquette, cette figure importante du Parti de la gauche démocratique (PDS, ex-communiste) a pour la première fois en charge les domaines du cinéma, du théâtre, de la musique et veut donc profiter de cette occasion pour qu'enfin l'Italie se dote d'une véritable politique culturelle. Lourde tâche dans un pays où, par le passé, les ministres qui se sont succédés se sont contentés de gérer le patrimoine artistique, de préserver les monuments sans promouvoir une action culturelle digne de ce nom.

Premier objectif : créer un véritable ministère des activités culturelles, qui aura également en charge les sports afin de se donner un outil permettant d'agir de façon globale dans des directions définies.

Deuxième priorité : trouver les ressources nécessaires à l'accomplissement de cette politique. 150 milliards de lires supplémentaires (500 millions de francs) ont été débloqués pour les spectacles alors que les investissements pour la restauration des monuments, les musées, les bibliothèques ont été multipliés par trois, passant de 350 milliards à 1 000 milliards de lires (de 1,2 à 3,5 milliards de francs). À partir du mois de mars, un tirage spécial de la loterie sera effectué le mercredi, dont le revenu (500 milliards de lires) sera exclusivement affecté au ministère.

Enfin, troisième axe : la création d'un modèle à l'italienne, en défiscalisant à l'américaine et l'interventionnisme étatique à la française, afin que le capital privé s'associe à des programmes ou des actions culturelles mises sur pied par le gouvernement. Une convention a déjà été signée avec la Confindustria (CNPF italienne) pour la sponsoring de certaines opérations.

Pour Walter Veltroni, la culture ne doit pas être uniquement tournée vers le passé et il propose donc de « redécouvrir la richesse culturelle contemporaine. L'Italie, fait-il remarquer, a toujours eu une attitude d'embarras, de distance, pour des raisons de politiques culturelles avec l'art contemporain. Nous devons inverser cette tendance, c'est-à-dire ouvrir des musées d'art contemporain, favoriser l'expérimentation musicale, reconstruire. La dernière œuvre architecturale date du fascisme ». Le plus jeune membre du gouvernement, quadragénaire passionné et combatif, sait ce que sont les lourdeurs administratives, les réticences à l'intervention active de l'État dans un pays qui y est « fondamentalement hostile ». « Je voudrais néanmoins que, dans cinquante ans, on puisse dire que, à la fin du XX^e siècle, on construisait », confesse ce journaliste de profession en énumérant avec envie les réalisations de Paris au cours des vingt dernières années.

Manifestement, l'ancien directeur du quotidien « L'Unità » rêve de faire bouger culturellement l'Italie, de lui inventer un projet culturel, « qu'elle ne soit plus seulement un pays consommateur mais aussi pro-

ducteur. Cela me plairait que, lorsque dans le monde on pense à l'Italie, on pense au pays de la culture, comme à la productivité pour le Japon. Nous avons tout ce qu'il faut pour le réussir, une grande tradition musicale, un grand cinéma, une tradition artistique peut-être la plus importante au monde, parce que c'est ici que l'on trouve les traces des Grecs, des Étrusques, des Romains, sans parler de la peinture, de tous les grands maîtres. Nous avons beaucoup de possibilités ». Mais par quoi commencer ce renouveau ? Comment le mettre en marche ? D'abord en soignant « les

grandes plaies », c'est-à-dire en rouvrant la galerie Borghese, fermée depuis quinze ans. Ce qui devrait être fait au début de l'été. Walter Veltroni pousse autant qu'il peut en surveillant personnellement l'état d'avancement des travaux.

VERS LE FUTUR

Ensuite, créer un organisme autonome de gestion pour le site de Pompéi, pour le valoriser, exploiter ses ressources commerciales et financer ainsi les recherches. Il reste vingt-deux hectares à explorer. Restaurer et rouvrir au public la

Domus Aurea, près du Colisée, le palais souterrain de Néron, fermé depuis quinze ans. Le palais Barberini, à Rome, occupé depuis quarante par l'armée, va être restitué au ministère et pourra devenir un musée. Faire enfin de la villa Borghese un parc culturel où le visiteur pourra se rendre du musée étrusque à la galerie d'art moderne en passant par le musée de la villa Giulia. Le projet n'est pas nouveau mais il n'a jamais vu le jour.

Et puis, en dehors de la nécessité de soigner les malades, Walter Veltroni veut avancer vers le futur. Ce n'est pas qu'il veuille laisser une trace mais seulement exprimer le souci que « reste une empreinte de la civilisation contemporaine autrement qu'à travers la télévision ». À ce propos justement, il faudrait recenser toute la mémoire audiovisuelle du pays, qui n'existe pas encore. Une campagne a été lancée pour que chaque commune adopte un film dont elle prendra soin afin de conserver tout un patrimoine. Le cinéma est l'enfant chéri de ce ministre qui a longtemps rêvé d'être metteur en scène. Depuis que le prix des places a été fixé l'après-midi à 7 000 lires (23 francs), il y a eu 1 million de

spectateurs en plus et les recettes se sont accrues de 10 milliards de lires. Des salles rouvrent leurs portes à la périphérie de la capitale. Un encouragement, mais il faut secouer toute une machine ankylosée, donner une impulsion, laquelle commence par une éducation culturelle dès la fin du premier cycle afin de sensibiliser les enfants à partir du premier âge.

Telle est la conviction de Walter Veltroni, qui estime néanmoins que l'image de l'Italie est en train de changer, que ce n'est plus celle de « la confusion, des chasses négatives ». Les difficultés rencontrées pour obtenir les autorisations nécessaires à la construction d'un auditorium, à Rome (projet de Renzo Piano), démontrent que ce n'est pas encore tout à fait vrai. Mais le ministre est optimiste. Il déplore de ne pouvoir exposer tout ce qu'il a envie de faire pour que décolle la culture moderne italienne et que toute une jeunesse se sente associée à ce mouvement. Pour que l'on ne puisse plus dire, comme l'avait fait l'un de ses prédécesseurs, Antonio Padellaro, que « le grand art italien s'arrête à Tiepolo ».

M. B.-R. avec L. P.

Walter Veltroni, vice-président du conseil et ministre des biens culturels

« Laisser un signe du présent dans un pays prisonnier du passé »

ROME

de notre correspondant
« Quels sont vos projets dans le secteur de l'art contemporain ?

— Dans le cadre de la réforme du ministère, je voudrais créer un département spécial pour la production artistique contemporaine qui soit complètement autonome et puisse répondre aux exigences particulières de ce secteur. Ainsi, nous pourrions laisser un signe du présent dans un pays encore prisonnier du passé.

— De quelle manière ?
— Avant tout, je pense à des lieux dédiés à l'art d'aujourd'hui, des centres multimédias pour valoriser la recherche dans les différents secteurs de l'art situés dans les différentes villes italiennes. A Naples,

nous avons déjà le Castel Sant'Elmo, tandis qu'à Milan on pourrait utiliser le Castello Sforzesco.

— Et en ce qui concerne les acquisitions d'œuvres d'art contemporain ?

— Nous sommes en train d'étudier la possibilité de créer un fonds pour augmenter les collections publiques, arrêtées aux années 60. En outre, nous pensons réviser la loi du 2%, qui établit l'obligation de consacrer un pourcentage de 2% des nouvelles constructions à l'art contemporain. Une norme qui, dans les dernières années, a été appliquée peu et mal.

— Comment pensez-vous affronter la « révolution thématique » ?

— Dans le nouveau ministère des



WALTER VELTRONI

activités culturelles, il y aura une grande ouverture vers la télématique. Nous sommes en train de travailler pour créer le site du ministère actuel sur Internet. Il sera très prochainement opérationnel.

Ainsi, à travers le réseau, les citoyens pourront avoir des informations en temps réel sur le déroulement de la restauration des monuments, sur les expositions en cours ou en préparation.

— Dans trois ans, Rome accueillera le Jubilé. Quelle sera l'image que la Ville éternelle voudra offrir au monde à cette occasion ?

— Je voudrais célébrer l'an 2000 par une série d'événements importants, accompagnés de l'ouverture au public de quelques monuments. Nous sommes en train de programmer deux expositions dédiées à Giacomo Balla et Umberto Boccioni, protagonistes du futurisme. Je voudrais aussi restaurer la Domus Aurea, le palais souterrain de

Néron que le public pourra visiter avec des guides.

— Vos projets regardent-ils seulement le centre mais aussi la périphérie ?

— J'aimerais réveiller la vie culturelle des quartiers périphériques en réalisant une série de bibliothèques et de centres multimédias. Un autre rêve est la construction d'une salle cinématographique Imax à Cinecittà qui pourrait devenir un nouveau centre culturel urbain. Il faudrait que ces projets deviennent vite réalité : ce n'est qu'ainsi que Rome pourra être la capitale d'un pays tourné vers l'avenir.

Propos recueillis par Michel Bole-Richard avec Ludovico Pratesi

OURS D'OR
MEILLEUR FILM

NOMINATIONS AUX OSCARS® 1997
MEILLEUR RÉALISATEUR - MILOS FORMAN
MEILLEUR ACTEUR - WOODY HARRELSON

WOODY HARRELSON COURTNEY LOVE EDWARD NORTON

LA PRESSE JUGE

LARRY FLYNT

"Qui a dit que le cinéma avait perdu son impertinence ?"
L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

"...un film brûlant qui fait mouche..."
STUDIO MAGAZINE ***

"Une flamboyante provocation... Woody Harrelson époustoufflant d'ironie provocatrice."
LE FIGARO

"Une fresque tonitruante... sur la liberté d'expression."
TELERAMA

"...drôle et balaisant..."
PREMIÈRE ***

"Un pamphlet survitaminé..."
LE NOUVEAU OBSERVATEUR

"Le portrait magistral d'un provocateur... une éblouissante leçon de cinéma."
LE POINT

"Un film à voir..."
LES CAHIERS DU CINÉMA

"LARRY FLYNT" LE NOUVEAU FILM DE MILOS FORMAN

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Bouleversantes retrouvailles avec Arthur Adamov

CHAMBRES D'AMOUR, d'Arthur Adamov. Mise en scène : Michel Raskine. Avec Jean-Claude Frisung, Marie-Françoise et Elizabeth Macocco.

LES ABBESSES (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^e Abbesses. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. Durée : 1 h 45. 95 F et 140 F.

Parce que c'est une voix qui trop longtemps s'est tue, il faut aller l'entendre aux Abbesses : Arthur Adamov, pour quelques soirs encore, est vivant, servi par trois acteurs de premier ordre, et il parle.

Ou plutôt, comme l'a noté son ami Antonin Artaud, réchappé de l'asile grâce à l'intervention de l'écrivain et de Marthe Robert en 1945, « Arthur Adamov à chaque page mâche, et c'est le repas qui s'est absenté. Et le mâcheur ne s'est pas réveillé. Doré-il ? Non, il gesticulait dans les replis de son propre gésier. Fibre d'une fibre qu'on tourmentait, il n'en finit plus de se révéler d'idée de la phrase à dire, et que tout le monde lui a refusé ».

Tout le monde ? Dieu merci, non. Le metteur en scène Michel Raskine, longtemps après Jacques Mauclair, José Valverde, Gabriel Garran, Klaus Grüber, Roger Planchon, Jacques Lassalle, nous permet d'entendre Arthur Adamov, trop vite remis dans le tiroir du « théâtre de l'absurde » où l'ont presque étouffé Beckett et Ionesco depuis sa mort, en 1970. Deux courtes pièces nous sont ici pro-

posées, auxquelles viennent s'ajouter quelques fragments du Journal d'Adamov.

La première est limpide, exact reflet des effrois de l'auteur : Comme nous avons été met aux prises A., homme sans âge surpris le jour de son mariage ; la Mère, voisine qui cherche désespérément son petit André ; la Tante A. Au début, il n'y a rien là que de simplement intrigant ; puis la parole s'anime, les mots s'entre-croisent, manigance virtuose d'Adamov qui, abolissant le temps et les lieux, transfère d'A. à André les souffrances d'une existence entière, la sienne, celles d'un homme à la santé fragile confronté dès ses premières années aux frasques d'un père joueur au point qu'il palera sa passion de sa vie.

MICHEL RASKINE, FIDÈLE

Avec Les Retrouvailles, Adamov s'emploie à peaufiner encore les mécanismes du trouble, du doute, de la dérégulation des sens. Il s'appuie sur le personnage d'un étudiant, Edgar, qui fait fortuitement connaissance de deux femmes, Louise, secrétaire, et La Plus Heureuse des Femmes, anonyme coquette. Louise s'identifiera peu à peu à Lina, l'ex-fiancée d'Edgar, tandis que La Plus Heureuse des Femmes se substituera bientôt à la figure omnipotente de la Mère.

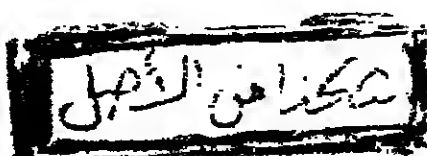
À ce jeu de qui dort vit, de qui parle se tait, de qui rêve chante, Michel Raskine, fidèle en cela à la volonté d'Adamov, s'est employé

avec une finesse nouvelle à favoriser la rencontre violente des mondes visible et invisible qui s'entrechoquent en chacun de nous, en se moquant bien des conventions du langage, de tout principe de réalité. Il tend la chambre d'A. de blanc, la gare des Retrouvailles de vert, couleur qui recouvre les murs carrés d'un mausolée où s'inscrivent les noms de toutes les femmes qu'Adamov a connues. Puis il vide le plateau, à l'exception d'un cube vermillon où un homme ne peut se tenir debout : ce sera le réceptacle des ultimes confidences d'Adamov, ces extraits de son Journal traversés d'une douleur indicible et pourtant ici implacablement décriée.

Il fallait à ce sombre exposé des souffrances des hommes un doigté, une attention de chaque instant. Nous y sommes. Raskine dirige son trio d'acteurs avec une tendresse qu'on ne lui connaissait pas. Il faut dire qu'il est servi : Elisabeth Macocco (la Tante et Louise), inoubliable Callas à la fin des années 80, trouve ici des rôles à la mesure de la subtilité de son jeu ; Marie-Françoise n'a jamais été aussi belle, elle a retrouvé les accents suaves de sa voix au point que l'on pense par instants - admirable scène du train par exemple - à... Marilène Dietrich représentée dans une toile néo-expressionniste. Jean-Claude Frisung devait incarner Adamov ; on jurerait qu'il y est parvenu.

Olivier Schmitt

سكان الأحياء



Un panorama de l'abstraction contemporaine au Musée d'art moderne de Saint-Etienne

Vingt artistes s'aventurent dans des expérimentations inattendues

La Musée d'art moderne de Saint-Etienne réunit vingt artistes. Ces peintres travaillent en Allemagne, en Espagne, aux États-Unis ou en France. Sous le titre étrange d'« Abstractions provisoires », ce panorama d'œuvres d'aujourd'hui présente les artistes qui assument la

fonction de conservateurs des traditions et des auteurs de troubles, adeptes de l'expérimentation dans tous les sens.

de Chassay dans sa préface au catalogue, « la prise en compte de l'instable, de l'ouvert, de l'équivoque ». Ce sont des peintures menacées de l'intérieur, frappées de fragilité et d'incertitude. Elles sont donc irrémédiablement d'aujourd'hui et leur réunion à Saint-Etienne une excellente idée, pleine d'enseignements et de conséquences. Que ces peintres travaillent en Allemagne, en Espagne, aux États-Unis, en France n'y change rien - communauté qui d'ailleurs ne surprend pas puisqu'elle tient à l'époque bien plus qu'aux lieux. Or l'époque, précisément, ne voit pas le triomphe de l'harmonie générale. Or la géométrie a servi d'ordinaire la cause de l'harmonie.

SAINT-ÉTIENNE
de notre envoyé spécial
Ils sont vingt. Ils sont âgés de trente à quarante ans. Ils sont en vérité dix-neuf plus un, puisque Helmut Fendler, né en 1944, fait office de père putatif et de référence. Ils font de la peinture, des tableaux tantôt grands - mais rarement très grands - tantôt petits - et même très petits. De la peinture abstraite, comme l'on dit. Est-ce le mot juste ? L'exposition a un titre étrange, « Abstractions provisoires ». Provisoire en attendant quoi ? Pas nécessairement des figures, de quoi satisfaire ceux qui préfèrent reconnaître plutôt que connaître, parce que c'est plus rassurant.

Mais alors, pourquoi le provisoire ? Parce qu'il est dans les œuvres. Les plus intéressantes d'entre elles suggèrent glissements, effondrements, implosions, fractures, équilibres rompus ou éphémères. Elles s'autorisent, écrit Eric

TERribLES DÉMENTIS
Mondrian et Malevitch, les adeptes du néo-plasticisme et du constructivisme, ont cultivé l'angle droit, les parallèles, le calcul des proportions. Ils ont contenu les couleurs entre des lignes régulières et les ont réparties sur des surfaces d'un blanc parfait. Chacune de leurs toiles se voulait l'icône d'un idéal qui finirait par s'incarner, par devenir architectures et villes. Dans l'entre-deux-guerres, ils se sont employés à maintenir intact ce modèle. Rien de provisoire là-dedans,

mais, à l'inverse, un désir d'ordre et d'éternité, auquel l'histoire a infligé de terribles démentis.

Dans les années 60 et 70, le rêve s'est reformé. La géométrie orthogonale a régné une seconde fois, minimale, monochrome, épurée à l'extrême, réduite aux principes. D'autres démentis sont intervenus, aggravés par la lassitude que créait la répétition et l'enfermement dans des formules trop strictes.

L'exposition montre cela : l'ébranlement des règles qui régissaient jusqu'ici l'abstraction géométrique et le retour brutal de ce qui était tenu à distance jusque-là - des couleurs qui débordent, des axes qui chéât. A l'inverse, en contrepoint, elle contient des toiles où transparaissent la rigueur et l'esprit de système, la volonté de préserver un ordre qui s'effrite.

De ce côté se rangent ceux qui assument la fonction de conservateurs des traditions, ligne nette, bidimensionnalité et monochromie irréprochables, proprement. Il y a là R.A. Ferrand, Christophe Cuzin, Stephen Westfall, Torie Begg, Mitja Tusek, tous très maîtres de leurs procédés. « Ce qu'il reste à voir est ce qu'il reste à voir », énonce docement la notice consacrée à Tusek : c'est ce qui gêne, cette limitation

délibérée, ces vœux de silence et d'immobilité scrupuleusement respectés, jusqu'à l'infériorité et la vacuité. Le parti de l'ordre, autrement dit.

Face à lui, les auteurs de trouble : Mary Hellmann, Jonathan Lasker, Stephen Ellis, Helmut Fendler, Bruno Rousselet, Callum Innes. Tous les coups sont permis, la ligne molle et serpentine qui fait des nœuds aux barreaux de la grille orthogonale, les couleurs qui se mélangent et se superposent, les dissonances qui font mal aux yeux, le passage sans crier gare d'un style à l'autre entre deux tableaux. Ils récupèrent et emploient des effets de flou photographique, des morceaux de plénitude et les références aux plus variées, Warhol, Lichtenstein, l'imagerie médicale, le graffiti urbain, la télévision. C'est plus que du provisoire : la révolution permanente, l'expérimentation dans tous les sens sans crainte des contradictions et les vœux peut-être sans issue.

Ces tentatives ne sont pas toutes également convaincantes. L'incobérence peut devenir à son tour une commodité ou un dogme à bon marché. Elle ne masque pas la pauvreté d'invention de David Urban ou de Miguel Mont. Elle ne suffit pas à justifier la peinture indécise et sucrée de Thomas Stalder, ni celle, empressée et démonstrative, de Ludger Gerdes, ni l'élégance affectée et chic de Juan Usó. Mieux valent, de très loin, les compositions de Callum Innes, déchirées et comme sur le point de s'autodétruire. Mieux valent les Deltas de Rousselet, sombres labyrinthes cassés, et les signes fantomatiques que Dorner trace dans le blanc - et, plus loin encore, les toiles de Fendler, où le gris et le vert tremblent et vibrent.

Philippe Dagen

Yutaka Sado transfigure la « Symphonie Kaddish » de Leonard Bernstein

Une direction constamment inspirée

TROISIÈME SYMPHONIE « KADDISH », OUVERTURE DE « CANOÏE », TROIS DANSES DE FANCY FREE, DANSES SYMPHONIQUES DE WEST SIDE STORY de Leonard Bernstein. Karita Mattila (soprano), Ronald Guttman (ténor), Maitresse et Chœur de Radio-France, Orchestre philharmonique de Radio-France, Yutaka Sado (direction). Salle Pleyel, Paris, le 28 février.

On sait l'immense générosité, inspirée et bouleversante, de Leonard Bernstein (1918-1990) interprète ; on sait moins la singularité de son catalogue de compositeur. Certes, on connaît les airs de *West Side Story*, d'*On the Town* : l'ouverture de *Condi* est une gorgée de champagne frappé dont on ne se lasse pas. A ce titre, Bernstein entre sans peine dans le clan assez fermé des compositeurs qui passeront le cap du siècle, fredonnés par tous. On peut cependant s'interroger sur la validité de son catalogue de musique dite - selon un usage douteux - « sérieuse », notamment à propos de la *Troisième Symphonie « Kaddish »* (1963-1965), achevée au moment de la mort du président Kennedy et dédiée spontanément par Bernstein à sa « chère mémoire ».

Œuvre de conscience et d'interrogation, la *Symphonie « Kaddish »* est un creuset assez explosif de textes mêlés, de chants en araméen, d'incises oboïstes (le canon circulaire des voix d'enfants), de carrures rythmiques irrégulières et dansantes, d'une grande déclamation pour soprano - qui vaut bien celle de la *Troisième Symphonie* de Górecki - et de séquences presque aléatoires

(la polyrythmie du double chœur). La révision de 1977 resserre notablement le propos et atténue les naïvetés emphatiques et très « années 60 » de la première mouture. Rarement donnée, cette symphonie s'impose pourtant comme une œuvre totale, bouleversante, frôlant parfois cette « impureté » qui, comme chez Mahler, Britten ou Poulenc, convainc et emporte.

Entrant sur scène, Karita Mattila fait d'abord sensation par son allure surprenante de clone blond et lamé de Marilyn Monroe - hasard (?) troublant dans le cadre d'une pièce dédiée à Kennedy... Sa voix fruitée et presque instrumentale convient parfaitement à ce thème irréel, au deuxième tiers de l'œuvre.

LYRISME SANS EMBROUFE
Mais la vraie surprise vient surtout du jeune chef japonais Yutaka Sado, disciple de Bernstein et nature musicale époustouflante. Dans les pièces virtuoses de la première partie, on s'interrogeait de le voir singer son maître. Mais la direction constamment inspirée, l'énergie coaccrue, le lyrisme sans embrouille dont il a témoigné au cours de la *Symphonie* révèlent un chef de grande envergure. D'ailleurs, il n'aura pas fallu attendre l'ovation appuyée réservée au jeune chef par le public et l'orchestre pour se persuader qu'il y avait là matière à entendre et à alchimie : l'Orchestre philharmonique de Radio-France, épaulé par le punch, de swing et de précision, o'a que rarement sonné aussi bien et montré un tel plaisir de jouer. Yutaka Sado est un bonheur, pour la mémoire de Bernstein, pour le futur de cet orchestre.

Renaud Machart

Une femme alibi à la Philharmonie de Vienne

VIENNE
de notre correspondant
La prestigieuse Philharmonie de Vienne, bastion inébranlable des traditions - de préférence masculines - depuis cent cinquante ans, a cédé : les cent cinquante membres de l'orchestre ont, à la presque unanimité, accepté jeudi 27 février, d'accueillir une femme dans leurs rangs.

Régulièrement mis sur la sellette ces dernières années pour son machisme, l'orchestre s'était toujours retranché derrière son statut d'association privée pour couper court à la discussion. Fier de son fonctionnement démocratique - elle n'a pas de « patron », et de son indépendance financière - à part une subvention peu importante, son budget provient de ses concerts et contrats discographiques -, la Philharmonie de Vienne se jouait des lois sur l'égalité des sexes, prétendant que la présence de femmes serait préjudiciable à sa bonne marche.

A quelques semaines d'une série de concerts à New York, où l'orchestre est attendu le 4 mars, les féministes américaines se sont emparées du sujet. L'International Alliance for Women in Music (IAWM), Alliance internationale des femmes dans la vie musicale a lancé sur Internet, et par tracts, un appel au boycottage.

Robert Wilford, puissant impresario, organisateur des tournées de l'orchestre aux États-Unis avec le soutien de mécènes américains, s'est rendu à Vienne pour faire comprendre qu'il y avait péril la demeure. La direction du Carnegie Hall, à New York, aurait menacé de ne plus ouvrir ses portes à l'orchestre viennois. La polémique a jeté une lumière crue sur des vénéralités, dont certains ont affiché des prises de position sexistes, voire carrément racistes.

Association privée, la Philharmonie de Vienne est néanmoins une émanation de l'Opéra. Pour devenir un des Philharmonies - titre qui garantit à la fois la consécration musicale et la manne pécuniaire -, un musicien doit obligatoirement passer par la fosse de l'Opéra de Vienne durant au moins trois ans. Ce recrutement exclusif dans un ensemble cohérent est, selon les spécialistes, à l'origine du style unique des Viennois. Or la direction de l'Opéra, sous la pression de l'opinion publique, avait tranché la question au début de l'année pour la fosse de l'Opéra, indiquant qu'elle admettrait désormais des femmes au concours d'entrée de son orchestre.

UNE DÉCISION « INSUFFISANTE » ET « TARDIVE »
Changement de mentalité ou simple capitulation devant la réalité ? Les candidats masculins ayant les qualités musicales requises se font de plus en plus rares depuis que 60 % des inscrits aux Hautes Ecoles de musique sont des femmes.

La Philharmonie avait déjà dû accepter depuis vingt ans une harpiniste dans ses rangs faute de candidats masculins : Anna Lekes n'avait jamais pu cependant être membre de plein droit de l'orchestre. Elle l'est depuis deux jours. Il reste à savoir si elle ne sera pas longtemps le seul membre féminin de l'orchestre. Les féministes américaines ont affirmé qu'elles seraient vigilantes. Qualifiant la décision d'« insuffisante » et de « tardive », Anne Connors, présidente de la branche new-yorkaise de la National Organisation for Women (NOW), a estimé qu'il s'agissait d'un geste alibi pour échapper aux protestations et au boycottage du public.

Walter Baryll

TO BE SUNG
Dusapin Turrell
DU 25 FÉVRIER AU 4 MARS
RESERV. : 01 46 14 70 00

DÉPÊCHES
■ **MUSIQUE** : l'université d'Oxford a lancé un débat sur un thème qui divise quantité de familles britanniques : l'apport comparé du groupe rock Oasis et des Beatles au patrimoine et à l'histoire du rock. L'assemblée de l'Oxford Union, association des étudiants, qui organise régulièrement ces conférences-débats, entend trancher par un vote la proposition suivante : « Cette chambre pense que les Beatles ont davantage contribué à la musique britannique qu'Oasis ne pourra jamais le faire. » Les étudiants entendront les arguments d'une dizaine de musiciens, critiques rock, compositeurs et même de Paul Gallagher, le frère de Liam et Noel, le duo vedette d'Oasis.
■ **CINÉMA** : l'actrice chinoise Gong Li estime que le gouvernement de Pékin devrait relâcher sa censure sur les films et les arts en général. Interrogée, jeudi 27 février, à Pékin par des journalistes du *Hong Kong Standard*, la vedette d'*Adieu ma concubine* et de *Chi Ju*, une femme chinoise a annoncé son intention de soutenir une motion appelant à plus de liberté, dans le cadre de l'actuelle session de la Conférence consultative du peuple chinois dont elle est membre.
■ **THÉÂTRE** : l'actrice Isabelle Huppert a décidé de renoncer « pour des raisons d'ordre privé » à interpréter le rôle principal de *Maison de poupée*, d'Ibsen, au Théâtre national de l'Odéon. La pièce sera présentée dans une mise en scène de l'Anglaise Deborah Warner, à partir du 25 mars avec une autre interprète.

Publiecité
Village Saint-Paul
Paris 4e
Brocante et Antiquités
métro St-Paul et Sully-Morland
01 42 72 83 20

Figures d'extrême
Exposition
du 21 février au 16 mars 1997
du mardi au dimanche de 11h à 17h
MUSÉE D'ART MODERNE DE PARIS

Salon des Antiquaires Hippodrome d'Auteuil
Tous les jours jusqu'au
LUNDI 10 MARS INCLUS
de 11 h à 20 h - Nocturne le Jeudi 6 Mars
ORGANISATION : C.M.O. - TELEPHONE DU SALON : 01 42 68 05 66

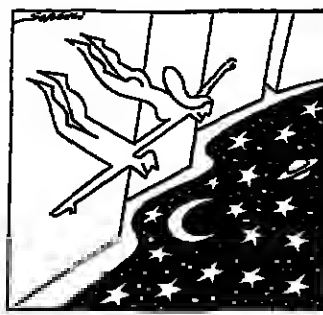
(96197) mars au Cargo
Jean-Claude Galletta
Groupe Émile Dedele Centre Chorégraphique National de Grenoble
La Chamouille ou l'art d'aimer
MARS 22 AU SAMEDI 25
THÉÂTRE
Théâtre Minotaur
(Laurent Pelly/Agathe Mélinand)
Le cerf-volant Jean-Claude Perrin/Régis Laroche
DU JEUDI 22 AU SAMEDI 25 AU CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN-MANARIN
Nous nous aimons tellement Jean-Michel Rabeux
DU MARDI 26 AU SAMEDI 29
SPECTACLE
Irène Théry/Le démantèlement, justice et vie privée
animation Daniel Bougnoux
MARS 22 AU MARDI 25
20 F. Grande Rue (Paris 12e)
En collaboration avec le réseau des bibliothèques Municipales de Grenoble et le Service de l'Université.
MUSIQUE DE CHINE : Tradition et Modernité
Salon GRAME/Ensemble orchestral contemporain
MARS 26 À 28 H 20
SPECTACLE
La tragédie du roi
Christophe Aimé Césaire/Jacques Nichet
DU JEUDI 22 AU SAMEDI 25
1722
Grenoble Jazz Festival
12 concerts à 18 h 30 et 21 h
Information DU 76 25 91 91
DU LUNDI 26 AU SAMEDI 29
réservations 04 76 25 91 91

“Davantage qu'un film politique : une leçon de cinéma.”
Samuel Blumenfeld - LE MONDE
GET ON THE BUS
A Snake Le Joint
ACTUELLEMENT

Chaque semaine
retournez la rubrique
“RENDEZ-VOUS DES ARTS”
Pour vos annonces
contactez-les :
01 44 76 76 20
Fax : 01 44 76 77 50

Dix ans de Chorus

La chanson plurielle dans trente-six communes du département des Hauts-de-Seine



CHAUQUE année, depuis 1988, la chanson fait feu de tout bois dans le département des Hauts-de-Seine. Pour sa dixième édition, le festival Chorus investit trente-six communes et présente comme à son habitude une affiche imposante et d'un éclectisme de bon goût. Grâce à la programmation systématique de premières parties, une kyrielle d'artistes peu médiatisés ou à la lisière du succès va pouvoir se frotter au public des incontournables « locomotives ». Les trempants livreront à nouveau leur lot de découvertes, et les enfants

auront droit à leur propre festival. La *Preuve par dix*, une création de Marinette Maignan et Jean-Yves Lacombe, avec entre autres Francis Lacombe, Chanson Plus Bifluorée, Juliette, Lacombe et Asselin, Orphéon Céleste, Joël Favreau, Jacques Haugrené et Xavier Lacouture ouvrira en avant-première cette édition anniversaire le 4 mars à 20 h 30 au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux.

★ Chorus des Hauts-de-Seine, du 7 au 26 mars. Renseignements: 01-47-74-51-11.

UNE SOIRÉE À PARIS

Mal Waldron Trio
Pianiste marqué par la référence à Thelonious Monk, l'accompanneur recherché par le jazz, Mal Waldron est aussi un remarquable compositeur. La formule du trio convient idéalement à son expression. Auprès de lui le contrebassiste Stéphane Persiani et le batteur Sangoma Everett.

Au *Duc des Lombards*, 42, rue des Lombards, Paris-16, 8^e 00 F à 100 F. Tél.: 01-42-33-22-88. De 10 F à 100 F. Sauv et Alad.

Derrière les grands frères Khalel et Miami, la relève est prête. Les jeunes pousses de Sauv et Alad prennent leurs marques et jouent la carte de la fusion libre en rai, reggae et ragga (CD Généraliser sur CNR Music).

Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-17^e. 8^e 00 F à 100 F. Tél.: 01-47-04-02-71. 80 F.

Les Chants de la mallette
Sous cette appellation énigmatique se cache un type de chansons classées en vogue depuis les années 20 à Omdouman, ancienne capitale du Soudan. Il fut popularisé grâce à la radio de la ville à partir de 1955 dans une émission dont le générique reproduit le bruit d'une mallette que l'ouvrier ou ferme.

Institut du monde arabe, 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. 8^e 00 F à 100 F. Tél.: 01-40-51-38-37. De 80 F à 100 F.

Compagnie La la la Human Steps
Le Canadien Edouard Lock reprend ses chorégraphies 2 avec ses fabuleux danseurs. La pièce est un exorcisme, une manière d'apprivoiser la vieillesse. C'est dur. Cruel. Complètement dans le ton de la modernité. Trop peut-être. Mais intéressant.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-3^e. 8^e 00 F à 100 F. Tél.: 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

Nouveaux classiques d'Amérique
Dernière soirée pour découvrir des chorégraphes américains, notamment Jean Grand-Maitre, un Québécois, qui a créé pour le Ballet de l'Opéra de Paris *Elja Mater*, une pièce sur la relation d'amour et de mort entre un enfant chanteur et sa mère. Au même programme, deux entrées au répertoire: *Ancient Airs and Dances*, signée de Richard Tanner et *Musings*, une chorégraphie de James Kudakula.

Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris-3^e. 8^e 00 F à 100 F. Tél.: 01-44-73-13-00. De 30 F à 270 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

AMITYVILLE
LA MAISON DE POUPÉES (*)
Film américain de Steve White
VF: Brady, 10^e (01-47-70-08-80).
LA CHASSE AUX SORCIÈRES
Film américain de Nicholas Hytner
VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-50-81); réservation: 01-40-30-20-10; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; Pathe Wepler, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10).
LE COMITÉ ET LE POURQUOI
Film espagnol de Ventura Pons
VO: Latina, 4^e (01-42-78-47-86); Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).
GET ON THE BUS
Film américain de Spike Lee
VO: Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34); Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20); réservation: 01-40-30-20-10.
LE JOURNAL DE LUCIA (**)
Film italien de Giacomo Battiato
VO: Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10.
LUCIE AUBRAC
Film français de Claude Berri
UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-43-12-91-40); réservation: 01-40-30-20-10; Rex, 2^e (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6^e; UGC Odéon, 6^e; La Pegode, 7^e (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; UGC Opéra, 9^e; Les Nations, 12^e (01-43-43-04-67); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-43-57-50-81); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00); réservation: 01-40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); UGC Odéon, 6^e (01-43-25-59-83); réservation: 01-40-30-20-10; Pathe Wepler, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LES EXCLUSIVITÉS
L'AMOUR EST À REINVENTER (**)
(Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation: 01-40-30-20-10).
BRIGANOS, CHAPITRE VII (Fr.-géorgien-It.-Suis, v.o.): Saint-André-des-Arts II, 8^e (01-43-26-80-23).
CAPITAINE CONAN (Fr.): Reflet Médias I, 5^e (01-53-42-40-20); réservation: 01-40-30-20-10.
CARMIN PROFONO (**)
(Fr.-Mex.-Esp., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00); réservation: 01-40-30-20-10.
LA COLLINE OUBLIÉE (Fr.-Alg., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

CRASH (**)
(Can., v.o.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-62).
CRÉATURES PÉRICES (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; UGC Opéra, 9^e; Les Nations, 12^e (01-43-43-04-67); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-43-57-50-81); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00); réservation: 01-40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); UGC Odéon, 6^e (01-43-25-59-83); réservation: 01-40-30-20-10; Pathe Wepler, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 8^e (01-43-26-80-23).
ROKULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, 8^e; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Haute-feuille, 6^e (01-46-33-79-38); réservation: 01-40-30-20-10; Ellysée Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).

CRIMINALS (A., v.o.): Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

DIDIER (Fr.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; UGC Danton, 6^e; UGC Montparnasse, 6^e; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08); réservation: 01-40-30-20-10; George-V, 8^e; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-94-50); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27); réservation: 01-40-30-20-10; Pathe Wepler, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96); réservation: 01-40-30-20-10.

ONE L'INDICIBLE
LA QUÊTE D'ELLE WIESEL (Fr.-Hong., v.o.): Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

OU JOUR AU LENDEMAIN (Fr.-All., v.o.): Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

EAU DOUCE (Fr.): Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

EVITA (A., v.o.): Gaumont Kinopanorama, 15^e (01-43-57-90-81); réservation: 01-40-30-20-10; Fantômes contre Fantômes (**)
(A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{er} (01-43-26-84-65).

FOR EVER MOZART (Fr.-Suis.-All.): Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

GHOST IN THE SHELL (Jap., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}; UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er}.

GUANTANAMERA (Cub., v.o.): Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LE JOUR ET LA NUIT (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; George-V, 8^e; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88

SAMEDI 1^{er} MARS

TF 1

20.45 DRÔLE DE JEU
Diversions présentées par Patrick Sébastien.
Invités : C. J. Lewis, Dorothée, Le Festival, Robles, Papek, Julien Lepers, Louis Mouri, Jean Roucas (140 min).
Les invités sont soumis à six épreuves sur leurs connaissances comiques.

23.05 HOLLYWOOD NIGHT
Un grand-dieu en otage.
Téléfilm de Raymond Martin, avec Anna Nicole Smith, Charles Huber (105 min).
Une jeune femme, pilote d'hélicoptère, doit libérer un groupe d'otages prisonniers de dangereux mercenaires dans un grand-dieu.
0.50 et 1.25, 2.25, 3.05, 4.05 TF 1 nuit.
1.00 Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff., 25 min).
1.30 et 2.35, 3.15, 4.15, 4.55 Vieilles nouvelles, 4.55 Musique (10 min).

TV 5

20.00 R. C.
Série. Bêtes et méchants.
21.30 Télécinéma.
21.55 La Météo.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Questions pour un champion (115 min).

Planète

20.35 Jean-Louis Barault, un homme de théâtre.
21.30 Baroud de dramaturge.
22.00 15 jours sur Planète.
22.25 Xoussou N'Dour, l'école de la Médina avec Peter Gabriel.
23.15 5 p'tites.
0.05 Le Général Mac Arthur.
0.55 La Vie privée des dauphins (55 min).

France 2

20.50 LE CŒUR AU SHOW
Diversions présentées par Patrick Sébastien.
Invités : Gilbert Montagné, Nelson Montfort, Pascal Brunner, Laurent Romele, William Leymerie, Didier Dorch, Sylvain Augier, Mungo Jerry... (115 min).
53471739

23.05 SURPRISE SUR PRISE EN RAPPEL
Diversions présentées par Georges Beller (70 min).
0.15 Journal.
Bourse, Météo.
0.30 Troisième mi-temps.
Magazine.
1.20 La 25^e heure.
Violent ou ennemi ? de Nissim Mossek (65 min).
4752260
2.25 Bouillon de culture (rediff.), 3.30 Pyramide (rediff.), 4.00 Rapport du Loto (rediff.), 4.05 La Comptesse, 4.30 Taratata (rediff., 95 min).

Animaux

20.00 et 2.00 Tout pour le toutou.
21.00 Monde sauvage.
21.30 La Vie des zous.
22.00 Les Animaux australiens.
23.00 Vie sauvage.
23.30 L'Espagnole.
0.00 Monde sauvage.
0.30 La Vie des zous (30 min).

Paris Première

20.30 Jumping de Bercy.
En direct. Depuis le PNB (190 min).
2636915
23.00 Nova.
23.15 Idées et Maisons.
0.50 La Semaine du J.T.S.
1.15 S'ians en stock.
Dustin Hoffman.

France 3

20.50 LA PARENTHÈSE
Téléfilm de Jean-Louis Benoit, avec Philippe Volter (90 min).
521081
Un jeune aristocrate provincial au bord de la faillite. Sur le point de se marier par internet, fait la connaissance d'une rieuse Parisienne...

22.20 LES BRÛLURES DE L'HISTOIRE
Documentaire. Carlos, terroriste sans frontières (65 min).
9813420
Né en 1949, fils d'un riche spéculateur immobilier, Carlos, révolutionnaire convaincu, entre en 1970 au FPLR. Envoyé en Europe, il coordonne les groupes terroristes.
23.25 Journal, Météo.
23.50 Portrait de Deng Xiaoping. Documentaire (55 min).
859442
0.45 Match. Série. 1.35 Musique. Prof. Ballades op. 11c, de Brahms, par Eugène Kiss, au piano (30 min).

France Supervision

20.30 Verklärte Nacht op. 4.
Concert enregistré au palais Walerski en Pologne (100 min).
4818813
22.10 Cap'tain Café.
23.05 Mick Taylor en concert (55 min).
6152358
1.00 Pilote. Portrait d'olivier Paris, pilote de formule 1.

Ciné Cinéma

20.45 Le Club. Robert Hosten.
22.05 Classic Hollywood.
23.00 L'Éléphant de la jungle. ■
Film de Robert Flaherty et Zoltan Korda (1935, N, v.a., 80 min).
6913807
0.20 Saratoga. ■
Film de Jack Conway (1937, N, v.a., 95 min).
8522672

Arte

20.45 L'AVENTURE HUMAINE : ISLANDE : L'AUTOCAR DU PÔLE
Documentaire de Ralph Christians (1994, 40 min).
2598975
Depuis 1974, un ruban de bitume relie Reykjavik, la capitale, aux régions désolées du sud de l'Islande. Un autocar quotidien charge voyageurs et objets dignes d'un inventaire à la Prévert.

21.25 FRÈRES
Téléfilm d'Olivier Dahan, avec Nabil El Bouhadi, Véronique Odon (65 min).
3738158
Dernier épisode de la collection "Tous les garçons et les filles de leur âge".
22.30 Metropolis. Magazine. Bernard Frank ; Tous les savoirs du monde ; André Mettes ; Cinéma.
23.35 Music Planet : The Soul of Star : musique au cœur de Memphis. Documentaire de Philip Priestley (60 min).
5438772
0.35 Une si jolie vallée.
Téléfilm de Paul Turner, avec Philip Howe, Sara Harris-Davies (90 min).
6344132
2.05 Tracks. Magazine (rediff., 30 min).
382173

Ciné Cinéma

20.30 L'Île.
Téléfilm de François Leterrier, avec Bruna, Le Maroc (95 min).
8330907
22.05 Ciné-cinéma.
Invité : Tran Anh Hung.
23.15 Les Aventures de la jeune Indiana Jones.
Film de James Lapine (1991, 105 min).
6567852

Série Club

20.45 La Caverne
de la Rose d'Or.
Téléfilm de Gianni Romoli et Francesca Micheli (112).
22.20 Code Quantum.
23.10 Les Aventures de la jeune Indiana Jones.
Londres, mai 1916.

Téva

20.55 Femmes dans le monde
(95 min).
50521401
21.50 Le Pape éternel.
Film de Larry Blakemore, avec Lindsay Wagner (90 min).
50183642

M 6

20.50 AUX FRONTIÈRES DU REEL
Série (115 min).
402333
Après le pré où le surs mort diffusé hier, deux nouveaux épisodes inédits de la quatrième saison.
L'Homme à la cigarette.
Après de discrètes recherches, Mulder a réussi à mettre la main sur des dossiers confidentiels retraçant la « carrière » de l'homme qui a souvent interféré dans ses enquêtes.
Les Hurleurs O.
Une femme a été enlevée devant un drapage. Des photos la montrent entourée d'apparitions qui pourraient être des fantômes.
22.45 Dance Machine : 100 % boys.
Concert enregistré à Bercy et présenté par Yves Nadi, Séverine Ferrer et Michel Derennes.
697913
1.00 10 ans de clips (415 min).

Festival

20.30 Haute-tension.
Les films : Le Maroc.
22.55 Chronique d'André Bercoff.
23.00 Carnet de route. Ontario et Nouvelle-Zélande.
Eurosport
18.00 Football. En direct. Coupe de France 2^e mi-temps : Bordeaux-Cannes (60 min).
711701
19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de Pro A (1^{re} journée retour) (45 min).
1875013
22.00 Patinage artistique. Finale de la Champions Series à Hamilton.
Muzzik
21.00 Divas.
22.00 Le Barbier de Séville.
Opéra de Giacomo Rossini. Dir. Alberto Zedda (160 min).
85881401

Voyage

21.00 Suivez le guide. Les tortues.
Les films : Le Maroc.
22.55 Chronique d'André Bercoff.
23.00 Carnet de route. Ontario et Nouvelle-Zélande.

Canal Jimmy

21.00 V.R.S. La cryogénie.
21.45 Friends.
22.10 Chronique californienne.
22.15 T'es pas une idée ? Pierre Palmade.
23.15 Le Fugitif. Au grand large.
0.05 Motor Trend.
0.30 Scénario. Le garagiste fou.
0.55 Star Trek : Data et Lore (45 min).

DIMANCHE 2 MARS

La Cinquième

16.55 Le Sens de l'Histoire. Les grandes batailles de la République : la peine de mort. Invités : Jean Foyer, Henri Leduc. 18.25 Va savoir. 18.50 Le Journal du temps.
Arte
19.00 Cartoon Factory. Dessins animés.
19.30 Maestro : James Galway + Shlomo Mintz.
20.30 1/2 Journal.

Soirée thématique : Le jeu, la flamme

20.45 La Baie des Anges
Film de Jacques Deny, avec Jeanne Moreau, Claude Mann (1962, N, 85 min).
625734
Un employé de banque découvre le démon du jeu au casino d'Enghien. Il part en vacances sur la Côte d'Azur et s'empare d'une bourgeoise, flambeuse invétérée, qui l'emmène dans son tourbillon.
22.10 La Flamme.
Documentaire de Frédéric Laurent et Jean-Charles Lerois, réalisé par Jérôme Miraillet (1995, 60 min).
4789463
Portraits de quatre acteurs du jeu aux prises avec la passion de la flamme et les questions fondamentales de la vie.
23.10 Banco pour la Mafia.
Documentaire de Frédéric Laurent (1995, 25 min).
2807173
23.35 Glamour à Monaco.
Documentaire de Frédéric Mitterrand (1995, 30 min).
3461267
23.50 Metropolis (rediff., 60 min).
1875579
0.50 La Belle et la Bête. ■
Film de Jean Cocteau (1946, N, rediff., 90 min).
6332597
2.20 La Panthère rose (rediff., 25 min).

Capital

20.45 CAPITAL
Magazine présenté par Emmanuel Chén.
Les secrets des best-sellers.
Rapports : Les coups et secoues de sacs ; La bataille d'un coup d'édition ; La Bible, best-seller mondial ; Les fortunes du Concours... (125 min).
156288
22.50 CULTURE PUB
Magazine présenté par Christian Blachas. Les auditeurs captivent (35 min).
5688821
23.25 Troubles : désirs sans limite.
Téléfilm de Séan Geoghegan, Jean-Marc Vallée et Élisabeth Laroche (110 min).
8059579
1.15 Sports & (rediff.), 1.25 Best of 100 % nouveautés, 2.25 Jazz à Vienne 96, 2.30 Best of Insight, 2.40 Early Prime, 23.30 World Sport, 0.40 World View, 0.50 Style with Elsa Kersch (130 min).
1.15 Sports & (rediff.), 1.25 Best of 100 % nouveautés, 2.25 Jazz à Vienne 96, 2.30 Best of Insight, 2.40 Early Prime, 23.30 World Sport, 0.40 World View, 0.50 Style with Elsa Kersch (130 min).
1.15 Sports & (rediff.), 1.25 Best of 100 % nouveautés, 2.25 Jazz à Vienne 96, 2.30 Best of Insight, 2.40 Early Prime, 23.30 World Sport, 0.40 World View, 0.50 Style with Elsa Kersch (130 min).

Culture Pub

20.45 CAPITAL
Magazine présenté par Emmanuel Chén.
Les secrets des best-sellers.
Rapports : Les coups et secoues de sacs ; La bataille d'un coup d'édition ; La Bible, best-seller mondial ; Les fortunes du Concours... (125 min).
156288
22.50 CULTURE PUB
Magazine présenté par Christian Blachas. Les auditeurs captivent (35 min).
5688821
23.25 Troubles : désirs sans limite.
Téléfilm de Séan Geoghegan, Jean-Marc Vallée et Élisabeth Laroche (110 min).
8059579
1.15 Sports & (rediff.), 1.25 Best of 100 % nouveautés, 2.25 Jazz à Vienne 96, 2.30 Best of Insight, 2.40 Early Prime, 23.30 World Sport, 0.40 World View, 0.50 Style with Elsa Kersch (130 min).
1.15 Sports & (rediff.), 1.25 Best of 100 % nouveautés, 2.25 Jazz à Vienne 96, 2.30 Best of Insight, 2.40 Early Prime, 23.30 World Sport, 0.40 World View, 0.50 Style with Elsa Kersch (130 min).

Eurosport

10.25 Ski nordique. En direct. Championnats du monde. Épreuve de slalom. 50 km masculins (40 min).
3183367
11.15 Ski alpin. En direct. Coupe du monde : super G masculins (75 min).
2795537
12.30 Ski nordique. En direct. Épreuve de slalom. 50 km masculins (40 min).
3183367
13.45 Ski artistique. En direct. Coupe du monde (1^{re} manche) : saut (65 min).
6588482
14.50 Tennis. En direct. Tournoi de Milan (Finale) (130 min).
7448579
19.00 Indy - Car. En direct. Le Grand Prix de Miami (130 min).
9133314
23.00 Patinage artistique. Finale de la Champions Series à Hamilton.

Muzzik

21.00 Kora trophées musique africaine (105 min).
5310589
22.45 Le Journal.
23.15 La Nuit des musiciens. Carte blanche à Didier Lemoine. Enregistré au Théâtre à Paris le 29 novembre 1996.
0.50 Bill Evans Trio (60 min).

Canal +

20.35 BOXE
En direct. Championnat WBO des super-plumes : Julien Lucy (Fr.) - Amulio Casilio (Mex.).
Championnat WBC des légers : Jean-Baptiste Mendy (Fr.) - Steve Johnson (EU). Et Fabrice Tiozzo (Fr.) - Mike Peak (E.-U.).
263081
22.35 Flash d'information.

22.40 PAPA RAZZO
Téléfilm d'Edward Bennett, avec Rick Cauter (79 min).
4112994
0.05 Séduction.
Film classé X de Kris Kramski (1990, 80 min).
7887734
1.25 Par-delà les nuages. ■
Film de Michelangelo Antonioni (1995, v.a., 110 min).
4482355
3.15 La Comédie de Dieu (115 min).
Film de João César Monteiro (1995, v.a., 160 min).
18781444

Chânes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 World Business This Week, 20.30 Computer Connection, 21.00 Larry King Live, 22.00 World News, 23.00 News of Insight, 23.40 Early Prime, 23.50 World Sport, 0.00 World View (30 min).
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.35 Clés, 19.45 et 20.15 Correspondant, 20.30 et 0.30 Prime, 21.00 et 22.15 Sport, 22.30 et 1.40 Style, 23.00 Mag & E, 23.15 Alpe Adria, 23.45 et 1.45 Actus & Wacky.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.35 Clés, 19.45 et 20.15 Correspondant, 20.30 et 0.30 Prime, 21.00 et 22.15 Sport, 22.30 et 1.40 Style, 23.00 Mag & E, 23.15 Alpe Adria, 23.45 et 1.45 Actus & Wacky.

Radio

20.45 Les Codes du CSA
Accord parental souhaitable
Accord parental indispensable
on interdit aux moins de 12 ans
Public adulte
on interdit aux moins de 16 ans

France-Culture

20.45 Musique :
Laissez-passer.
Laissez-passer Jazz : 21.00 Atelier de création polyphonique, futurs décomposés, improvisés SF.
22.25 Poésie par parole, Antonio Carmona.
23.35 Concert imaginaire du G.R.M. Œuvres de Poulenc, Messiaen, Debussy, Schönberg, Boulez, Cage, Varèse, Ligeti, Bouliou, Bouliou, Bouliou.

France-Musique

20.45 Voix souvenirs.
Custom Backbeat, v.a.
21.00 Table d'écoute.
22.30 Transversales.
Les Maîtres de la terre : Cuba, Variations improvisées : œuvres de Giacomo Scialà. Le jazz, probablement : Keith Tippett.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Soirée Lyrique.
Louis, roi mégalomane en 4 actes, de Charpentier, par l'Orchestre de l'Opéra de Paris.
22.45 Archives du chant français.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 Les Tortues Ninja 3. Film de Stuart Gillard (1992, 160 min), avec Elias Koteas, Adventures.
23.30 La Créature du marais. Film de Wes Craven (1981, 95 min), avec Adrienne Barbeau, Fantastique.
1.00 On a volé la Jordanie. Film de Michel Deville (1966, 95 min), avec George Chakiris, Comédie.
TMC
20.30 La Panthère rose. Film de Blake Edwards (1963, 115 min), avec David Niven, Comédie policière.

Signification des symboles :

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Ames et fantômes

par Pierre Georges

Un sautonnage de dépêches, ce samedi. Et pour commencer, l'art, si l'on ose dire, d'accommoder les restes. Que faire des cendres de Deng Xiaoping ? Le défunt avait exprimé le désir que celles-ci soient dispersées en mer. Elles le seront. Mais pas n'importe où, ni n'importe comment. Car il y a toujours une vie, politique, après la mort.

Selon le *Ming Pao*, un journal de Hongkong, la famille du disparu et les membres du bureau politique du Parti communiste ont bien l'intention de donner un sens à la cérémonie et d'en faire l'ultime épitaphe. Dimanche, un navire de la marine de guerre chinoise, porteur de l'urne, se dirigera vers le détroit de Formose. C'est là, à proximité de Hongkong mais aussi et surtout de Taïwan, que seront dispersées les cendres de Deng Xiaoping. A la mêlée des eaux et des projets chinois. Entre ce qui est déjà pratiquement fait, Hongkong, et ce qui reste à faire, Taïwan. On ne saurait mieux signifier qu'il y a une vie, politique, après la mort. Et que la Chine confie au disparu une tâche de sentinelle avancée aux marches de la reconquête.

Canada maintenant, avec un autre illustre disparu. Il paraît, on l'apprend ici, que les postes françaises majorent un surnois projet contre l'intégrité d'un pays ami : l'émission d'un timbre célébrant le trentième anniversaire du discours prononcé, le 24 juillet 1967 à Montréal par le général de Gaulle. Chacun connaît ses classiques. Le timbre serait à l'effigie du général et porterait en légende le fameux « Vive le Québec ! Vive le Québec libre ! ».

On ne plaisante pas avec ces choses-là à Ottawa ! L'affaire y fait quelque bruit. Des citoyens pro-

testent. Et le gouvernement fédéral vient très officiellement de demander à l'ambassade de France « une explication » sur le projet de la poste française. On pourrait toujours objecter que si le fédéralisme canadien ne tient plus qu'à un timbre, c'est que la situation est grave ! Mais on plaisantons pas. L'acte paraît inamical. Et d'autant plus qu'au même moment, dans la bonne ville de Québec, le gouvernement séparatiste du premier ministre québécois, Lucien Bouchard, a annoncé son intention de faire ériger, en juin, une statue du général de Gaulle. Une statue, une statue, un projet, l'âme du disparu flotte par trop sur le Saint-Laurent.

Grande-Bretagne, maintenant. John Major a de gros soucis. Et il les raconte, vendredi, aux électeurs britanniques. Le premier ministre conservateur dit avoir fait ce cauchemar étrange et pénétrant que les travaillistes pourraient revenir au pouvoir à l'occasion des prochaines élections générales. Si l'on dit « cauchemar », c'est que John Major a utilisé lui-même ce terme. Et il l'a fait dans une version insulaire de notre continental « Au secours, la gauche revient ! ». Car, devant cette perspective abominable, il n'a eu qu'un mot : « La Grande-Bretagne pourrait bien se trouver à quelques semaines d'un cauchemar d'une nuit d'été ! ». Diable ! Au secours, Major ! Les fantômes travaillistes rôdent déjà du côté de Downing Street, à mijoter leur odieux sabbat économique et social. Ils augmentent les impôts. Ils restaureront les pouvoirs des syndicats. Ils régulariseront la dérogation. Ils dévoreront la Grande-Bretagne, capital et intérêts compris. La campagne s'annonce burlesque et tragique. Shakespeareenne, en somme.

Jean-Marie Le Pen affirme que Jacques Chirac est « tenu » par les organisations juives

Le président du Front national affiche son antisémitisme devant deux journalistes

« POURQUOI Chirac a-t-il toujours refusé de s'allier avec vous ? » Cette question, les journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafrański l'ont posée à Jean-Marie Le Pen. Le président du chef du Front national figure dans *Le Roman d'un président* (Plon), ouvrage à paraître le 6 mars et retraçant le parcours de Jacques Chirac, de sa défaite de 1988 jusqu'à son entrée à l'Élysée en mai 1995. Selon les auteurs, le président du parti d'extrême droite n'a pas improvisé son explication du complot juif au cours de son rendez-vous avec eux, le 17 juin 1996. Ils en donnent la teneur, *in extenso*, dans leur livre.

M. Le Pen assure qu'il se pose « depuis toujours, vraiment », la question du refus de M. Chirac de faire alliance avec le Front national. « Quel critère a-t-il donc retenu ? Ou est-il tenu par une organisation toute-puissante, par un secret, par une promesse qu'il ne peut pas dévoiler ? Sur Vichy, l'Occupation ou la déportation, nous n'avons pas plus de leçon à recevoir de Chirac, l'ami de Popon, que de Mitterrand, le complice de Bousquet. Or Chirac nous en inflige sans cesse. Pourquoi ? », se demande-t-il.

« Chaque fois qu'il était au pouvoir, Chirac m'a persécuté, indique M. Le Pen. Dans son esprit, il est établi - une fois pour toutes - que Le Pen, c'est le mal absolu, qu'une règle morale ne vaut, dès lors qu'il s'agit de me combattre. Il m'a infligé une contrainte fiscale sur le contrôle fiscal. Ainsi espérait-il m'inquiéter, m'empêcher de dormir. Mais diable, que me vaut cette inimitié déraisonnable puisqu'elle prive la droite de "nos électeurs" ? Chirac n'a jamais

su fournir de réponse convaincante, j'en suis réduit à des hypothèses et, plus particulièrement, à l'une d'entre elles qui est devenue une certitude : Chirac est "tenu" ! Par qui ? Par des organisations juives, notamment le fameux Bnai Brith. En accord avec elles, en échange d'énormes sommes d'argent, d'appuis internationaux exceptionnels, il

1986 à 1988), son amie juive, le montait contre nous. Eh bien non ! Il y a plus, un vrai pacte avec ces organisations juives. Le pacte avec ces organisations juives, in fine, lui a réussi : le voilà président. »

L'affirmation selon laquelle un « pacte » lierait les principaux partis politiques à des organisations juives court dans la presse d'ex-

au cours des forums du Bnai Brith (...), de ne s'allier en aucun cas au Front national ». Il n'en fallait pas plus pour que l'extrême droite donne une nouvelle jeunesse à un fantôme qui lui est cher : le complot judéo-maçonnique.

C'est cette thèse que reprend M. Le Pen. « Chirac et le RPR ont donc pris un engagement devant le Bnai Brith et d'autres sociétés étrangères, affirme-t-il : pas d'alliance, jamais, avec le Front national. Même si on a besoin de lui pour former la majorité. J'ai compris toute l'importance de cette alliance quand Chirac s'est permis de déclarer, il y a une dizaine d'années : "Je n'ai qu'une seule haine au monde, le fascisme." Quel est donc son critère de haine ? Il aurait pu ajouter le communisme ; or, il s'est gardé de le faire. »

A cet aveu implicite sur la filiation entre le lepénisme et le fascisme, le président du Front national en ajoute un autre quand il déclare : « Chirac a refondé le parti gaulliste en créant le RPR (...) Ses idées lui ont été imposées de l'extérieur. De la sorte, il a "gauchifié" le RPR et la scène politique tout entière. Ainsi, il respecte la promesse faite au Bnai Brith et à toutes les autres organisations juives : ne pas remettre en cause le partage du gâteau instauré à la Libération. Les partis issus de la Résistance se sont offerts le pays. L'alternance n'est possible qu'entre eux. » Il est rare que M. Le Pen reconnaisse aussi clairement la filiation du Front national avec les vaincus de la Libération, c'est-à-dire les pétainistes et les partisans de la collaboration avec l'Allemagne nazie.

Olivier Biffaud

De « Je vous hais » à « Ce que l'on vous cache »

La dénonciation du Bnai Brith - les « fils de l'Alliance », en hébreu - est récurrente à l'extrême droite. Fondé à New York, en 1843, par des immigrants juifs allemands, le Bnai Brith n'est pas une obédience maçonnique, mais s'est inspiré, à l'origine, de la franc-maçonnerie. Cette organisation essentiellement implantée aux États-Unis est notamment connue pour sa lutte contre l'antisémitisme. Montré du doigt par la presse proche du Front national, le Bnai Brith était déjà attaqué sous l'Occupation. Il était dénoncé dans une brochure intitulée *Je vous hais*, éditée par une structure proche du parti collaborateur de Jacques Doriot, le PPF, sous la plume de Jacques Ploncard.

Après vingt ans d'exil, celui-ci a repris du service. Sous le nom de Jacques Ploncard d'Assac, il est l'auteur d'*Enigmes et mystères, voici le Bnai Brith*, article figurant dans une brochure, *Ce que l'on vous cache*, patronnée par Jean Madiran, directeur politique du quotidien *Présent*.

a accepté de perdre l'élection présidentielle de 1938 plutôt que de s'entendre avec moi. »

Après ces accusations générales, le président du Front national précise : « Longtemps, j'ai cru qu'il fallait voir dans cette haine à notre égard l'influence de son oncle d'enfance Jacques Friedmann, un juif très juif. Ce type, Friedman (président du conseil de surveillance du groupe AKA-UAP), éprouve une véritable répulsion physique contre mes amis et moi-même. Ensuite, j'ai cru que Michèle Barzach (ministre de la santé de

trême droite et, notamment, dans les colonnes de *Présent*, depuis une dizaine d'années. Ce quotidien, de la mouvance pétainiste et catholique traditionaliste, fait régulièrement référence à un article du *Monde* du 26 mars 1986 dans lequel le Bnai Brith attirait « l'attention des partis de la nouvelle majorité (RPR et UDF) contre toute tentative de vouloir reprendre les slogans extrémistes sur l'insécurité et les idées xénophobes à l'encontre des immigrants ». Cette organisation juive rappelait « aux représentants de ces partis leur engagement, pris

ACTUELLEMENT

DANIEL DAY-LEWISWINONA RYDER

LA CHASSE AUX SORCIERES

20TH CENTURY FOX

3615 FOX

Robert Hue demande au PS de définir avec lui une politique « de gauche »

C'EST À LILLE, devant quelques milliers de personnes, que le secrétaire national du PCF, Robert Hue, devait donner le coup d'envoi, samedi 1^{er} mars, des « assises pour le changement ». Ces assises, organisées en province avant une rencontre finale à Paris, devaient réunir l'ensemble des formations de gauche pour discuter du « contenu d'une politique de gauche ».

En janvier 1996, à Marseille, M. Hue avait lancé les « forums », clos le 2 avril 1996 à Bercy en présence de Lionel Jospin, Dominique Voynet, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Michel Baylet et Alain Krivine. Ils avaient d'abord une vertu pédagogique : donner l'habitude aux forces de gauche de discuter entre elles. Les « assises pour le changement » s'inscrivent, elles, dans la perspective des élections législatives : quelle politique, demain, pour une gauche éventuellement chargée de gouverner la France ?

IMPORTANTES DIVERGENCES
Entre les socialistes et les communistes, les divergences demeurent importantes malgré les efforts conjoints de MM. Hue et Jospin. Alors que les responsables communiste et socialiste tentaient récemment d'expliquer que leurs divergences sur l'Europe n'étaient pas insurmontables, le secrétaire national devait hausser le ton, samedi 1^{er} mars. A ses yeux, comme il l'a déjà suggéré le 23 février sur Radio 1, « les désaccords avec le Parti socialiste ne portent pas seulement sur la norme européenne », mais aussi sur « le rapport à l'argent » (taxation des mouvements de capitaux, intervention des salariés dans les entreprises) et sur la « démocratie citoyenne ».

La défaite du candidat socialiste à Vitrolles et la mise en cause du PS au sujet du projet Debré incitent M. Hue à profiter des circonstances. Le PCF cherche à incarner une nouvelle radicalité, susceptible de conforter son électorat traditionnel déboisé par la « mutation ». Depuis décembre 1995, M. Hue veut faire de son parti le « relais » de ce qu'on appelle désormais, place du Colonel-Fabien,

l'« intervention citoyenne » : grèves, manifestations, pétitions, et tout ce dont bruit le « peuple de gauche », écologiste, critique, alternatif, mais aussi socialiste.

« Pour le moment il n'y a pas de construction politique à gauche », a expliqué M. Hue au lendemain de la manifestation contre le projet de loi Debré du 22 février. « Le PS ne peut pas seul imaginer conduire les affaires de la France », précisait-il et, pour la première fois : « Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que la gauche serait majoritaire et je pense que ce qu'il pourrait manquer à la gauche pour qu'elle le soit, c'est précisément (...) une construction politique alternative qui n'existe pas pour le moment », ajoutait-il, interrogeant implicitement M. Jospin sur sa détermination à gagner les élections en 1998.

A Lille, M. Hue se proposait de rebondir sur les propos que tenait le premier secrétaire du PS lors de la dernière convention nationale de son parti. « Il faut vaincre la peur que les Français ont d'être déçus avec nous », expliquait M. Jospin. La tentation qu'ils ont de se résigner à l'insatisfaction que leur procure le pouvoir d'aujourd'hui. » Place du Colonel-Fabien, on juge que cette phrase contient, de la manière la plus explicite, un aveu de l'incapacité à convaincre du projet socialiste.

Ariane Chemin

DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : la fusée Ariane a enregistré un nouveau succès, samedi 1^{er} mars, en mettant en orbite le satellite de télécommunications internationales Intelsat-801.

■ **MONNAIE** : le billet de 500 francs à l'effigie de Pascal perd son cours légal après vingt-huit ans d'usage. A partir du 1^{er} mars, les commerçants ne sont plus tenus de les accepter, mais la Banque de France continuera de les échanger contre des billets à l'effigie de Pierre et Marie Curie, mis en circulation en mars 1995.

■ **CUBA** : les cérémonies destinées à célébrer les trente ans du célèbre cigare Cohiba n'avaient accueilli, vendredi 28 février, à l'aube de la dernière journée des festivités, aucune des vedettes hollywoodiennes dont les autorités de La Havane avaient annoncé la présence. Les acteurs Mel Gibson, Arnold Schwarzenegger, Jack Nicholson et Sylvester Stallone sont bien présents, mais seulement sur d'immenses affiches apposées par les organisateurs.

■ **ITALIE** : le taux de croissance a été de 0,8 % en 1996, contre 3 % en 1995, selon les statistiques publiées vendredi 28 février. La banque centrale a annoncé que la dette publique du pays a atteint 2 204 903 milliards de lires (7 500 milliards de francs) l'an dernier, soit plus de 120 % du PIB. - (AFP)

■ **RUSSIE** : Gazprom entreprend une restructuration en profondeur, exigée par le Fonds monétaire international, a annoncé le géant gazier, le 28 février. - (AFP)

Tirage du Monde daté samedi 1^{er} mars 1997 : 489 337 exemplaires

VOTRE CAVE A VIN

■ Conservation et vieillissement des vins.
■ Température réglable.
■ Humidité contrôlée.
■ De 75 à 1500 bouteilles.
■ Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

هكذا من النحل